CETTE SEMAINE

Quatorzième année — Apériodique — hiver 2006 — n°91 — Prix libre ou abonnement



Mais aujourd'hui le crépuscule est rouge...
Le coucher de soleil est ensanglanté...
Nous sommes tout près de la tragique célébration
du grand crépuscule social.
Déjà le temps a sonné avant l'aube les premiers coups
d'un jour nouveau sur les cloches de l'histoire.
Basta, basta, basta !
C'est l'heure de la tragédie sociale !
Nous détruirons en riant.
Nous incendierons en riant.
Nous tuerons en riant.
Nous exproprierons en riant.
Et la société croulera.
La patrie croulera.
La famille croulera.
Tout croulera, parce que l'Homme libre est né.
Est né celui qui, à travers les pleurs et la douleur,
a appris l'art dionysiaque de la joie et du rire.
L'heure est venue de noyer l'ennemi dans le sang...
L'heure est venue de laver notre âme dans le sang.
Basta, basta, basta !
Que le poète transforme sa lyre en poignard !
Que le philosophe transforme sa sonde en bombe !
Que le pêcheur transforme sa rame
en une formidable hache.
Que le mineur sorte des antres étouffantes
des mines obscures armé de son fer brillant.
Que le paysan transforme sa bêche féconde
en une lance guerrière.
Que l'ouvrier transforme son marteau
en faux et en haches.
Et en avant, en avant, en avant !
Il est temps, il est temps — il est temps !
Et la société croulera.
La patrie croulera.
La famille croulera.
Tout croulera, parce que l'Homme Libre est né.
En avant, en avant, en avant, ô joyeux destructeurs.
Sous le noir étendard de la mort,
nous conquérerons la Vie !
En riant !
Et nous en ferons notre esclave.
En riant !
Et nous l'aimerons en riant !
Parce que les hommes sérieux ne sont
que des gens qui savent agir en riant.
Et notre haine rit...
Elle rit rouge. En avant !
En avant, pour la destruction totale du mensonge
et des fantasmes !
En avant, pour la conquête intégrale
de l'Individualité et de la Vie !

Renzo Novatore, *Verso il nulla creatore* (1921)



Cette Semaine
BP 275 – 54005 Nancy cedex – france
http://cettesemaine.free.fr/
cettesemaine@no-log.org
Abonnement : 12.50 euros / an
(15.50 euros hors de france)

bien entendu, les personnes qui souhaitent recevoir le journal n'ont pas forcément à se poser la question de l'abonnement, une demande suffit

2d édition revue et corrigée.

Novembre : en partant des faits...

La révolte de novembre (on verra qu'il ne s'agit pas que d'émeutes) a commencé le 27 octobre 2005 à Clichy-sous-Bois, après la mort de deux jeunes qui étaient poursuivis par des flics. Ce qui au début semblait ne devoir être qu'une émeute localisée, phénomène courant après ce type de drame, a changé de nature lorsque la rébellion s'est étendue progressivement à l'ensemble du territoire. L'état d'urgence a été déclaré le 8 novembre suivant. La police a estimé être revenue à une « situation normale » le 17 novembre, en se fondant notamment sur le fait que, la nuit précédente, seules 98 voitures avaient été brûlées sur le territoire français, alors que la moyenne ordinaire est, « hors émeutes », de 90 par nuit...

Chaque groupe ou groupuscule politique se devait de produire une analyse de cet événement, et le plus surprenant n'est pas tant que quasiment tous centrent leurs propos autour de pleurnicheries sur les voitures particulières des vrais prolétaires incendiées par un lumpenprolétariat inconscient, stipendié, désespéré et autres conneries. Non, le plus surprenant c'est de constater qu'ils n'ont rien vu des FAITS.

Durant toute cette révolte, les médias et les politiques ont fait du nombre de véhicules brûlés le mètre étalon de l'amplitude du mouvement. Durant toute cette révolte, les médias et les politiques ont mis en avant (explicitement ou implicitement) un stéréotype de l'acteur de ces pratiques incendiaires, et chacun s'est imaginé le « jeune-délinquant-à-casquette », l'asocial hyperviolent qui terrorise son quartier, le desperado en guerre contre tous et tout. C'est à partir de la construction fantasmée de cet archétype déshumanisé, le « jeune des banlieues » cher au sensationnalisme médiatique, que beaucoup ont pu affirmer que les jeunes lycéens* déferlant sur les manifs pour dépouiller seraient les mêmes que ceux qui ont été acteurs de la révolte de novembre. Peut-être que pour une petite partie d'entre eux cela est vrai... mais peu importe. Ce dont il s'agit là, c'est de construire artificiellement une catégorie ad hoc pour y ranger tous ceux que l'on ne comprend pas, on assiste à la création d'un monstre, de l'Autre qui ne peut être qu'un barbare sans rationalité.

Mais la réalité n'a pas grand-chose à voir avec ces fantasmes.

Les arrestations ont montré que les groupes d'incendiaires n'étaient constitués ni en tant que bande de cité ni comme bande « ethnique », mais plutôt comme groupe de copains d'école, de foot... ce n'est pas un détail, il ne s'agissait pas de défendre un territoire ou une identité quelconque. Les petits groupes d'incendiaires sont constitués d'entre trois et quinze personnes qui n'ont en commun que le fait de subir leur condition de prolétaires, ils sont indifféremment basanés ou blancs, habitent dans des barres ou dans des pavillons, ils ne font partie ni de la catégorie des « délinquants professionnels » (ceux-là se garderont bien d'attirer le regard de la police sur eux) ni de celle des béni-oui-oui, ils sont simplement de la zone grise, de la condition moyenne des jeunes de banlieue.

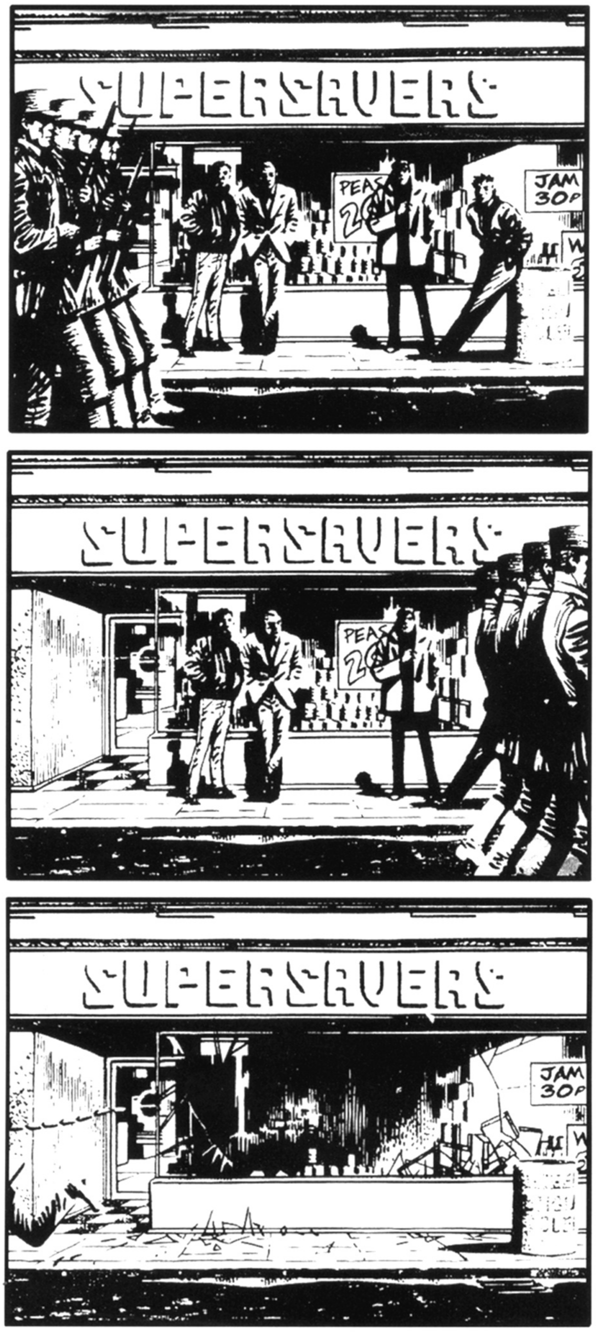
Schématiquement, on peut dire que trois types de « pratiques » interconnectées ont eu lieu en novembre, et qui renvoient à trois types de personnes agissantes.

La plus médiatisée, et de loin, a été l'incendie de voitures particulières. On a pu constater qu'elle était le fait de garçons très jeunes, souvent de moins de quinze ans. En se focalisant exclusivement sur ce type d'actes, les médias et le ministère de l'Intérieur ont cherché à occulter les autres aspects de la révolte, à bien des égards plus intéressants. Néanmoins un peu de jugeote permettait de constater que si l'on retire du nombre annoncé de véhicules incendiés la moyenne « normale » de 90 voitures quotidiennes, si l'on retranche également la part de véhicules qui ne sont en rien des «voitures du voisin» - c'est-à-dire les véhicules de l'Etat (et oui, ceux des services publics, quelle horreur !), EDF, GDF, la Poste, les autobus et autocars incendiés par parkings entiers - si l'on n'oublie pas de mettre de côté les automobiles des entreprises de location et de concessionnaires qui sont parties en fumée quotidiennement par dizaines voire par centaines, si l'on considère que c'est parfois la voiture du maire, du député, du facho, ou celle dérobée à un bourge en centre-ville... alors le prétendu phénomène de la guerre désespérée de tous contre tous ne peut rester au centre de l'analyse.

Le second type de pratique, les « émeutes » proprement dites, c'est-à-dire les moments d'affrontement intenses et organisés avec les flics, ont été peu nombreuses mais dures et longues. On a ainsi vu des affrontements se répéter plusieurs jours de suite, avec des guet-apens tendus aux flics et, à plusieurs reprises, des tirs d'armes à feu en direction des forces de police. Ces émeutes sont le fait de bandes de quartier homogènes, des jeunes garçons de tous âges soudés par une appartenance territoriale.

Parmi les villes où ces émeutes ont éclaté, on peut citer entre autres : Clichy et Montfermeil (d'où tout est parti), Le Mirail et La Reynerie (Toulouse), La Grande Borne (Grigny), Aulnay-sous-Bois, La Paillade (Montpellier), Rosny-sous-Bois... Pointe-à-Pitre. Ce qui les a caractérisées c'est que, contrairement à d'habitude (et oui, en France nous connaissons cet oxymore de l'émeute habituelle), le prétexte au déclenchement n'était pas dû à une injustice particulière faite à l'un des membres de la communauté (la cité), mais la solidarité, l'identification à un sort commun, c'est-à-dire la résistance à une situation d'injustice générale faite à tous.

La troisième forme de pratique s'apparente à de la « guérilla urbaine ». Des groupes peu nombreux de jeunes entre 18 et 25 ans, mobiles, ont choisi des cibles précises et se sont organisés pour les incendier. Le choix des objectifs était très clair : l'Etat et les entreprises. Tous les types de bâtiments publics ont été visés : commissariats et postes de police, bâtiments municipaux (mairies, gymnases, MJC), bureaux de poste et d'EDF, écoles... ainsi que des véhicules de service public. De nombreuses entreprises locales ont aussi été visées : des concessionnaires automobiles, des entrepôts, des surfaces de vente et centres commerciaux... Des vengeances ciblées ont été réalisées contre les voitures, les domiciles, les permanences politiques des maires et des députés.



C'est ce phénomène qui a été central dans la révolte de novembre : des centaines de groupes se sont formés pour s'affronter avec l'Etat. Surgissant de nulle part, se répandant telle une nappe d'huile, quelques dizaines de milliers de jeunes prolétaires se sont rapidement organisés pour frapper de manière diffuse. Sans mots d'ordre mais en frappant toujours plus juste, sans organe de liaison mais parfaitement synchrones, communiquant entre eux à travers leurs actes.

Enfin, un phénomène plus difficile à cerner ne peut pas être passé sous silence. L'implication dans la révolte a parfois débordé la catégorie initialement impliquée, à savoir les «jeunes garçons de banlieue». Disons tout d'abord que ces derniers n'auraient pas pu agir comme ils l'ont fait s'ils n'avaient bénéficié d'une forme de soutien, même passif, d'une bonne part de la population des territoires où ils agissent. Mères, sœurs, pères, voisins, nombreux sont ceux qui ont pris fait et cause pour les mômes de leur quartier et ont témoigné notamment de leur hostilité envers la police. La présence des mêmes ainsi que de nombreux « militants radicaux » lors des comparutions immédiates a bien souvent transformé les halls des palais de justice de banlieues en terrains de contestation et d'affrontement. À l'occasion des procès ou après, les tribunaux ont aussi été la cible d'actions directes (cocktails Molotov sur la façade du TGI de Bobigny, véhicules de police incendiés dans l'enceinte du TGI de Bordeaux...) .

D'autres prolétaires plus très jeunes se sont également appropriés la pratique pyromane pour apporter leur contribution au débat en cours en incendiant leur entreprise. Notons à ce sujet que l'interprétation qui a souvent été avancée par la presse selon laquelle les entreprises auraient été incendiées par des jeunes qui protestent car elles n'embauchent pas assez les gens du coin (assisterait-on à la naissance d'un syndicalisme d'un genre nouveau ?) ne repose sur aucun fait constaté. Bien au contraire, les quelques personnes ayant été condamnées pour avoir incendié des entreprises étaient ou avaient été les employés de ces établissements.

Ces quatre phénomènes sont évidemment liés les uns aux autres. II semblerait pourtant que la révolte, en se répandant en cercles concentriques autour de Clichy (d'abord la Seine-Saint-Denis, puis la région parisienne, puis le Nord, puis toute la France et même un peu la Belgique et l'Allemagne), ait souvent commencé, les premiers jours, par des incendies de voitures pour se structurer ensuite en actions plus ciblées et plus organisées. Les formes les plus « spontanées » ont ainsi laissé place à des formes davantage « aguerries »...

A aucun moment, la révolte de novembre n'a pris l'aspect d'une guerre ethnique, et cela se voit aussi bien par le choix des cibles que par l'origine de ceux qui ont été interpellés. Les enfants de l'immigration y sont en proportion exacte de leur importance dans la population de prolétaires qui s'est révoltée, ni plus ni moins. De même, la délinquance n'y est en rien surreprésentée. Ceux qui se sont révoltés sont à l'image de la population des quartiers qu'ils habitent.

Les événements de novembre ne peuvent être perçus que comme une radicalisation et une massification d'un mouvement de révolte des jeunes prolétaires urbains qui secoue les banlieues française depuis bientôt trente ans. Au cours de ces trois semaines a été brûlé un quart des véhicules qui le sont en moyenne chaque année, et les objectifs attaqués ne représentent que 30% des actions réalisées annuellement. La révolte de novembre est un épisode d'une révolte permanente, la lutte de classe. Ce n'est que sur la base des faits précédemment cités qu'elle peut être analysée et critiquée.

Torpedo

* La volonté de rendre étranger à la compréhension est telle que l'on dénie à ces préadolescents âgés d'entre 12 et 15 ans le fait qu'ils soient collégiens ou lycéens. Les médias, le ministère de l'Intérieur, les syndicalistes et les gauchistes les nomment «faux lycéens », comme si la scolarité n'était pas obligatoire jusqu'à 16 ans. On affirme ainsi qu'ils échappent à toute rationalité... alors que ce sont évidemment les médias, les gauchistes et les syndicalistes qui se mettent ainsi hors du monde réel.

[Tiré de *Meeting*, revue internationale pour la communisation, n°3, novembre 2006, pp. 31-33]

Après que l'enquête d'utilité publique ait été bouclée, les travaux préparatoires à la construction de nouveaux réacteurs nucléaires EPR ont commencé à Flamanville (Manche). Parallèlement à ce nouveau monstre, est en route un projet de ligne à très haute tension (THT) qui doit acheminer l'électricité de ce futur réacteur nucléaire EPR de Flamanville vers le sud pour la raccorder au réseau. Il s'agit de construire une ligne double à 400 000 volts sur environ 150 kilomètres, entre Périers dans la Manche jusqu'à la ligne Rennes/Le Mans.

Si le tracé définitif n'est pas encore décidé, RTE (le gestionnaire de la ligne) commence déjà à draguer les élus, tandis que des géomètres devraient pointer leur nez. Bien entendu, les partis de gôche (Verts en tête qui par leur absention ont pourtant permis au conseil régional de Basse-Normandie de voter une motion favorable à l'EPR, tout comme ils soutiennent le TGV Lyon-Turin) et les citoyennistes comme le Réseau Sortir du Nucléaire ou la Confédération Paysanne basent tout sur les recours juridiques et les prochaines échéances électorales.

Plusieurs manifestations locales anti-THT ont déjà eu lieu, fin juin à Laval (2000 personnes), le 29 juillet à St Lô (300 personnes) et le 28 octobre à St Hilaire du Harcouët (3500 personnes). A cette occasion, les compagnons du CRAN nouvellement créé à Caen ont distribué le tract ci-contre, proposant une autre approche de la lutte dans le coin.

Contre la société nucléaire, contre les T.H.T. Prenons nos luttes en mains

Suite à l'annonce de la construction de nouveaux réacteurs EPR à Flamanville, de nouvelles lignes EDF « très haute tension » (THT) vont être construites dans le bocage normand et mayennais pour joindre la centrale nucléaire de Flamanville au réseau national et breton. Ces lignes nous semblent à plus d'un titre dangereuses, mais au delà c'est bien la relance du programme nucléaire qui est néfaste, ainsi que le monde et la société qui l'accompagnent.

Les T.H.T. sont dangereuses. Les effets des champs électromagnétiques sur notre santé et celles des animaux sont aujourd'hui largement connus. Notamment avec les leucémies infantiles. Elles sont destructrices de la faune et plus particulièrement du bétail. Ce n'est pas pour rien que RTE et EDF proposent des dédommagements. C'est là le prix du silence. Le même prix qui fait taire les nord-cotentinois achetés à coup d'argent atomique.

Lutter contre les T.H.T., c'est lutter contre l'EPR à Flamanville et ailleurs, et contre la société nucléaire en général. Le nucléaire et le monde dans lequel il prolifère est dangereux. Dangereux par les désastres environnementaux et sanitaires qu'il génère, de Tchernobyl à Cherbourg. Dangereux par la prolifération de l'arme atomique qu'il abrite. Dangereux par l'exploitation de l'Afrique Noire (comme l'exploitation des mines d'uranium au Nigéria) et de ses dictatures qu'il entretient et par la société policière de contrôle qu'il participe à développer. Ainsi depuis quelques années, un certain nombre de simulations d'accidents nucléaires ont servi de laboratoire aux gestions autoritaires des foules qui ne manqueront pas de s'imposer en temps de catastrophes écologiques majeures ou de crises sociales importantes.

Le nucléaire passe toujours en force, et ce depuis sa création parce qu'il est l'une des faces des sociétés capitalistes contemporaines. C'est ainsi qu'il s'est développé au cours des années 70 en France. A coup de CRS contre les populations locales. Et le voile démocratique dont les nucléocrates d'EDF, AREVA ou RTE se parent ne doit pas nous illusionner. Il n'y a pas de nucléaire citoyen, pas plus que de nucléaire durable. Ils ont déjà décidé pour nous et ne plieront que devant notre propre détermination.

C'est pour cette raison que nous ne pouvons laisser la lutte entre les mains des marchands de rêves qui nous promettent que 2007 et les présidentielles arrêteront le programme nucléaire, ou ceux qui, comme entre autres les Verts, jouent double jeu comme au Conseil Régional de Basse-Normandie, où leur abstention a permis à une motion pro-EPR de passer... ce n'est pas en négociant que l'on obtiendra quoi que ce soit, mais en s'organisant pour inverser le rapport de force par la lutte et l'action directe : la manifestation, les occupations de sites, les sabotages, les perturbations de réunions...

CRAN@no-log.org

[Tract distribué le 28 octobre 2006 à la manifestation de St Hilaire du Harcouët (Manche)]

Le Collectif Radicalement Anti-Nucléaire (CRAN)

Nous nous sommes organisé-e-s en collectif depuis peu. Nous sommes principalement caennai-se-s. Pour certain-e-s d'entre-nous la lutte anti-nucléaire n'est pas nouvelle. Nous étions un certain nombre par exemple à organiser un espace autonome avec la coordination contre la société nucléaire au sein du Village Alternatif Autogéré et Anti-Nucléaire d'avril dernier à Cherbourg.

Nous nous sommes réuni-e-s autour d'un projet commun contre le nucléaire et la société dans laquelle il se développe. Pour affirmer notre refus du nucléaire et de ses désastres quotidiens de la Biélorussie à Cherbourg. Pour dénoncer la prolifération de l'armement nucléaire et le développement de la société de contrôle social et policier qui lui sont intimement liés. Pour s'opposer à la dictature de son armada d'experts et l'expropriation de nos propres vies qui s'y déploient. Egalement pour remettre en lumière le lien entre nucléaire et capitalisme et insister sur la nécessité de rompre avec la notion de développement fut-il durable...

Nous nous sommes réuni-e-s également autour de pratiques communes :l'action directe contre les nucléocrates et leurs entreprises de destruction du vivant, le refus des logiques électoralistes et du fétichisme organisationnel (politique ou syndical), la réappropriation de l'histoire de la lutte antinucléaire, à travers la réédition de textes anciens ou plus récents, l'échange d'infos et d'analyses sur la question du nucléaire.

Toute notre énergie sera pour vous !

Nouvelles de la guerre sociale

• 18 septembre, Toulouse
(presse) Sept hommes originaires des pays de l'Est se sont évadés lundi soir du centre de rétention administrative de Cornebarrieu, près de Toulouse, où ils séjournaient avant une éventuelle reconduite à la frontière. Deux de ces sans-papiers ont été repris quelques heures plus tard. Les évadés ont profité d'une défaillance du matériel de surveillance et du système de sécurité pour s'échapper du centre de rétention qui dispose d'un réseau de caméras et d'une salle de surveillance dotée de 48 écrans de contrôle, a-t-on indiqué de source syndicale. 70 agents sont chargés de faire fonctionner le centre de rétention administrative de Cornebarrieu, un bâtiment de 4.600 m^2 implanté au bout des pistes (nord-ouest) de l'aéroport de Toulouse-Blagnac et inauguré fin juin.

• 19 septembre, Corbeil-Essonnes
(presse) Deux CRS ont été blessés sérieusement alors qu'ils patrouillaient à bord d'un véhicule banalisé mardi vers 22h dans la cité des Tarterêts à Corbeil-Essonnes. Le véhicule banalisé, à bord duquel les deux CRS patrouillaient, a été la cible de jets de projectiles. Le chef de bord, un capitaine adjoint de la CRS n°3 de Quincy-sous-Sénart (Essonne), est alors sorti du véhicule et a été "*violemment assailli par une vingtaine d'individus*". "*Le conducteur s'est précipité pour lui porter secours. Ils ont été roués de coups au visage et sur toutes les parties du corps, alors qu'ils se trouvaient au sol*", précise la préfecture. Le chef de bord "*a subi un traumatisme crânien et facial important, des contusions aux membres supérieurs et inférieurs et deux dents cassées.*" Il a été transféré à l'hôpital de la Pitié-Salpêtrière à Paris au service maxilo-facial pour une intervention chirurgicale. Le conducteur du véhicule souffre "*d'un traumatisme facial, de contusions aux côtes et l'arcade sourcilière a été ouverte*". "*Il n'a pas été hospitalisé et une ITT de 15 jours lui a été prescrite*", toujours selon la préfecture. D'après les derniers éléments dont disposent les enquêteurs de la Sûreté départementale de l'Essonne, deux ou trois individus ont caillassé le véhicule des CRS. La trentaine d'individus qui ont ensuite surgi et ont violemment agressés les deux policiers n'étaient pas dissimulés dans des fourrés mais jouaient au football sur un terrain situé à proximité.

• 20 septembre, Haumont
(presse) Trois policiers ont été blessés, dont un sérieusement au bras, lors d'affrontements avec la famille et les voisins d'un automobiliste qui venait d'être interpellé à son domicile, dans le Nord, rapporte la police.
Une patrouille de police a pris en chasse mercredi soir vers minuit un automobiliste qui a refusé de s'arrêter à un contrôle à Aulnoye-Aymeries, près de Maubeuge. L'automobiliste a été identifié et une équipe de policiers de Maubeuge s'est rendue chez lui, à Hautmont, pour l'interpeller. L'homme a été menotté et au moment où les trois policiers tentaient de le faire entrer dans leur voiture, des membres de sa famille et des voisins s'en sont pris aux forces de l'ordre. Une trentaine de personnes ont entouré les policiers. L'un d'eux a été frappé à coups de barre de fer par le frère du conducteur interpellé. Les policiers se sont dégagés en utilisant du gaz lacrymogène et ont appelé des renforts. Le père et le frère de l'automobiliste ont été interpellés. Le conducteur, bien que menotté, s'est échappé. Un brigadier-chef de Maubeuge souffre d'une triple fracture au coude. Le responsable régional du syndicat Alliance Police, Jean-Claude Vanelslander, s'est dit "*surpris d'une telle violence dans un quartier calme et de la part de personnes inconnues des services de police*".

• 29 septembre, Paris
(presse) Un policier du XIXe a été blessé à la tête hier en fin d'après-midi après un jet de projectile. Victime d'une plaie ouverte, il a été conduit à l'hôpital de la Pitié-Salpêtrière pour des soins. Ce fonctionnaire et son collègue procédaient au contrôle d'identité de deux hommes rue Archereau, près de la cité des Orgues-de-Flandres, quand un groupe d'une trentaine de personnes s'est interposé. Un des hommes contrôlés s'est alors saisi d'une pierre qu'il a jetée en direction du policier avant de prendre la fuite.

• 30 septembre, Paris
(presse) L'immeuble de la rue Greneta (IIe), qui abrite le siège national du syndicat de police Alliance, a été la cible d'une tentative d'incendie dans la nuit de vendredi à samedi. Peu après minuit, un container à ordures en feu a été projeté contre la porte du bâtiment. Cette poubelle aurait été dérobée dans une rue adjacente.

• 1er octobre, Paris
(presse) Le collège Elsa-Triolet à Paris (XIIIe) sera "*partiellement fermé pendant une semaine*" à la suite d'un incendie criminel survenu dans la nuit de samedi à dimanche, a annoncé dimanche soir la Mairie de Paris dans un communiqué. Selon cette source, le feu s'est déclaré dans le bureau des surveillants du collège, rue Yeo-Thomas (XIIIe), et atteint plusieurs locaux, "*condamnant provisoirement l'accès des élèves à une partie de l'établissement*".


[CRS après un accident du travail à Corbeil-Essonnes, le 19 septembre 2006]

• 1er octobre, Mureaux
(presse) Sept policiers ont été légèrement blessés lors d'incidents avec des riverains, dimanche soir, dans le quartier sensible des Mureaux (Yvelines), apprend-on auprès du syndicat Synergie officiers. Une voiture de police a été dévalisée et brûlée, a-t-on ajouté de même source. Selon la version des policiers, les incidents ont débuté peu après 19h lorsqu'un automobiliste a refusé de se soumettre à un contrôle pour "*foncer délibérément*" sur l'une des deux voitures de police qui lui barraient la route.
"*Commotionnés, les trois occupants du premier véhicule se sont réfugiés dans la seconde voiture de police car des riverains commençaient à les caillasser. Des dizaines de personnes se sont alors regroupées autour de la seconde voiture en criant "vous ne sortirez pas vivants" du véhicule*", a dit Patrick Trotignon. L'un des policiers aurait alors tiré une fois en l'air pour tenir la foule en respect tandis qu'une pierre lancée par un manifestant heurtait la bombe lacrymogène que l'un de ses collègues s'apprêtait à lancer. "*Cette bombe a explosé avant d'être lancée, neutralisant plusieurs de nos collègues*", a rapporté le syndicaliste. La foule a ensuite dévalisé la première voiture de police abandonnée sur place, une 306 Peugeot, "*s'emparant de flash-balls, armes tirant des balles en caoutchouc, et de munitions*", avant de la brûler, a-t-il dit.
Toutefois, selon des témoins interrogés sur place lundi matin par l'AFP, les jeunes n'étaient qu'une cinquantaine au plus. Des témoins ont assuré lundi avoir été révoltés par la brutalité avec laquelle, selon eux, les policiers ont arrêté le suspect. "*Ils l'ont traîné direct hors de la voiture... Nous on est arrivés et on a dit : "C'est pas normal, allez-y mollo !" Après, il y a eu des jets de pierres, les policiers se sont sauvés et ils ont laissé la voiture*". Selon les témoins, six des sept policiers se sont enfuis et un est allé se réfugier dans une école maternelle voisine.

• 10 octobre, Chauconin-Neufmontiers

(presse) Un détenu s'est évadé hier matin de la maison d'arrêt de Chauconin-Neufmontiers (77), vraisemblablement en se cachant dans la cargaison d'une camionnette d'un fournisseur des ateliers de la prison. Christophe Bourgeton, 38 ans, était en détention provisoire depuis janvier 2004 et devait comparaître devant la Cour d'assises pour des braquages en récidive.

• 13 octobre, Epinay-sur-Seine

(presse) Un policier a été blessé dans la soirée de vendredi lors de l'agression d'une équipe de la brigade anti-criminalité (BAC) dans une cité d'Epinay-sur-Seine (Seine-Saint-Denis). Des équipes de la BAC se rendaient sur place vers 23 heures à la suite d'un appel signalant un vol à la roulotte. A leur arrivée, une des équipes « *s'est trouvée bloquée par deux véhicules placés en travers de la route et par plus d'une trentaine d'individus, porteurs de barre de fer et d'armes de poing qui ont jeté des pierres sur le véhicule et utilisé à l'encontre des policiers du gaz lacrymogène*». «*Un policier a été blessé au visage (30 points de suture) et a alors fait usage de son arme administrative en tirant en l'air pour préserver son intégrité physique. Un second policier a fait usage d'un flash ball, mettant ainsi les agresseurs en fuite*».

• 24 octobre, Lyon

(presse) Un policier a été violemment agressé place des Terreaux. L'agent en civil âgé de 24 ans allait prendre son service quand il a été passé à tabac par quatre individus. Lorsque le jeune homme a confirmé ses fonctions, ses agresseurs l'ont roué de coups. Il bénéficie de 15 jours d'ITT. C'est une patrouille du premier arrondissement qui a mis fin à cette attaque.

• 26 octobre, Toulouse

(presse) Dans la nuit, des pavés se sont inopinément présentés au commissariat de Bellefontaine... Deux gros blocs de béton, dont l'un de cinq kilos, se sont fracassés sur la porte vitrée du commissariat. Des vitres pourtant épaisses qui se sont étoilées pendant que d'autres projectiles étaient lancés sur le bâtiment. Une fois à l'extérieur, les fonctionnaires ont aperçu une quinzaine d'individus, le visage dissimulé sous des capuches, qui s'enfuyaient. Un garçon d'une vingtaine d'années a été interpellé. Jugé en comparution immédiate, le jeune homme de 21 ans était poursuivi pour «destruction de bien d'utilité publique», «violence et injures à fonctionnaire de police». Il a reconnu le jet de pavés mais a nié avoir donné deux coups de poing et insulté les policiers lors de son arrestation. Il a pris un an de prison ferme.

• 29 octobre, Sarcelles

(indymedia) La croix rouge collabore, nous ne pleurerons pas ses cendres.

"*Incendie de l'ambulance de la Croix-Rouge de Sarcelles dans la nuit de samedi à dimanche. N'oublions pas que la croix rouge collabore entre autres aux expulsions, attaque les journaux militants comme cqfd, ferme ses centres de santé quand ils ne sont pas rentables et qu'elle est dirigée par l'ancien ministre de la santé... et ne nous étonnons pas qu'elle soit prise pour cible. Le véhicule stationné sur un parking fermé mis à la disposition de l'association par la mairie a été totalement détruit. Quand l'humanitaire est au service de la bourgeoisie, il finit par flamber.*"

• 31 octobre, Clichy-sous-Bois

(presse) Un journaliste de France 2 a été hospitalisé mardi après avoir été agressé et "*blessé assez sérieusement à la tête*" lors d'un reportage à Clichy-sous-Bois (Seine-Saint-Denis), selon la chaîne publique. "*Une équipe de reportage travaillait à Clichy-sous-Bois pour le journal. Le JRI (journaliste reporter d'images) a été agressé. Il a été blessé assez sérieusement à la tête et hospitalisé (...) Il n'a pas perdu connaissance, mais sa blessure à la tête est assez profonde*", a déclaré à l'AFP le directeur adjoint de l'information de France 2, Etienne Leenhardt, qui a précisé que sa caméra avait été volée.

Vendredi soir, selon deux témoins, un photographe d'une agence de presse s'est par ailleurs fait voler son appareil photo dans le quartier du Chêne pointu, à Clichy-sous-Bois, alors qu'il photographiait des voitures en feu.

• Fin octobre, les bus flambent

(presse)

—Le 22 octobre à Grigny, c'est un bus et trois voitures qui partent en fumée. Les incendies et affrontements, avec aussi des molotovs, se poursuivront plusieurs jours.

—Le 25 octobre à Nanterre, "*Un bus de la RATP a été incendié vers 22h par une dizaine de personnes cagoulées. Les assaillants se sont divisés en deux groupes pour entrer par les portes arrière et avant du véhicule. Ils ont ensuite déversé un liquide inflammable auquel ils ont mis le feu, avant de prendre rapidement la fuite*."

—Le 25 octobre à Vénissieux, "*Un car appartenant à une société privée, stationné rue des Martyrs, a été entièrement ravagé par les flammes. Pendant la nuit, les pompiers du Rhône ont dû intervenir pour d'autres incendies : un parking à Vénissieux et deux caves à Pierre Bénite et Villeurbanne. À Villefranche depuis deux jours les soldats du feu sont régulièrement appelés pour des incendies volontaires de poubelles ou de voitures dans les quartiers Belleroche et Troussier*."

—Le 25 octobre, *"à la limite entre Bagnolet et Montreuil, une demi-douzaine d'assaillants encagoulés se sont emparés d'un autobus vers minuit et demi. Les agresseurs, dont cinq portant des armes de poing, ont pris d'assaut un bus, ont fait descendre les passagers et le chauffeur, l'ont dérobé puis l'ont fait brûler."*

—Le 25 octobre à Athis-Mons, "*un bus a été attaqué par trois jeunes gens au visage à demi-dissimulé par des capuches. Ils ont ordonné aux passagers de descendre et ont jeté un cocktail-molotov à l'intérieur. Après leur fuite, le chauffeur a réussi à étouffer les flammes*".

—Le 27 octobre au Blanc-Mesnil, "*à 18h15, devant la gare, deux individus cagoulés ont mis le feu à un car, après avoir fait descendre, sous la menace d'une arme, le conducteur et une quinzaine de passagers. Un bus de la RATP a été incendié dans la même ville vers 19h35*."

—Le 27 octobre à Reims, "*tentative d'incendie de bus*".

—Le 28 octobre à Trappes, "*un bus a été incendié après que ses occupants aient pu descendre*."

—Le 29 octobre à Lomme, "*tentative d'incendie d'un bus. Six personnes sont montées à un arrêt puis se sont camouflées le visage à l'aide d'écharpes. Elles se sont dirigées vers l'arrière du véhicule, où elles ont aspergé des banquettes à l'aide d'un produit inflammable auquel elles ont mis le feu. Le chauffeur a pu éteindre le feu à l'aide d'un extincteur.*" La veille, 25 véhicules EDF avaient cramé.

—Par ailleurs ces jours-ci, on relève outre le nombre plus élevé de voitures brûlées (avec au passage un camion ou un tractopelle à St Etienne), l'incendie du collège Erasme à Strasbourg le 27, celui d'un fourgon de gendarmes en contrôle d'identité à Noyon le même jour, et celui d'un collège privé à Tourcoing le 31. Des affrontements speeds ont notamment eu lieu à Grigny ou Montfermeil.

• 12 novembre, Longjumeau

(presse) L'agence ANPE de Longjumeau (Essonne) a été entièrement détruite dimanche matin par un incendie. Les pompiers, alertés vers 5h40, ont constaté à leur arrivée un incendie déjà bien avancé dans cette agence située en bordure de la Nationale 20, en périphérie de Longjumeau. Près 200m² de locaux de l'ANPE ont été détruits.

• 12 novembre, Lyon

(presse) Un incendie criminel a ravagé, dans la nuit de samedi à dimanche, la sacristie de l'église Notre-Dame de la Sauvegarde à Lyon, dans le quartier sensible de la Duchère (IXe arrondissement). Les incendiaires se sont introduits par effraction dans le local, distant d'une quinzaine de mètres de l'église, et ont mis le feu au mobilier qui y était entreposé. La fumée s'est propagée à l'église qui a été légèrement noircie. Aucune inscription ou revendication n'a été retrouvée sur place, a-t-on précisé de même source.

• 12 novembre, Vienne

(presse) Deux écoles ont été incendiées dans la nuit de samedi 11 à dimanche 12 dans le quartier Malissol. Les flammes ont partiellement détruit une école primaire et une école maternelle, les feux ont pris à une vingtaine de minutes d'intervalle. La thèse de l'incendie criminel est privilégiée.

• 18 novembre, Roquetaillade

(presse) Dans la nuit de vendredi à samedi, une éolienne du parc de Roquetaillade (Aude) a été détruite par un incendie criminel. Un sabotage fermement condamné lundi par le Syndicat des Energies Renouvelables (Ser).

• 26 novembre, Bron

(presse) Dimanche à 5 h du matin, plusieurs individus sont entrés par effraction dans les locaux du groupe scolaire Jean-Lurçat avant d'y mettre le feu. Selon l'inspection académique, qui a condamné hier cet acte « *scandaleux* », l'école, dont une partie a été sérieusement endommagée, pourra rouvrir ses portes aujourd'hui.

On pourrait croire que l'histoire ouverte en mars 1998 à Brosso est maintenant définitivement terminée. Luca a été acquitté définitivement en appel en mars 2003 et Arturo est revenu d'exil en novembre 2006 en homme libre après huit années et demi de clandestinité.

Il faudrait pourtant avoir la mémoire courte pour oublier que les deux principaux journaux de l'anarchisme organisé ont entre autre immédiatement condamné l'attaque contre la crapule de journaleux Genco, allant jusqu'à parler d' «*agression au goût de squadrisme* [pratique des fascistes de Mussolini qui défonçaient les militants de gauche dans les années 20]» (1).
Ou que les squatters de Turin ont profité des flashs médiatiques pour récupérer toute l'attention sur eux (2) plutôt que de la porter sur le TAV en Val Susa (une des formes de solidarité n'est-elle pas au contraire de continuer la lutte menée par les compagnons incarcérés ?). Sans compter les divers épisodes qui en disent *trop long*. D'interview en fausse conférence de presse, de tentatives individuelles d'empêcher la rage de se déchaîner lors de la grande manifestation de 10 000 personnes suite à la mort de Baleno en communiqué *policier* qui voudrait indiquer à l'Etat vers qui se tourner après l'envoi de colis piégés au procureur Laudi, à la merde Genco et à divers politicards du coin (3). Certains se paieront en outre l'infâme luxe de collaborer à deux livres utilisant sources policières, lettres et détails intimes et privés pour défendre leur version d'un vaste complot contre les squats (4), avant d'utiliser jusqu'à la nausée comme les derniers des charognards Soledad et Edoardo pour renforcer leur légitimité en Val Susa ces dernières années.

Alors, nous saluons avec joie le retour d'Arturo qui a su avec détermination et dignité continuer de lutter loin des griffes du pouvoir. Alors, nous assistons avec plaisir à la résistance contre le TAV en Val Susa. Mais nous n'oublions pas non plus le prix payé par ceux qui n'ont pas attendu les foules pour s'opposer à cette œuvre de dévastation, ni ces moments où, lorsque soufflait la tempête, il est des «anarchistes» contorsionistes qui ont préféré se muer en météorologues plutôt que d'affronter les vents contraires.

(1) Soit *A rivista anarchica* et *Umanità Nova*, journal de la Fédération Anarchiste Italienne.
(2) Voir *Ultima fermata, dall'attacco contro l'Alta velocità in Val Susa alla difesa degli spazi occupati a Torino*, ed. NN, juin 1998, 94 p.
(3) Le texte «*Niente fischi, niente applausi : fuori dallo spettacolo*» d'août 1998 signé Barocchio, Asilo, Cascina, Alcova, Prinz, Delta, Gabrio, La Casa se conclut par : «A ceux qui nous voudraient terroristes et clandestins, nous répondons que nous réagirons ouvertement à toute forme de violence par l'action directe, publique et collective, comme nous l'avons toujours fait» (c'est nous qui soulignons).
(4) *Le scarpe dei suicidi* de Tobia Imperato, ed. Fenix (Turin), 2003 et *Amor y anarquia - la vida urgente de Maria Soledad Rosas 1974-1988* de Martìn Caparròs, ed. Planeta (Buenos Aires).

Arturo est revenu !

Mars **1998**, au cours d'une brillante opération de police, suite aux enquêtes exécutées par le Digos [équivalent des RG français] Petronzi et dirigées par le juge Laudi et son ami Tatangelo, trois compagnons anarchistes sont incarcérés : Edoardo Massari dit «Baleno», Maria Soledad Rosas dite «Sole» et Silvano Pelissero, accusés d'être les auteurs de plusieurs attaques et sabotages anti-TAV [équivalent du TGV] contre différentes structures et contre la Sitaf, la société qui gère l'autoroute de Fréjus. En même temps, trois maisons occupées sont perquisitionnées : la Casa di Collegno qui est expulsée, l'Asilo situé via Alessandria est expulsé et réoccupé le lendemain, et l'Alcova qui n'est pas expulsée grâce à la présence et la mobilisation des compagnons.

Pendant tout le mois de mars, Turin a les honneurs des médias nationaux, pour ces faits et suite aux actions conséquentes de protestation des anarchistes et des squatters qui maintiennent la pression dans la ville. Le 28 mars, Baleno est retrouvé pendu dans sa cellule de la prison des Vallette.

Vu le climat du moment et le lynchage médiatique, la famille et ses amis exigent que les journalistes soient absents des funérailles qui se dérouleront à Brosso dans le Canavese ; et de fait, divers tristes sires continuent de jeter de la boue et de calomnier Baleno. Celui qui se distingue parmi tous est Daniele Genco, scribouillard d'un journal de campagne, «La sentinella del Canavese», et correspondant local de l'Ansa [équivalent de l'AFP]. Celui-ci s'était déjà acharné contre Edo dans le passé lors de ses précédentes incarcérations. Déjà connu, il a courageusement décidé de venir fourrer son nez aux funérailles en faisant des photos en douce, décision qui ne lui coûtera que 40 jours d'hôpital, un colis piégé et une escorte conséquente de carabiniers. Vu les états d'âme du moment, d'autres journaleux aperçus au loin sont agressés et chassés, y compris ceux de la soi-disant gôche. Ce même Genco balancera Arturo comme étant l'un de ses agresseurs, tandis que suite aux indications de trois témoins, des mandats d'arrêt sont lancés contre lui, Luca et Drew.

Luca sera arrêté chez lui, Drew après une année de clandestinité se rendra, et Arturo vient enfin de rentrer chez lui, huit ans et demi après [passés en clandestinité].

Depuis qu'il est parti, Arturo n'a pas offert une seule minute de sa vie à la prison, il a choisi de rester un homme libre, il n'a jamais exprimé de repentir sur les faits de Brosso. Mieux, il les a revendiqués dans plusieurs lettres adressées aux compagnons comme une action juste, menée par lui et toutes les personnes présentes.

Nous partageons sa position et son choix, nos ennemis d'hier sont les mêmes qu'aujourd'hui.

Le projet TAV s'est plus ou moins développé, tout comme la lutte et la résistance contre lui. De quelques personnes éparses qui luttaient il y a dix ans, la bataille est aujourd'hui menée par la vallée tout entière.

Les mêmes journalistes sont toujours là, et toujours comme des chacals égaux à eux-mêmes, toujours au service du pouvoir ou du politicien de service, avec la même démagogie prête à jouer les pompiers ou à jeter de la boue en fonction de la situation ou des personnes concernées.

Laudi et Tatangelo, encore en vogue, continuent allégrement d'envoyer en taule ceux qui expriment leur dissensus et luttent. Idem pour les flics, à l'identique, peut-être avec quelques degrés supplémentaires, mais tout ceci n'est que rhétorique...

Il ne nous appartient pas de proclamer l'innocence ou la culpabilité, ce n'est pas notre façon d'agir et de penser. Au contraire, nous espérons que des figures comme celles de Genco puissent recevoir au plus tôt et au moins aussi intensément un traitement analogue. A présent, finalement, après une longue absence, suite à la récente loi sur l'*indulto* [sorte de remise de peine générale], nous pouvons retrouver, en homme libre, Arturo à nos côtés.

BIENVENU.

Quelques présents à Brosso
El Paso

[Traduit de l'italien. Tiré de *Masticatorino* n°6, novembre/décembre 2006, p.2]

Courage, faites-vous tuer

Chronique d'un assassinat

Chronique à bon marché

Sandrà, près du lac de Garde, une nuit de janvier. Michelangelo Rizzi, entrepreneur et militant de la Ligue du Nord, barricadé dans son petit pavillon, vide le chargeur d'un pistolet Heckler & Koch de calibre 40 sur deux silhouettes qui tentent de violer les privilèges d'une vie banale. Un peu plus loin du lieu de la fusillade, on retrouvera sur la neige, dans une mare de sang, le cadavre d'un jeune homme.

Précédents

Cette histoire n'est qu'un fait divers local qui devient emblématique parce qu'il est absolument normal (par les temps qui courent). Mais au vu des conséquences, parcourons en sens inverse la trame qui conduit à la scène du crime. Qu'est-ce que cache la nuit obscure et le rouge vif qui se répand sur la neige blanche ?

Dans le collimateur, il y a les centres commerciaux, les écrans plasma de dernière génération, les projets d'acquérir une voiture à crédit.

La main qui empoigne la crosse tremble : c'est la peur de perdre les biens dont veulent s'emparer les voleurs, la peur de perdre là le sens d'une existence, vu que désormais le sens de nombreuses vies n'est rien de plus que le reflet des marchandises sur leur propriétaire.
Le tireur n'est pas seul : dans l'ombre, avec lui, il y a des sourires complaisants, des encouragements à voix basse ; il y a l'assentiment d'un système qui a déclaré la guerre aux pauvres, avec ses ministres pistoleros, fanfaronnant autant contre les pauvres qu'ils sont serviles avec les puissants. Ainsi, à quelques heures de la discussion parlementaire qui autorise à faire feu contre ceux qui s'introduisent dans une propriété privée, il n'a pas dû sembler étrange à notre militant léguiste de pouvoir plomber impunément les malheureux intrus nocturnes.

L'explosion du tir diffuse un bruit dans l'air ambiant : celui, toujours le même, qui claque comme un bruissement de prisons pleines, de coups de matraques faciles, de pas agités pour fuir les rafles. Il reste ensuite comme un écho suspendu en l'air : il rappelle celui des mers où coulent les barques remplies d'immigrés.

Enfin vient le silence pesant de l'indifférence qui couvre tout.

Les balles de plomb de gros calibre ont l'impact violent… elles ne laissent aucune chance ; elles mettent définitivement fin à l'aventure nocturne d'un voleur.

D'autres coups de semonce sifflent au loin : ils sont destinés à une foule indistincte, menaçante ; une masse qui cogne aux portes, déterminée à fuir un sort toujours plus pauvre en plaisirs et espoirs ; une foule toujours plus lasse de se procurer à grand-peine à manger et un toit. D'une manière ou d'une autre, on doit se débrouiller lorsqu'on vit dans l'incertitude. Dans une société où on est encore apprenti à 30 ans et où à 40 ans on se retrouve hors du marché du travail, dans laquelle on travaille pour deux euros de l'heure lorsqu'on est privé de permis de séjour, la nuit porte de bons conseils aux jeunes pleins de bonne volonté.

Une histoire, une morale

Comment finit ce récit ? Par un simple constat : les riches ont compris que la fête est finie et sont en train de racler les fonds de tiroir, en un monde qui déboule vers un état de guerre permanente pour accaparer ce qui reste de ressources naturelles, de marchés et de force de travail.
Ici aussi, les patrons veulent rafler tout ce qu'ils peuvent ; ils savent qu'il ne sert à rien de redistribuer une partie consistante des richesses aux exploités pour qu'ils se tiennent tranquilles, alors qu'ils peuvent se remplir les poches et se défendre en militarisant la société à travers une politique de sécurité justifiée par une invention permanente de dangers et d'urgences.



Quelques conseils aux lecteurs

Les riches se disputent les plus grosses tranches du gâteau, les moins riches attentent que quelques miettes tombent du banquet. Pour les pauvres, il n'y a aucun espace, le cours des choses les confine toujours plus aux marges, irrémédiablement. Il s'agit simplement de prendre acte des faits et de monter résolument sur la ligne de front de la résistance prolétaire.

**Les jeunes des banlieues françaises en révolte ont compris que les voies où ils ont été enfermés sont sans issue.
Ils se sont ainsi intelligemment lancés sans hésitation dans une critique pratique généralisée de l'urbanisme concentrationnaire.**

Suivant cet exemple généreux, les ennemis sont des proies tout autour de nous, la chasse est ouverte.

Eat The Rich and Ghetto Superstar

[Traduit de l'italien.
Tract qui a circulé à Vérone en janvier 2006]

ICI ON NOUS TORTURE

Parmi les compagnons italiens qui luttent plus spécifiquement en solidarité avec les immigrés et contre les Cpt, outre ceux de Lecce et de Turin dont nous avons déjà traduit plusieurs textes dans les numéros précédents, il y a ceux de Bologne. En plus de rassemblements hebdomadaires devant le centre de rétention et de diverses initiatives, ils organisaient fin novembre trois jours contre le lager de cette ville.

Nous avons choisi, une fois n'est pas coutume, de traduire un tract qui décrit simplement la détention de ce lager. Nous ne pensons pas que savoir concrètement à quelles conditions sont réduits les immigrés qui y sont enfermés 60 jours pour le seul fait de ne pas avoir un bout de papier puisse remuer la zone grise de l'assentiment, l'indifférence ou la résignation. Mais nous avons voulu profiter des brefs instants que ces compagnons ont volé aux gardiens pour discuter par-delà les barbelés lors d'un de leur rassemblement, pour rappeler la réalité de ces centres de rétention, objets de révoltes et d'évasions fréquentes.

Pour sentir aussi, même s'il n'y a là rien que de douloureusement banal, la réalité de ces camps d'internement qui, intrinsèquement liés au monde qui les a produit, s'incarnent aussi dans des structures et leurs serviteurs. Elles se nomment par exemple Ibis, Air-France, Bouygues ou la Croix-Rouge de ce côté-ci des Alpes.

Les murs sont faits pour diviser, isoler, cacher.
Au-delà des murs du Cpt de Bologne, plus de 110 personnes sont cachées, et volontairement oubliées.
Les Centri di Permanenza Temporanea (Cpt, centres de rétention), contrairement à leur fausse et hypocrite définition, sont de lugubres prisons dans lesquelles sont enferméEs ces migrantEs dont l'unique faute est de se trouver sans permis de séjour.
En passant au-delà des barbelés, nous avons réussi à parler directement avec les jeunes détenuEs, recueillant les récits de leur expérience.
En solidarité et appui aux luttes qu'ils mènent à l'intérieur du Centre, nous reportons ici leurs dénonciations et leurs accusations, aussi bien contre la Misericordia (entreprise qui gère ce business lucratif et sanglant) et ses collaborateurs que contre l'indifférence sociale diffuse.

«Ici on nous torture»

Ils hurlent avec rage que ceux qui gèrent le Centre gagnent un paquet de fric sur la tête de chaque prisonnier (la capacité est théoriquement de 100 places, à 72 euros par personne).
Selon la loi, ils ne pourraient pas prolonger la détention au-delà de soixante jours, mais outre le fait que certains y sont depuis plus de soixante-dix jours, il arrive souvent qu'ils soient relâchés pour une brève période avant d'être replacés à l'intérieur... et que le compteur reparte à zéro. Quatre jeunes ont protesté la semaine dernière contre leur détention prolongée. L'un d'eux venait d'être repris et ramené dedans, bien que sa compagne soit enceinte.
Les cellules mesurent 5 mètres sur 3, et chacune contient 5 ou 6 personnes qui dorment sans matelas, partageant à deux chaque couverture.
Ils ne peuvent avoir que peu de vêtements, qu'ils doivent laver sans savon ni lessive. L'un d'eux nous a montré ses sandales, les seules «chaussures» autorisées.
La nourriture, insistent-ils, n'est pas seulement mauvaise, mais pourrie ; beaucoup ont peur de manger parce qu'ils sont ensuite frappés d'une somnolence étrange et épuisante, causée selon toute probabilité par des psychotropes insérés, sans le dire bien sûr, dans la bouffe.
Ils ne réussissent jamais à voir le médecin : l'unique médicament qui leur est prescrit est l'Aulin [sorte d'aspirine].
En ce moment, 7 reclus auraient besoin de soutien médical parce que toxico-dépendants mais le service autorisé à délivrer les produits de substitution n'est jamais contacté.
Nous avons discuté avec une jeune fille enceinte de quelques mois qui n'a vu le médecin qu'une seule fois et n'a pas été relâchée comme cela se fait, même lorsque le délit est léger, en taule.
Les hommes en viennent à de graves actes d'auto-mutilation, afin d'être envoyés à l'hôpital : l'un a mangé du verre, puis s'est évadé des urgences. Aux médecins, comme à l'Inspecteur du camp, peu importent les protestations des détenus, et encore moins que soit internée une femme de 75 ans.
Pour éviter les révoltes, les immigrés sont enlevés en pleine nuit de leur lit afin d'être expulsés de force. Toute tentative de rébellion est durement réprimée par la police : ils disent enfin, que les tabassages sont permanents, que ceux qui sont en uniforme les frappent à coups de matraque quand ça leur prend.
En ce moment, un homme, enfermé à clefs et séparé de ses compagnons, est en grève de la faim et de la soif depuis plusieurs jours pour protester contre le fait qu'ils lui refusent de sortir en promenade depuis une semaine, mesure exceptionnelle devenue permanente (beaucoup d'autres le soutiennent en menant à leur tour une grève de la faim). Dans le Cpt, tout, de l'heure de promenade aux soins, est à la discrétion des trois travailleurs de la Misericordia.

Ces lagers de la démocratie (nous ne trouvons pas d'autre mot pour définir un lieu où des personnes de cultures différentes sont internées et recluses dans des conditions inhumaines uniquement parce qu'elles sont dépourvues d'un bout de papier) comptent sur le silence complice de cette zone grise qui, activement ou passivement, contribue à maintenir ce système moderne d'élimination des indésirables.
Une opposition réelle aux Cpt ne peut que passer par la mise en discussion du monde qui les a générés, tout en sachant qu'on ne parle pas d'une entité abstraite mais qu'elle est formée d'une réalité concrète et individualisable.

Rassemblement à 14h tous les samedis devant le Cpt de via Mattei en solidarité avec les reclusEs, pour en finir avec ces camps d'internement

Des ennemis de toutes les frontières
(CP 228 — 40124 Bologna centro)

[Traduit de l'italien.
Tract distribué le 8 novembre 2006 à Bologne]

Attaque contre la démocratie !

(crier au loup ! au loup ! pour mieux manger les moutons)

De temps en temps, quelque coup de théâtre vient divertir le spectateur de l'ennuyeuse fiction de la paix sociale ; une scénographie romantique et rassurante pour penser que même les intouchables sont un jour ou l'autre *touchés*...

Parfois il se trouve —comme il y a quelques mois à Lecce— que ça tombe jusque sur des administrateurs, de hauts prélats et des journalistes, qui sentent alors leur «honorabilité» vaciller sous le coup d'enquêtes qui mettent partiellement en lumière la corruption et les transferts de grosses sommes d'argent. Mais ne nous effrayons pas, car à Lecce, malgré l'érosion marine, on réussit bien vite à trouver tout le sable nécessaire pour enfouir le scandale. Et dire que beaucoup l'avaient prévu... sagesse populaire ! La sagesse même des *ignorants* qui suggère que tout exercice du pouvoir est fondé sur l'abus et l'exploitation, alors qu'aujourd'hui nombreux sont ceux qui préfèrent se rassurer en croyant que les garanties démocratiques nous préservent du pire. Dommage que ces garanties soient évidemment utilisées pour protéger les puissants et leur vie privée, alors que tout acte d'opposition direct et auto-organisé est, lui, utilisé pour lancer des accusations de terrorisme contre tout un chacun.

De fait, des exploités et des prolétaires, des opposants et des rebelles décrits comme violents ou dangereux criminels finissent tous les jours sans trop de manières sur les pages des journaux, devant les tribunaux et en prison.

Dépeints comme de terribles terroristes, trois de nos compagnons sont incarcérés depuis une année et demie en attente de jugement parce qu'accusés d'association subversive. Leur lutte contre les centres de rétention (Centri di Permanenza Temporanea) a mis au jour la nature carcérale et exceptionnelle de ces lieux, et combien cette entreprise a été fructueuse pour la curie, entreprise qu'elle a toujours appelée centres d' "accueil". Une affaire construite sur le désespoir de milliers de migrants, sans parler de la brutalité des méthodes du directeur du centre : don Cesare Lodeserto. Cette lutte courageuse a aussi contribué à la fermeture de ce fameux lager, bien qu'il ait suffit de peu pour réhabiliter le directeur et ses *bonnes œuvres*.

Il y a quelques mois, un de nos compagnons se trouvant face à lui, escorté de ses gardes du corps personnels, a trouvé bon de l'honorer d'un crachat solennel (qui a tapé dans le mille). Rapidement, les médias ont décrit le fait comme un attentat violent de la part d'un fanatique, dangereux et "*présumé*" anarchiste (comme si être anarchiste était en soi un délit). Ceci plus d'autres articles de journaleux d'oratoire, dévoile sans l'ombre d'un doute le but des médias : criminaliser et créer l'inquiétude pour jeter le discrédit sur ceux qui s'opposent aux puissants connus (qu'ils soient d'honorables visages souriants ou d'éminents groins couverts d'or), faire peur et apprivoiser les *braves gens*.

A présent, don Lodeserto, loin de tendre l'autre joue, a porté plainte et pourrait réclamer quelques milliers d'euros pour laver l'offense subie et porter sa veste chez le teinturier. Nous sommes convaincus que l'accusation de *menace publique* indiscriminée, lancée contre quiconque décide de lutter sans couverture institutionnelle, ne prendra sens que tant que les individus continueront à tout accepter de façon inerte, à ingurgiter de grossiers mensonges et à déléguer la justice sociale, la solidarité, la culture et beaucoup d'autres choses encore à l'Etat. Eh bien, tout un chacun est capable de lancer un crachat, il n'y a pas de papiers à signer, ni de timbres à payer : c'est une petite liberté qu'on peut tous se permettre... et ça nous semble le minimum.

Quelques anarchistes mal élevés Non présumés

Jeudi 9 novembre à 9 heures devant le Juge de Paix de Lecce, via Brenta (derrière le Bar du Commerce) se tiendra le procès contre le compagnon accusé d'avoir craché sur Cesare Lodeserto. Montrons-lui notre affection et notre solidarité.

[Traduit de l'italien. Tract distribué à Lecce début novembre 2006]

Sur un crachat, un *faux* procès et sa mystification

Aujourd'hui 9 novembre, s'est déroulée la première et dernière audience du procès contre un anarchiste accusé d' «outrage à personne chargée du culte», devant le Juge de Paix de Lecce. L'épisode remonte au 26 mai dernier, lorsque le compagnon, se trouvant face à l'ex-directeur du CPT «Regina Pacis», don Cesare Lodeserto, l'a salué par un crachat. Ce geste avait provoqué la plainte du prêtre tabasseur (les vicissitudes qui l'ont impliqué lors de violences brutales contre des immigrés enfermés dans le Cpt sont fameuses), ainsi qu'une seconde plainte pour refus de décliner son identité et résistance à agent assermenté ; les habituels flics intervenus en défense du puissant prélat avaient éloigné le compagnon avec leurs méthodes peu orthodoxes.

Ces derniers temps pourtant, la curie de Lecce et la Fondation «Regina Pacis» tentent de laver leur image tâchée de sang et de réhabiliter la figure de Lodeserto, déjà condamné deux fois et qui doit affronter un autre procès pour «séquestration de personnes». C'est ainsi que la plainte pour outrage a été retirée ce matin, et le compagnon a accepté que ce soit fait, comme le prévoyait la procédure. Personne n'a rien demandé à l'infâme curé, il a porté plainte puis l'a retirée selon ses intérêts du moment. Il lui a été fait comprendre d'une autre façon que rien ne pourra effacer son œuvre de maton, soutenu par les plus hautes sphères des puissants et des exploiteurs.

Les médias, dans leur rôle de terroristes, ont retourné la situation en disant que l'anarchiste a présenté des excuses et que le prêtre lui a pardonné. Une affirmation si loin de la vérité que même le code de procédure pénale n'a rien prévu à ce sujet.

[Traduit de l'italien]

Opération «Nottetempo»:
Les audiences contre les compagnons de Lecce se poursuivent, avec toujours Salvatore Signore, Cristian Paladini et Saverio Alemanno en résidence surveillée (cela fait plus d'un an et demi qu'ils sont incarcérés en préventive). Les dernières audiences ont eu lieu les 21 septembre et 19 novembre, la prochaine est fixée au 18 janvier 2007.

Face à toi

Le mouvement anarchiste italien (autonome des organisations) était déjà sorti affaibli de l'enquête Marini qui en septembre 1996 a tenté de faire condamner de nombreux compagnons en inventant une organisation dénommée ORAI. Si on rajoute à cela les vicissitudes turinoises liées à la lutte en Val Susa de 1998 (avec l'assassinat de deux compagnons), il abordait ce nouveau millénaire passablement amoindri. Cela n'a pourtant pas empêché la multiplication des attaques anonymes se revendiquant de l'anarchisme dès avant Gênes en 2001 et la renaissance ou l'accroissement du dynamisme de différents groupes dans plusieurs villes (de Rovereto à Pise, de Milan à Lecce, en passant par Bologne ou Cuneo).

Deux données sont pourtant venues bouleverser la donne. Outre la répression qui a frappé toujours plus large en envoyant de nombreux compagnons en taule pour d'imaginaires «associations subversives», les attaques fascistes se sont multipliées avec l'assentiment d'un gouvernement à l'image d'un pays où le fascisme s'est souvent fait populaire, tandis que le manque collectif de perspectives se faisait toujours plus cruellement ressentir. Certes, de campagnes contre les biotechnologies en réseau contre la machine à expulser, et sans oublier les collectifs sur le thème des nuisances environnementales, il ne manque pas de luttes parcellaires. Mais cela ne saurait ni compenser les réflexions autour du projet insurrectionnaliste des années 80 ni le manque d'ouverture aux explosions sociales dans le reste de l'Europe et du monde ou aux luttes «sociales» du territoire italien.

Les deux textes que nous avons traduit ici sont le reflet de réflexions internes qui ont traversé le mouvement à partir de 2004. Le contexte en est à la fois la critique du vieux réflexe «frontiste» d'alliance et d'initiatives communes avec les chapelles marxistes en décomposition (des autonomes à l'ultra-gauche) face à l'ennemi commun (la répression étatique ou les attaques fascistes), et la nécessaire intervention dans les luttes pour enfin cesser de «tourner en rond» en se plaignant de son propre isolement ou de la résignation des prolétaires.

Alors que règne ici (en dehors des orgas bien sûr) depuis bien longtemps la culture de la tactique plutôt que de la cohérence entre les moyens et les fins, de la radicalisation des masses plutôt que la participation sur ses propres bases à la guerre de classe, ou encore des relations à caractère plus familial que fondées sur des projets auxquels se mêleraient les affinités, nous avons pensé que ces deux textes d'outre-Alpes pouvaient à leur tour constituer des prémices de discussions intéressantes entre nous.

Au début, ce n'étaient que quelques voix. Quelques unes mais pleines d'assurance, animées d'un caractère péremptoire dû plus aux artifices de la «nécessité stratégique» qu'à la puissance effective de ses propres moyens. Puis les voix ont commencé à se multiplier, quantitativement et qualitativement, et sont devenues un petit chœur. Ici et là, on est passé des paroles aux faits. Des paroles ridicules et des faits médiocres diront certains, mais ce sont toujours des paroles et des faits ! Par les temps de disette que nous traversons, il faut bien le reconnaître, ce ne sera pas un oasis dans le désert, pas même un mirage. L'opportunisme qui infeste depuis toujours les ambitions des uns et l'aphasie qui annihile depuis trop d'années l'intellect des autres ont fait le reste.

C'est désormais officiel. En lisant les textes et les communiqués diffusés sur la toile et ailleurs, il est devenu impossible de ne pas se rendre compte qu'il y a un tas de braves compagnons de divers horizons à l'intérieur du mouvement qui veulent s'acoquiner, nouer des alliances, combiner des actions d'ensemble... pour combattre l'ennemi commun. Basta du sectarisme ! Basta des préjugés idéologiques ! Place au front uni anticapitaliste.



«C'est unis qu'on vainc»
(un quelconque politicien)

Cette proposition n'est ni nouvelle ni originale. Si ça n'a pas fonctionné hier, on ne comprend pas bien pourquoi ça devrait marcher aujourd'hui. Peut-être faudrait-il le demander à ses défenseurs actifs. Même si, à dire vrai, il faut reconnaître une nouveauté par rapport à ce qui a déjà été accouché (et avorté) par le passé. Si le point de départ reste le même —la conviction que «l'union fait la force»— le contexte dans lequel nous sommes a pourtant profondément changé. En des temps quelque peu lointains, de nombreux compagnons furent pris par l'agitation frontiste parce qu'ils pensaient qu'il suffisait d'un coup d'épaule pour mettre l'ennemi en difficulté. La révolution était dans l'air, «au coin de la rue», et une collaboration active semblait pouvoir l'accélérer. Aujourd'hui, au coin de la rue, il n'y a que l'immanquable caméra de vidéo-surveillance.

Que cela soit clair, l'ennemi est toujours plus en difficulté, mais nous le sommes encore plus que lui. Les rapports ne sont donc plus de force, plutôt de faiblesse. On s'unit pour se porter réciproquement la poisse. Ce n'est pas un hasard si les prurits frontistes se font le plus souvent sentir autour de la question carcérale, comme si l'ombre menaçante et sombre de la taule devait pousser à serrer les rangs. Certains, en manque de nombre sur lequel compter, ont eu l'illumination : si l'Etat ne fait pas trop de distinction lorsqu'il s'agit de nous fourrer tous dedans, pourquoi devrions-nous en faire lorsqu'il s'agit de rester tous dehors ? Et allons-y avec les manifestations en commun où on peut marcher côte à côte et les assemblées communes où on peut parler ensemble et s'applaudir à volonté. Face à la répression qui nous met sur la défensive et nous unit dans la disgrâce, il est plus facile d'oublier la révolte qui nous lance à l'attaque et nous sépare dans le plaisir. Qu'en est-il de cette révolte ? Quel est son sens ? (Et pendant qu'on y est, comment diable fait-on pour confondre la lutte contre la répression et le soutien politique avec ceux qui sont réprimés ?)

Il y a vraiment de quoi se poser des questions en assistant à cette expression d'amour entre révolutionnaires autoritaires et anti-autoritaires. Que les premiers, à cours de nigauds à qui faire la cour s'agitent pour trouver une berge, est plus que compréhensible ; mais les seconds, pourquoi se prêtent-ils donc au jeu ? Un jeu qui non seulement n'en vaut pas la chandelle, mais pas même le pauvre bout qui l'illumine. Il ne suffit pas de répéter la ritournelle «l'union fait la force», impeccable dans sa certitude

mathématique. Excepté pour les ingénieurs de la révolution, il devrait être bien connu que cela ne peut fonctionner que lorsque s'unissent des éléments qui possèdent plus de points communs que de différences. Autrement, que pourrait-on faire ensemble ?

Certains répondront sans doute que c'est une question de «pureté». Et bien non, au contraire : il s'agit d'une question pratique. Des éléments ayant des projets opposés, des désirs opposés, des idées opposées, ont bien peu à faire ensemble. A moins que les uns ou les autres, ou tous deux, ne renoncent à leurs propres projets, leurs désirs, leurs idées. Non pas à des aspects secondaires et négligeables de ceux-ci, mais à l'essence fondamentale qui en constitue la raison d'être. Ou ils y renoncent vraiment, devenant autre chose que ce qu'ils sont (et avant de combattre l'ennemi on commencera peut-être par se disputer avec de vieux amis) ; ou bien ils ne cèdent pas au compromis, ils refusent tout renoncement et ne peuvent alors plus rien faire ensemble. Rien, parce que les projets, les désirs, les idées ne sont pas de pures abstractions qui n'existent que sur quelque feuille de papier, mais investissent tous les champs possibles de l'action pratique, en sont l'expression, et il n'est alors pas possible de faire en même temps une chose et son contraire. Ce sera certainement possible pour les acrobates du transformisme —capables d'être favorables aux prisons du peuple le lundi, pour la destruction de toutes les prisons le mercredi et enfin sympathisants des peines alternatives le samedi— mais qu'en est-il de ceux qui ont toujours défendu la cohérence entre les moyens et les fins ?

«Il pèse sur le frontisme la suspicion de n'être qu'un expédient tactique pour préparer l'hégémonie communiste»
(Dictionnaire de politique, éd. Utet)



Que de malignité y a-t-il dans le monde, n'est-ce pas ? Et pourtant, il suffit de jeter un œil aux textes diffusés jusqu'à présent pour constater qu'on n'y trouve aucune trace de quoi que ce soit d'anarchiste, alors qu'y abondent les tirades autoritaires. Certes, les anarchistes ont aussi leur part dans le cours de ces initiatives communes ; comme main d'œuvre ils sont bien gentils. Mais le ton, inutile de le cacher, ce sont les autres qui le posent. Il y en a pour toutes les nuances de l'abjection, de la nécessité d'un «programme» qui guide les luttes, jusqu'à l'exigence de lancer des «campagnes politiques» à usage et consommation des militants, le tout assaisonné d'appels au «devoir», sous les auspices de la «victoire», aux saluts à ceux qui sont tombés avec «honneur». Programme, honneur, politique, victoire, devoir... tous ces concepts sur lesquels se serait déchaînée l'ironie iconoclaste anarchiste il y a quelques années recueillent aujourd'hui au contraire, sinon un vaste consensus, au moins de la curiosité et une indifférence complice.

Comment en est-on arrivé à ce point ? En effet, on peut se le demander, même si les réponses pourraient sonner de manière plutôt désagréable. C'est peut-être un hasard si l'agitation frontiste a commencé à se propager après que les rapports entre compagnons plus proches soient partis en miettes (ce qui, par ailleurs, s'est produit dans les deux camps) ? Mais si on n'est pas en mesure de faire des choses ensemble avec ceux qui sont plus proches, comment peut-on penser réussir à le faire avec ceux qui sont plus éloignés ? C'est peut-être un hasard si la tournure actuelle a trouvé un terrain fertile là où le critère d'affinité (on trouve des compagnons sur la base des idées qu'ils ont dans la tête) a laissé place à celui d'affectivité (on trouve les idées sur la base des compagnons qu'on a autour de soi) ? Mais si nos compagnons ne sont plus ceux qui partagent notre vision du monde, mais plutôt ceux qui nous sont génériquement sympathiques, jusqu'où s'élargira ce front et au nom de quoi ? Est-ce un hasard si unir ce qui est différent, pour ne pas dire opposé, est plus facile lorsque le brouillard qui bouche la vue est tel qu'on ne saisit plus les différences ? Mais une fois la critique mise au ban, vue comme une source de discorde plutôt qu'utilisée comme un instrument de clarification, comment peut-on penser maintenir sa propre autonomie et éviter de devenir une masse de manœuvre pour d'autres ? Est-ce un hasard si cette ouverture vers des militants politiques correspond à une certaine méfiance, pour



user un euphémisme, envers de possibles débouchés sociaux des luttes ? N'avait-on pas toujours soutenu que la question sociale ne peut en aucune manière être confondue avec la question politique ? Ce qui passe par la tête des révolutionnaires autoritaires est facile à imaginer. Animaux politiques en voie d'extinction, ils sont contraints pour survivre d'envisager une collaboration avec les anarchistes ; pour eux, nous sommes sincères, au fond du fond. Il serait en revanche beau et intéressant de savoir ce qui passe par la tête de ces anarchistes. Malheureusement, il est inutile d'attendre une réponse de ceux qui sont barricadés depuis longtemps derrière un silence qu'ils voudraient digne, mais qui en réalité n'est qu'embarrassant —autant pour le confusionisme qu'il sous-tend que pour les bassesses qu'il alimente. Que ces anarchistes aillent donc faire les idiots utiles pour les menées autoritaires, si ça les aide à se sentir actifs. Libres de croire que trois pelés noirs plus trois pelés rouges font une multitude de révolutionnaires...

«Au lieu de nous lamenter de se retrouver tous seuls, nous aurions dû toujours chercher, en tout temps, en chaque lieu et événement, à être «seuls contre tous» ... Nous ne devons vouloir de compromis d'aucune sorte, d'aucune voie détournée, d'aucune alliance équivoque, d'aucune aide de faux amis, d'aucun expédient de canaille. Nous devons entrer seuls en lice, sans se compter et sans compter les ennemis, sans autre force qui ne soit la nôtre»
(un vieil anarchiste italien, 1920)

Non, ce n'est pas du masochisme. C'est le fruit d'une certaine manière de vivre la vie, et donc sa transformation radicale. Une manière qui ne se base pas sur l'aspect quantitatif du problème, mais sur celui qualitatif. Nous sommes peu

nombreux, c'est vrai. Nous sommes seuls, c'est vrai. Et alors ? Nous n'avons jamais défendu la tyrannie du nombre. Si nous l'étions, nous serions des démocrates réformistes. Au contraire, n'avons-nous pas toujours défendu qu'une étincelle peut suffire à incendier la prairie ? (Une métaphore reprise avec une certaine hypocrisie par certains frontistes : mais si un petit briquet et la contribution du vent suffisent, à quoi leur servent les fronts élargis ? A brasser du vent avec leur flatulences idéologiques ?) Nous continuons à penser que ce ne sera aucune «avant-garde», aucune «minorité active» qui fera la révolution, mais qu'une telle œuvre démesurée ne peut qu'être le résultat de forces sociales impossibles à prévoir, impossibles à contrôler, impossibles à diriger, mais possibles à déchaîner. En deux mots, nous ne pouvons que viser à être le détonateur d'une explosion sociale, ou bien en élargir les effets une fois déclenchées. Et alors, pourquoi toute cette peur et cette honte à cause de notre nombre réduit ?

Dans la Russie de 1917, sur une population de 185 millions de personnes, les anarchistes étaient au maximum 3000. Mais dans des conditions sociales qui avaient muté, au cœur de la tempête, ces 3000 anarchistes représentaient un tel danger pour la dictature bolchévique qu'il a fallu leur extermination immédiate. Ceci, parce qu'au cours d'une rupture sociale, tout devient possible, même l'impossible. La liberté si longtemps réprimée, tenue en bride par les coutumes sociales, est difficile à contenir une fois déchaînée : elle se diffuse, s'étend, contamine ce qu'elle rencontre sur son chemin. Des citoyens honnêtes qui le jour d'avant étaient des esclaves soumis deviennent des révoltés pleins d'audace. C'est vérifiable dans toutes les révoltes, dans toutes les insurrections, dans toutes les révolutions de l'histoire. C'est justement pour cela que ça n'a pas de sens de se compter et de compter nos ennemis, dans l'espoir que le résultat final soit en notre faveur. Laissons aux autres cet objectif odieux.

L'idée quantitative de la révolution, celle qui nécessite une organisation solide, avec un programme précis, une stratégie définie, qui œuvre à rassembler progressivement sous ses drapeaux les compagnons à fin de faire front face à l'ennemi de classe, cette idée est typiquement autoritaire et centralisatrice. C'est une idée qui peut se vanter d'avoir derrière elle plus d'un siècle de défaites et de trahisons, en plus d'un siècle d'infâmie. Cette idée, qui agonise depuis des années, invoque à



présent notre aide. Et nous, plutôt que de mettre fin à ses jours, nous nous efforçons de la ranimer ? Est-ce vraiment à nous qu'il revient de contribuer à organiser des initiatives au cours desquelles sont écoulés les images pieuses de Staline et les lauriers du Che ? Peut-être parce y a-t-il aussi des «compagnons braves et dignes» parmi les autoritaires ? Mais là n'est pas la question. C'est plutôt : pour quel monde se battent-ils ? De quelle substance est faite leurs rêves ?

Ne nous faisons pas d'illusions. Nous sommes vraiment peu à la surface de la terre à désirer une liberté absolue dans un monde privé de toute domination. Si nous avons vraiment cette perspective à cœur, dans son unicité, si nous ne voulons pas qu'elle devienne une île folklorique perdue dans le grand archipel de la gauche, nous devons tirer au clair l'abysse qui nous sépare de ceux qui habitent sur cet archipel. Certains entendent unifier (c'est-à-dire «réduire les différentes unités autonomes en un tout homogène et organique») parce qu'ils pensent qu'homogénéisation rime avec efficacité, ils veulent que les individus se transforment en masse, ils espèrent centraliser le mouvement en une grande force. Mais d'autres entendent au contraire différencier pour permettre à chacun d'agir comme il le désire, préfèrent que les masses se transforment en individus, veulent décentraliser le mouvement en une myriade de groupes autonomes. Une éventuelle union entre autoritaires et anti-autoritaires ne peut qu'être une affaire politique, qui sera au bénéfice exclusif de ceux qui possèdent une mentalité politique.

«Lâchez le certain pour l'incertain. Descendez dans la rue»
(un ennemi de l'ennui)

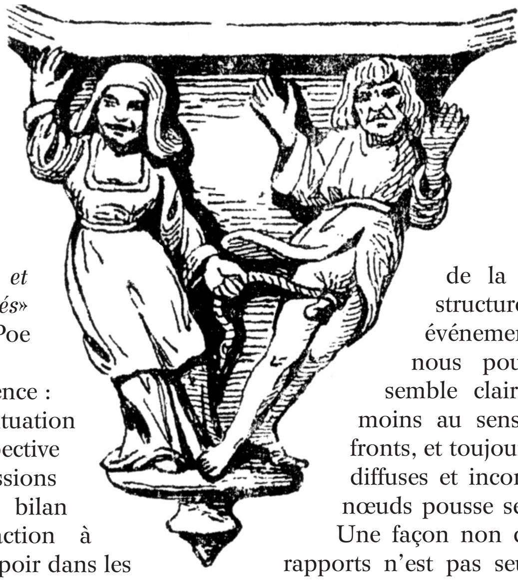
Mais vous n'en avez pas ras-le-bol des cabrioles de la politique ? Vous n'êtes pas encore fatigués des «compromis tactiques» qui promettent tout et ne tiennent rien ? Qui en plus de ne rien vous apporter vous privent de ce que vous êtes ? Vous ne vous sentez pas encore pathétiques et ignobles en singeant d'en bas les bouffons de Palais ? Alors, Fassino avec Prodi, les Disobbedienti avec Rifondazione, Follini avec Fini, les «anti-imperialistes» avec les «communautaristes», Pecoraro Scanio avec Diliberto, les anarchistes avec les autonomes ; non à l'article 270 du code pénal, oui au référendum sur le statut des travailleurs ; à Milan nous avons perdu, à Bologne nous avons gagné, à Rome nous avons fait match nul...

Abandonnons une fois pour toutes le palais et ses couloirs, qu'ils soient grands ou petits ; descendons dans la rue. C'est vrai, nous y trouverons de nombreux êtres en chair et en os résignés, mais aussi peu de militants politiques endoctrinés. Et alors ? C'est là que sont les exploités, c'est parmi eux qu'il faut semer le germe de la révolte, et non au milieu des restes —certains déjà avariés— d'une classe politique avide de revanches. Les exploités sont sourds et indifférents, alors que les militants politiques sont attentifs et disponibles ? Ça veut dire qu'on cherchera le moyen de secouer les premiers, plutôt que de s'allier avec les seconds. Ça veut dire qu'on cherchera le moyen d'impliquer les premiers dans des événements inconnus, leur faire entendre des paroles insoupçonnables, briser les limites de leur pensée plutôt que de convoquer les seconds aux initiatives habituelles, leur faire gueuler de fades slogans, couvrir «tout le territoire» par un «travail politique». Pour faire que les premiers s'énervent, pour les chambouler, les faire sortir hors d'eux, plutôt que de lisser le poil des seconds, les persuader, les conduire derrière nous.

Dans ce texte, on ne propose pas de solutions, on pose des problèmes. Mais si on ne pose pas le problème, comment peut-on chercher la solution ? Mais tout ça est absurde — c'est bien plus difficile ! Mais tout ça est absurde — c'est quasi impossible ! C'est vrai. Si, si, c'est vrai. Mais qu'est-ce que nous voulions faire, au juste ? Ah ouais, la révolution...

[Traduit de l'italien. Texte qui a circulé début mai 2005]

A l'air libre



Notes sur la répression et ses contours

«Nous devons abandonner tout modèle, et étudier nos possibilités»
E.A. Poe

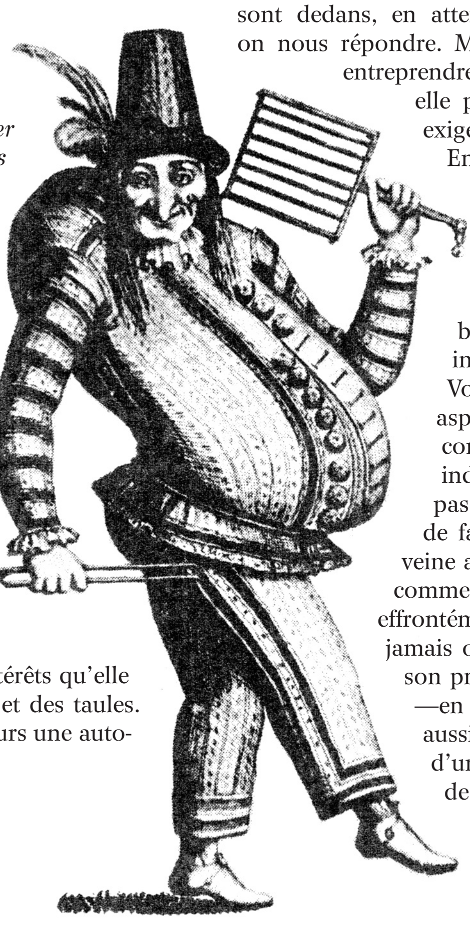
Les notes qui suivent naissent d'une exigence : celle de réfléchir ensemble sur la situation actuelle afin de trouver le fil d'une perspective possible. Elles sont le fruit de plusieurs discussions au cours desquelles se sont mélangés le bilan critique d'expériences passées, l'insatisfaction à propos des initiatives de lutte actuelles et l'espoir dans les potentialités existantes. Elles ne sont pas la ligne d'un groupe en compétition avec les autres, ni ne sous-tendent la prétention et l'illusion de remplir les vides —de vie et de passions projectuelles— à partir de l'accord plus ou moins formel sur certaines thèses. Si elles contiennent certaines critiques déplaisantes, ce n'est pas pour le goût en soi de les remuer, mais plutôt parce que je crois qu'il est aussi urgent de se dire les choses désagréables. Comme toutes les paroles de ce monde, elles ne trouveront un écho que chez ceux qui ont une exigence identique. En somme, une petite base de discussion pour comprendre ce qu'on peut faire, et avec qui.
On sait par expérience qu'une des plus grandes forces de la répression est de semer la confusion et de distiller la méfiance parmi les autres aussi bien qu'en soi-même, et de créer des fermetures identitaires et des suspicions plus ou moins paralysantes. En ce sens, plus tôt seront approfondis certains problèmes, et mieux ce sera. Des temps difficiles se préparent, au cours desquels nos habitudes pratiques et mentales ne seront pas qu'un peu secouées. S'il est vrai que le préjugé le plus dangereux est celui de penser ne pas en avoir, cela me ferait toutefois plaisir que ces notes soient critiquées pour ce qu'elles disent, sans lecture a priori. Un tel désir en explique le ton aussi bien que le style.

Une maison inhabitable

La situation dans laquelle nous nous trouvons me semble être celle de ceux qui se barricadent entre quatre murs pour défendre des espaces dans lesquels ils n'ont pas envie de vivre. C'est pourquoi discuter d'ouverture, d'élargissement et d'alliances cache le fait que nous sommes en train de défendre une maison en ruines dans un quartier inhabitable. La seule issue me semble être d'incendier les lieux et d'aller à l'air libre, en y chassant l'odeur de moisi. Mais qu'est-ce que ça veut dire, en dehors de la métaphore ?
L'époque dans laquelle nous vivons est si prodigue en bouleversements que nos propres capacités d'interpréter les événements, et encore plus de les préfigurer, sont tombées (ou sont en train de le faire) sous les décombres. Si ceci concerne tous les révolutionnaires, les visions du monde et de la vie basées sur les modèles autoritaires et quantitatifs en sortent particulièrement en piteux état. Les gestionnaires des luttes des autres ne gèrent plus que d'inutiles représentations politiques de conflits déjà pacifiés ; et les luttes qui percent la pacification se laissent toujours moins gérer. L'illusion du parti —sous toutes ses formes— est désormais le cadavre d'une illusion.
La disposition, l'alignement et la dissolution des forces en présence, dans les petits comme dans les grands conflits sociaux, est toujours plus mystérieuse. Ce qui a toujours été un de nos traits distinctif —une vision non homogène et non cumulative de la force, une répulsion pour la dictature du Nombre— correspond en partie aux conditions sociales actuelles et aux imprévisibles possibilités de rupture qu'elles contiennent. Des transformations elles-mêmes de la domination —à travers son réseau de structures, de technologies et de savoirs— aux événements comme la guérilla en cours en Irak, nous pouvons tirer quelques enseignements. Il semble clair que les conflits se déroulent toujours moins au sens d'un affrontement de deux armées ou fronts, et toujours plus au sens d'une myriade de pratiques diffuses et incontrôlables. Une domination faite de mille nœuds pousse ses ennemis à se rendre plus imprévisibles. Une façon non centralisée de concevoir les actions et les rapports n'est pas seulement plus libertaire, donc, mais aussi plus efficace contre les mailles du contrôle. Si une telle conscience existe sur le plan théorique, nous ne réussissons pas toujours à l'appliquer dans nos propositions pratiques. D'un côté on affirme que le pouvoir n'est pas un quartier général (mais plutôt un rapport social), d'un autre pourtant on propose des initiatives qui le représentent ainsi. Je pense que nous devrions chercher les formes d'action plus adéquates à nos caractéristiques et à nos forces (quantitatives et qualitatives). Malheureusement, nous continuons de penser qu'agir à quelques uns doive forcément vouloir dire agir de manière isolée. C'est ainsi que face à l'incarcération de compagnons et, plus généralement, à l'exacerbation de la répression, ce sont toujours les mêmes propositions qui sortent : le rassemblement, la manifestation, etc. Il ne s'agit pas, bien entendu, de critiquer ces formes de protestations en tant que telles, mais la mentalité qui le plus souvent les accompagne. Dans certains contextes —actuellement surtout locaux—, à l'intérieur d'une série d'initiatives, même la manifestation ou le rassemblement peuvent avoir leur sens. Mais lorsque cet entrelacement entre les formes d'actions manque, et, surtout, lorsqu'on raisonne entre stricts compagnons, je pense que répéter certains modèles finit par créer un sentiment d'impuissance et par reproduire le mécanisme connu des échéances plus ou moins militantes. Là aussi, il y a besoin d'air frais. On peut s'organiser, même à cent, en voulant, pour intervenir de façon intéressante en manifs plus ou moins vastes. Mais si on est cent et pas un de plus, disons, pourquoi faire une manif ? Que peuvent faire cent compagnons dans une ville dont ils connaissent les points névralgiques ? Qu'est-ce que nous enseignent toutes ces luttes qui, au niveau mondial, redécouvrent l'usage passionnant et potentiellement subversif du blocage ?
Beaucoup se sont rendus compte que le problème de la répression ne peut être réduit au cercle des révolutionnaires. La répression —directe comme indirecte— implique des franges toujours plus larges de la population. C'est la réponse d'une domination qui sent crouler la terre sous ses pieds, consciente de l'abîme qui se creuse entre l'insatisfaction générale et la capacité de récupération de ses serviteurs historiques : les partis et les syndicats. Sans en approfondir ici les raisons, il suffit de dire que si les subversifs parlent autant de prison c'est parce qu'il est toujours plus facile d'y finir et qu'ils sentent, en même temps, la nécessité de ne pas se limiter, face à un tour de vis complexe, à la défense de ses propres compagnons incarcérés. Là commencent les problèmes. Si on ne réussit pas à s'opposer à la répression indépendamment des individus sur lesquels elle s'abat, alors chacun défendra ses propres amis et compagnons, ceux dont il partage les idées, les passions et les projets —et c'est inévitable qu'il en soit ainsi. La solidarité contre la répression, lorsque cette dernière frappe des révolutionnaires avec lesquels on n'a aucune affinité, doit être bien distincte du soutien aux projets politiques qu'on ne partage pas ou qui sont justement antithétiques à ses propres désirs antipoliticiens. Or, plus le cercle des initiatives se restreint aux révolutionnaires, plus on

risque justement d'aider à ressusciter des hypothèses autoritaires heureusement en ruines. Plus elle est vaste, vice et versa, et plus les deux niveaux (celui de la solidarité *contre*, et celui de la solidarité *avec*, c'est-à-dire de la complicité) sont bien séparables. Ainsi, il est plutôt étonnant que, sachant la portée sociale et universelle de la manie répressive, il soit proposé comme «solution» de plusieurs côtés l'unité d'action entre... les composantes révolutionnaires. De cette façon, non seulement on s'isole du reste des exploités qui subissent comme nous le poids du contrôle social et de la flicaille, mais on s'illusionne aussi sur un des aspects non négligeables : une telle «unité d'action» a un prix (peut-être pas dans l'immédiat, si les rapports de force sont favorables, mais à la longue si). Si plutôt que d'être cent anarchistes à une initiative, nous sommes cent cinquante parce que nous rejoignent cinquante marxistes-léninistes, et que pour obtenir cela on doit signer des affiches et des tracts rédigés dans un jargon plus ou moins impénétrable, il s'agit peut-être là d'un quelconque «élargissement» ? Ne serait-il pas plus significatif d'organiser une initiative, même à dix, mais en affrontant les problèmes ressentis par beaucoup et en exprimant des contenus plus proches de notre façon de penser et de sentir ? Quant à la solidarité spécifique avec nos compagnons à l'intérieur, il existe bien d'autres formes...

Je ne voudrais pas que cette attitude soit lue comme une «fermeture idéologique» ou comme la recherche d'une hégémonie sur d'autres groupes. C'est justement pour ne pas raisonner en termes de sigles, de chapelles et de formalismes qu'il vaut mieux que les propositions soient larges et claires, sans avoir comme interlocuteurs des groupes politiques précis, mais au contraire *tout un chacun* qui se sent concerné : ensuite, ceux qui veulent participer d'égal à égal sont les bienvenus. Si les autres révolutionnaires appliquaient la même méthode, cela serait profitable à tous. Il flotte un air d'alliances plus ou moins de convenances que je trouve irrespirable. Les fronts uniques, les unités d'action entre forces révolutionnaires —bien au-delà d'un objectif spécifique de lutte, dans laquelle on se confronte avec toute personne intéressée, qu'elle soit un camarade ou pas— font partie, pour moi, de la défense d'une maison inhabitable. Et ceci, indépendamment de combien Pierre ou Paul sont des personnes gentilles, correctes ou sympathiques ; c'est un problème de perspectives. Répondant à Bordiga, Malatesta dit une fois plus ou moins cela : «*Mais si, comme le prétendent ces marxistes, les différences entre eux et nous sont si subtiles, pourquoi plutôt que de vouloir nous faire adhérer à leurs comités ne viennent-ils pas dans les nôtres ?*». Faire les choses entre anarchistes, donc ? Pas du tout. Agir sur des bases claires, même à quelques uns, mais s'adresser à tous les exploités, à tous les insatisfaits de cette perpétuité sociale. Et insérer dans ce que nous disons et faisons —qu'il s'agisse d'une lutte contre les incinérateurs, contre les expulsions ou pour un toit— le problème de la prison (et donc de nos compagnons à l'intérieur). Non pas en juxtaposant ou en collant au reste «la question carcérale», mais au contraire en dévoilant les liens réels sur la base de l'expérience commune. N'importe quelle lutte autonome se heurte, un jour ou l'autre, à la répression (soit en l'affrontant ouvertement, soit en se repliant pour l'éviter). Même les occupations de maison posent le problème de la police, des intérêts qu'elle défend, du contrôle des quartiers, des ghettos et des taules. L'auto-organisation sociale est également toujours une auto-défense contre la répression.



Sauter au cœur de l'occasion

Nous avons, sous certains aspects, une occasion historique : celle d'intervenir dans des conflits sociaux —présents et à venir— sans médiation. Si les épigones des forces autoritaires qui ont étouffé tant d'élans subversifs sont, comme nombre et projets, mal en point, pourquoi les aider à sortir de leur désastre ? Pourquoi s'attarder parmi les momies alors que le vent souffle fort ? Eux font des calculs politiques, nous pas. C'est dans l'expérience pratique qu'on verra qui est vraiment pour l'auto-organisation. Basons-nous sur cela.

Avec le redéploiement réformiste général, les quelques composantes anticapitalistes et anti-institutionnelles sont comme des incendies dans la nuit —la tentation est donc forte de s'en tenir strictement en deçà de certaines barricades. Mais ce n'est pas là que réside notre force. Fourier disait qu'une passion est révolutionnaire si elle permet une élévation immédiate du plaisir de vivre. Cela me semble être le critère le plus fiable. Je sais que de nombreux jeunes se sont rapprochés de certains milieux anarchistes parce qu'ils ont découvert qu'on vit mieux avec la solidarité et le courage de ses propres idées. Pourquoi ? Parce que le poids de la marchandise et du travail est moins fort lorsqu'on l'affronte ensemble, parce que les comportements hors-la-loi sont contagieux pour ceux qui aiment la liberté, parce que les rapports amoureux peuvent être plus sincères et plus satisfaisants sans bride, parce que dans l'union de la pensée et de l'action se renouvelle, comme le disait Simone Weil, le pacte de l'esprit avec l'univers. Voilà ce que l'enthousiasme —celui de la légèreté soucieuse et non pas celui de la frivolité décourageante— devrait apporter à nos pratiques. Parce que «porter la panique à la surface des choses» est passionnant ; parce qu'il n'y a pas de fête sans rupture de la normalité. Laissons à d'autres certains langages de militants tristes et fuyons les modèles que connaît et attend le pouvoir.

On ne sortira pas du gué sur lequel on se trouve actuellement par quelque initiative, même bien réussie. Il faut s'avouer que les temps seront plutôt longs. Trouver des affinités réelles, expérimenter à nouveau des formes d'action collective articulées et imaginatives, berner le contrôle policier, sont des possibilités à réinventer au milieu de mille obstacles. «Oui, mais en attendant les compagnons sont dedans, en attendant la répression s'échauffe»— pourrait-on nous répondre. Mais la meilleure chose que nous puissions entreprendre pour les compagnons incarcérés n'est-elle pas de rendre socialement dangereuse cette exigence de vie pour laquelle ils sont enfermés ? En un sens, il est inutile de se regarder dans des miroirs politiques qui nous disent que nous sommes nus. Mieux vaut une nudité consciente que quelque habit tissé d'illusions. Mieux vaut recommencer à zéro, loin de l'odeur de cadavres et du bric-à-brac idéologique incompréhensible aux indésirables de ce monde.

Voilà, il y a besoin pour de multiples aspects d'une forte secousse qui porte des comportements inouïs dans les rapports individuels comme sur la place publique. Non pas au sens du goût de jouer les histrions et de façon autopromotionnelle dans une sorte de veine artistique —notoirement cadavérique—, mais comme une nouvelle exigence de vie qui s'affirme effrontément. D'une tension éthique qui ne confonde jamais oppresseurs et opprimés, et qui n'épuise pas son propre souffle contre les serviteurs du pouvoir —en cherchant à s'en libérer, par la violence aussi— mais pour aller au-delà. Il y a besoin d'une nouvelle bonté, armée et résolue, capable de bouleverser les calculs de boutiquiers de nos contemporains, capable de faire du mépris de l'argent un comportement individuel et social. Il y besoin, en somme, que l'insupportabilité de ce monde —de son

travail comme de ses maisons, de ses biens de consommation comme de sa morale— trouve sa propre expression irrésistible, constante, quotidienne. C'est dans notre vie que se joue la guerre sociale, parce que c'est dans la vie de tous les jours que le capital tisse son réseau d'aliénation, de dépendance, de petites et grandes capitulations. C'est là l'alpha et l'oméga de toute subversion sociale.

Ne dites pas que nous sommes peu…

Dites seulement que nous sommes. C'est ainsi que commençait un autocollant antimilitariste il y a plusieurs années. Il continuait ensuite en disant qu'il suffisait de quelques nuages noirs pour obscurcir le ciel. Il ne s'agit pas uniquement d'une astuce de l'optimisme, mais aussi d'une expérience réelle.

Pendant de nombreuses années —au moins une quinzaine— il y a eu en général peu d'attention dans le mouvement anarchiste d'action directe (celui qui est autonome de la Fédération Anarchiste et du syndicalisme, pour être clair) aux conflits sociaux et aux formes plus ou moins significatives d'auto-organisation des exploités. Outre les raisons historiques (le grande pacification des années 80), c'était dû à un problème de mentalité. De nombreux compagnons qui parlaient d'insurrection —un fait indubitablement *social*— percevaient la société comme un espace peuplé presque entièrement d'esclaves et de résignés. Avec un tel regard, ils restaient ainsi suspendus entre les déclarations de principe et leurs expériences effectives : indécis sur le fait de mener une révolte ouvertement solitaire, lents à ouvrir leur porte à des possibilités collectives (c'est peut-être de là, qui sait, que naissait une certaine rancœur ensuite balancée dans les polémiques entre compagnons). A côté de cette faible sensibilité aux luttes qui rompent avec la massification —mais qui sortent cependant de cette massification—, s'est en revanche développée une certaine capacité d'intervention autonome liée à une diffusion significative de pratiques d'attaques contre les structures de la domination (du nucléaire au militaire, en passant par les banques, les dispositifs de contrôle technologique ou les laboratoires de vivisection). A présent, quelque chose est en train de changer, comme si une exigence individuelle confuse rencontrait de nouvelles conditions sociales —et voici que des compagnons parlent à l'improviste de lutte de classe, parfois en empruntant lectures et jargon au marxisme. Mais bien souvent, au-delà de la rhétorique des tracts, la vision de la société est restée la même : autour de nous, en somme, il n'y a que des complices du pouvoir. Je pense que dans tout ça joue pour beaucoup un manque d'expérience de luttes sociales directement vécues et stimulantes. Quelques tentatives locales ont existé et existent, sans toutefois rejoindre cette difficulté instructive des conflits plus larges. Encore une fois, nous sommes sur un gué. Certaines réflexions pratiques sont nées sur la base des différents blocages réalisés par les travailleurs ou par d'autres (1). Nous nous y sommes jetés à nombreux, demandant à ces luttes beaucoup plus que ce qu'elles pouvaient exprimer —sauf pour retourner chez soi en se plaignant de la servilité des exploités. D'autres occasions ne manqueront pas, pas plus qu'une plus grande attention de notre part. Mais ça ne suffit pas.

Je pense que c'est moins que jamais le moment de renoncer au goût de l'action directe, même à peu nombreux. Mais celle-ci devrait seulement être majoritairement liée à des contextes sociaux, à des insatisfactions perceptibles. Combien d'occasions avons-nous perdues (après Gênes, au cours des blocages contre les trains de la mort [qui transportaient armes et troupes italiennes en partance vers l'Irak], après Nassiriya [où 19 carabiniers ont explosé d'un coup en Irak en novembre 2003], au cours de la tragédie du Cap Anamur [bateau d'immigrés que la marine italienne a laissé couler au large des côtes], etc.) ? Le temps est l'élément au sein duquel vivent les hommes, et la révolte est faite d'occasions. Nous devrions mieux étudier nos possibilités, plutôt que de tourner ainsi souvent en rond. Il y eut diverses nobles exceptions, bien entendu (plusieurs actions après Gênes, d'autres contre les biotechnologies ou la machine à expulser, certains sabotages contre la guerre, etc.), mais sporadiques, entourées du bruit provoqué par une rhétorique inutile, par des proclamations au vent et une distinction pratique (et éthique) tout sauf claire sur qui sont les ennemis. Et justement en une période où, face à la violence indiscriminée dont s'emparent toujours plus souvent des instances de résistance et de libération des damnés de la terre, cette clarté serait nécessaire. Surtout de la part de ceux qui répètent sans cesse que la meilleure théorie est la pratique, mais laissent ensuite au hasard beaucoup de ce qu'ils font (2). Peut-être qu'éblouis par les effets spéciaux du spectacle, nous sommes les premiers à peu croire aux conséquences de nos actions (nous laissant aller à l'à peu près), ou bien à en exagérer la portée (nous laissant prendre par l'illusion médiatique). Il y a des conséquences qui continuent à produire des causes.

Le grand jeu

Le grand jeu, me semble-t-il, réside dans la capacité de réunir une certaine dose de non-conformisme quotidien (perturber partout où c'est possible la normalité sociale, des débats citoyens aux foires à la consommation et à l'abrutissement culturel, du travail à la paranoïa du contrôle) avec la célérité d'action au moment opportun. En étant des véhicules de la joie de vivre et non des Cassandre du futur effondrement du capitalisme. Pour que l'action anonyme et destructrice exprime la construction d'une vie qui ne soit pas anonyme. Trop vague ? Certes, et il ne pourrait pas en être autrement. S'agissant du plus sérieux des jeux, c'est à chacun de jouer la partie. Les difficultés existent et sont énormes, vu la perte progressive des espaces d'autonomie, tragiquement érodés par le système social actuel et ses mille narcotiques technologiques. Et pourtant, les limites résident surtout dans notre résolution et notre fantaisie, lourds que nous sommes du fardeau de l'habitude des gestes, des paroles, des rapports. Une rencontre plus large entre les différents milieux naîtra des parcours respectifs d'autonomie de pensée et de lutte, non pas d'une somme de forces dictée par l'urgence. Alors, les discussions ne seront pas un ballet immobile de phrases toutes faites, mais au contraire l'occasion d'apprendre les uns des autres, de faire finalement communiquer les modes de vivre, c'est-à-dire les mondes réciproques. Alors retrouverons-nous la confiance et l'enthousiasme, et quelque chose qui ressemble à une expérience commune pourra naître.

La révolte est aussi la rencontre entre la légèreté et la rigueur.

Un ami de Ludd

[Traduit de l'italien. Texte qui a circulé en septembre 2004]

Ndt:

1. L'Italie connaît peu de «grands mouvements sociaux» à la française. Aussi la grève sauvage des traminots et chauffeurs de bus de décembre 2003 avec blocage des dépôts a-t-elle pris au dépourvu les compagnons, qui après un temps de latence se sont lancés dans les grandes villes avec enthousiasme dans des pratiques de solidarité (voir les traductions de *Quale Guerra* dans *Cette Semaine* n°87, février/mars 2004, p.19). La reprise de la lutte en Val Susa contre le TAV à partir de septembre 2005 a souvent constitué pour nombre d'entre eux la première expérience de lutte sociale et populaire élargie.

2. Nous y voyons là une claire allusion critique aux méthodes de la Fédération Anarchiste Informelle alors naissante, dont plusieurs actions revendiquées consistaient en l'envoi de colis piégés, laissant «au hasard» de l'acheminement postal et des personnes chargées d'ouvrir le courrier des grands de ce monde le soin d'être ciblées ou à côté de la plaque.

Après 15 ans de FIES...
Une lettre de G. Ghislain

A la señora Mercedes Gallizo, Directrice Générale des Institutions Pénitentiaires,

Estimée señora, je suis un prisonnier FIES, récemment sorti de l'isolement, après l'avoir subi ces 15 dernières années. Le régime FIES a été créé en été 1991 par des membres de votre parti pour faire face aux nombreuses mutineries et autres actions perpétrées au cours de ce même été. Tout en permettant au passage d'écarter les prisonniers les plus vindicatifs, il a pu donner une nouvelle optique à la politique carcérale espagnole et la rendre conforme aux nécessités européennes. Mon intention n'est pas de m'adresser à l'institution que vous représentez, mais à la personne qui porte le titre de Directrice Générale... Il y a trois ou quatre mois, vous avez visité le Centre Pénitentiaire d'Albolote à Grenade. Là, vous avez eu l'occasion de vous entretenir avec différents détenus. L'un d'entre eux, Claudio Lavazza, a été longtemps soumis au régime FIES.



Je connais très bien Claudio, car c'est un compagnon et ami avec lequel j'ai partagé plusieurs années d'isolement et de nombreuses vicissitudes. Claudio est un prisonnier anarchiste qui a subi huit ans durant le régime FIES pour ses idées politiques et son parcours délictuel. Il est sorti d'isolement en mars 2005 et vous avez eu l'occasion de parler avec lui, puisqu'il a été élu "délégué général" des détenus de la centrale d'Albolote... Vous vous êtes présentée là-bas entourée par une foule de gardiens et par ceux qui semblaient être vos gardes du corps. Mais il a été jugé plus opportun de faire sortir ceux qui vous accompagnaient pour pouvoir parler plus librement avec les prisonniers. Je vous écris sans formalités pour les mêmes raisons.

Je vais vous donner quelques informations, au cas où cette lettre parviendrait directement dans vos mains. Les autres renseignements figurent dans mon dossier. Je suis sorti d'isolement le 6 mars, mais je reste en premier degré, car cette direction a jugé qu'après tant d'années d'isolement j'avais besoin d'un programme spécifique pour pouvoir m'adapter au régime ordinaire.

La décision prise par vous, ou l'un de vos collaborateurs, stipule que "*le Conseil de Traitement élaborera pour le détenu un programme de réadaptation au régime normal, qu'il soumettra ensuite à la Direction Générale*". Je me trouve donc en premier degré article 100.2 et le programme est appliqué selon les modalités suivantes : le matin, je sors en promenade avec les autres prisonniers et je mange à la cantine, alors que je n'ai pas droit à la promenade l'après-midi et que je dîne en cellule. J'ai moins d'heures de promenade que lorsque j'étais à l'isolement. Je ne me plains pas, car c'est très agréable de se lever le matin et de savoir que l'on va pouvoir sortir dans la cour avec les autres compagnons. Je tiens cependant à souligner qu'à cause du

Brèves du désordre espagnoles

• 31 octobre 2006 : Le siège du Groupe Socialiste de Leganés (Madrid) a été attaqué par un ou plusieurs inconnus. Les vitres du local ont été brisées à coups de pierres, la serrure de la porte forcée et les murs tagués. Un message écrit a également été laissé sur place : outre le A cerclé anarchiste, on peut y lire des slogans exigeant plus de logements pour les jeunes. Le candidat socialiste à la Mairie, Rafael Gomez Montoya, accouru pour constater les dégâts, a condamné «énergiquement» cet «acte de vandalisme». Il s'agit de la troisième attaque de l'année contre des sièges socialistes de la région. Celui de Carabanchel avait été endommagé le 11 juillet dernier par 3 engins explosifs et des cocktails molotov avaient été lancés, le 6 avril, contre le siège régional du PS madrilène, situé dans le quartier de San Blas.

• 4 novembre 2006 : Le siège du Groupe Izquierda Unida de Leganés (Madrid) attaqué à son tour. Des inconnus sont entrés en forçant la porte d'entrée, avant de dérober trois ordinateurs, un graveur de Dvd, un vidéo-projecteur, une imprimante, un système de mégaphone et un frigo. Ils n'ont pas oublié de détruire le matériel de propagande pour les prochaines élections municipales et de laisser des messages insultants contre Raúl Calle, le candidat à la mairie.

• 9 novembre 2006 : Sabotage du chantier de piétonisation des quartiers de Cabanyal et Canyamelar à Valence.
Dans différentes rues des deux quartiers en travaux conformément au nouveau plan d'aménagement, 24 machines ont été endommagées : il y a eu 71 pneus crevés et du sucre dans deux réservoirs d'essence. Les travaux en ont été considérablement retardés le lendemain et cela aurait causé près de 5000 euros de dégâts. La même nuit, on a vu apparaître sur les murs de diverses rues des " A " cerclés et des tags exigeant la libération des prisonniers. Ce n'est pas la première fois, qu'il se passe quelque chose de ce genre dans le quartier portuaire (Maritimo). Il y a des années, lors de la construction de nouveaux logements, des machines avaient également été sabotées.

• 24 octobre 2006 : A Séville, une agence immobilière ferme dans le quartier de San Luis après avoir été attaquée pour la neuvième fois en six mois.
L'agence immobilière Gesinlla SL ferme sa succursale située dans le quartier de San Luis à Séville à cause des attaques continuelles qu'elle a subies depuis son ouverture au mois de mai. Ces attaques ont, à plusieurs reprises, brisé ses enseignes et ses vitrines et elle a été aussi recouverte de slogans tels que "*Dégagez du quartier, spéculateurs !*" ou "*Nous ne voulons pas d'agence immobilière ici !*". Ainsi le quartier de San Luis/Alameda compte-t-il aujourd'hui une agence immobilière de moins. Ce matin, le jour s'est levé sur une pancarte annonçant A VENDRE sur le local. Les différentes attaques les ont dissuadés de refaire leur façade une neuvième fois.

Ce quartier de San Luis est l'un des plus dévasté par la spéculation immobilière. C'est un vieux quartier ouvrier de l'ensemble historique de Séville, rénové depuis les années 90, ce qui a donné lieu à une déferlante d'expulsions d'anciens locataires ainsi qu'à la démolition de patios communs et d'habitations traditionnelles.

manque d'infrastructures et de l'optique dans laquelle l'administration applique le "traitement", le programme que vous avez jugé nécessaire à ma réadaptation repose sur la restriction des heures de promenade. Pour le reste, je dois m'adapter seul. L'état lamentable des prisons que vous devez à votre tour gérer rend impossible l'élaboration d'un programme approprié pour un prisonnier qui a passé tant d'années soumis à un régime aussi destructeur que le FIES. Après 15 ans à l'isolement, il faudrait beaucoup de choses qui ne sont pas prévues par la loi, entre autre parce que les législateurs n'ont pas imaginé que l'on pouvait maintenir un prisonnier aussi longtemps à l'isolement. On a choisi pour mon adaptation de me placer dans un quartier plutôt tranquille, qui dépend d'une équipe de traitants peut-être plus professionnelle qu'une autre et qui a plus de possibilités pour exercer ses fonctions. J'ai eu plusieurs fois l'occasion de m'entretenir avec le señor éducateur, deux fois avec la señora psychologue et une fois avec la señora assistante sociale. Tout au long de ces 15 dernières années, je n'avais pas eu l'opportunité de parler avec tant de gens aussi longtemps. Je m'adresse à vous en tant que Directrice des Institutions Pénitentiaires et vous demande, l'espace d'un instant, d'oublier le prisonnier pour imaginer l'homme.

J'ai été condamné à la prison en France pour une série de braquages de banques et de bijouteries, alors que je n'avais pas encore 21 ans. Aujourd'hui, j'en ai 43. L'Etat français m'a condamné à 18 années de réclusion. Cela m'a paru très excessif, même si, pour être honnête, j'aurais aussi considéré 18 mois comme une condamnation excessive. J'ai donc décidé de m'évader. J'ai passé quelques temps dans les quartiers d'isolement français, qui n'ont rien à envier en matière de répression à l'isolement espagnol.
On pourrait même dire que si la législation espagnole était appliquée comme il se doit, elle serait beaucoup plus progressiste que celle de son voisin (mais elle n'est en général malheureusement pas appliquée).
7 ans après mon arrestation, je me suis évadé en hélicoptère d'une prison française et j'ai atterri en Espagne. J'ai été arrêté quelques heures après par les forces de sécurité qui m'ont mis dans une prison espagnole. Les Institutions Pénitentiaires ont jugé plus prudent de m'appliquer l'article 10 de la Loi Pénitentiaire Organique et j'ai été transféré à Puerto 1. Cette prison est une Centrale. J'étais encore en préventive dans l'Etat espagnol et selon la législation, je n'aurais pas dû me retrouver en Centrale.
Là, j'ai tué un prisonnier. Je ne suis pas fier de ce crime et c'est la seule chose dont je peux avoir honte.
On a répété jusqu'à plus soif à l'époque que j'avais assassiné ce prisonnier pour éviter l'extradition en France. J'ai laissé dire, car le vrai mobile était aussi arbitraire que celui qu'on voulait m'attribuer. Pourtant, seuls les imbéciles peuvent penser que j'ai tué cette personne pour ne pas être extradé, alors que les autorités espagnoles m'accusaient de délits considérés comme plus graves, tel que celui de «piraterie aérienne». Je n'ai même pas pu me défendre. J'étais en total désaccord avec la défense de l'avocat commis d'office qu'on m'avait assigné. Le jury a refusé de reporter le procès et j'ai décidé de ne pas participer à cette mascarade (le procès n'a jamais eu lieu).

Le 2 août 1991, les Institutions Pénitentiaires ont créé le régime FIES par le biais de circulaires internes et, comme il fallait s'y attendre, j'ai été l'un des premiers prisonniers à y être soumis. C'était terrifiant. Nous passions 24 heures sur 24 à la merci de la violence institutionnelle. Et ce ne sont pas des mots, mais une réalité que j'ai vécue. En 1999, nous avons été quelques prisonniers à nous organiser pour rendre public ce qui se passait dans les modules d'isolement. Cela faisait huit ans que nous étions soumis à tous types d'abus et que nous demandions que soit appliquée la législation en vigueur. Nous demandions la fermeture des FIES, dont le précédent gouvernement avait nié l'existence face à des organismes aussi importants que l'ONU ; la fin des tortures ; la libération des prisonniers malades en phase terminale et celle des détenus qui avaient déjà purgé 20 ans. En définitive, nous demandions seulement que soient respectées des lois dont l'application était prévue dans un Etat qui se dit de droit.

Plusieurs colis piégés ont été envoyés aux médias qui occultaient l'existence des FIES, ainsi qu'à d'autres organismes, dont les Institutions Pénitentiaires. Claudio Lavazza et moi avons été accusés par l'Audience Nationale d'être les instigateurs de l'envoi de ces colis. Ceci s'est passé en 2000 et l'Audience Nationale nous a finalement relaxés. Elle a condamné un innocent qui faisait partie du mouvement anarchiste pour finir par conclure que les colis avaient été envoyés par des inconnus en solidarité avec les prisonniers qui faisaient à l'époque de nombreuses grèves de la faim pour leurs droits (bien sûr, l'Audience Nationale n'a pas employé ces termes, mais nous savons qu'il en a été ainsi).

Je suis donc sorti d'isolement le 6 mars dernier, et comme je le disais avant, je ne regrette qu'une seule chose dans ma vie, c'est la mort d'un prisonnier.
Hormis le peu d'heures qu'ont duré mes deux évasions de France, il y a plus de 22 ans que je suis prisonnier et j'ai subi les régimes les plus durs de France et d'Espagne. J'ai passé les 15 dernières années à l'isolement en régime FIES. L'Etat espagnol nie son existence, mais moi qui l'ai vécu et vous, qui êtes Directrice Générale des Institutions Pénitentiaires, nous savons qu'il existe.

Il est vrai qu'il ne reste pas beaucoup de prisonniers FIES-CD (Contrôle Direct) à l'isolement, mais cela est dû au fait que la plupart d'entre eux sont morts et les tentatives d'améliorer la qualité de vie dans les quartiers d'isolement sont absurdes, puisque l'isolement est en soi une torture.
J'ai passé 22 ans à lutter contre la mort. Au début, j'ai lutté pour conserver ma dignité et mon identité, car les perdre aurait signifié ma mort. J'ai résisté au milieu de la douleur pour continuer à être ce que je suis fondamentalement, et je suis même devenu plus humain avec tout ce que cela entraîne...
Les deux dernières années, j'ai dû me battre contre la mort physique. Chaque jour, j'ai cherché les moyens de mettre fin à ma vie d'une manière plaisante (j'ai souffert toute ma vie et je voulais au moins que les dernières minutes soient plaisantes). Par malchance ou par chance, le type d'isolement auquel j'étais soumis ne me permettait pas de trouver de la métadone ou quelque autre substance qui m'aurait permis une mort digne et agréable. Je ne l'ai pas trouvée. Mais combien de compagnons sont-ils partis comme ça ? J'en connais quelques uns... J'ai vu comment l'institution que vous dirigez a poussé au suicide des compagnons. Je ne suis pas en train de faire une critique personnelle, car je ne doute pas un seul instant de votre sensibilité et je suis même prêt à croire que vous militez à l'intérieur de votre parti pour construire un monde meilleur [sic]. Pourtant, je ne vous parle pas d'une abstraction, mais de la réalité que j'ai vécue et dont j'ai souffert.

Ma vie, comme celle de beaucoup de mes compagnons et amis, n'a été que douleur et souffrance et dans mon cas, il en a été ainsi, parce que j'ai décidé de mener ma vie moi même. Ma situation juridique ne me permet pas actuellement d'espérer une libération à court terme, ni même à long terme. Ma seule alternative, c'est de m'adapter au régime de vie normal. Ce n'est pas une alternative !

Que dois-je faire ? Démontrer que je peux me réinsérer dans la société ? Ma réinsertion, si réinsertion il y a, passe par la négation de la prison et la préservation

de ce que je suis. Je ne dis pas que c'est inconciliable, mais pour pouvoir essayer, j'ai besoin d'une alternative.

Cela fait 22 ans déjà ; il y a des dettes qu'on ne peut pas payer, mais même en acceptant un concept aussi abstrait que la "dette vis-à-vis de la société", je peux vous assurer que celle-là, je l'ai déjà payée avec les intérêts. Je n'ai pas besoin de programmes pour m'adapter au régime de vie normale, si m'adapter signifie vivre avec mes compagnons, c'est déjà fait.

Ca ne m'intéresse pas de vivre en prison, car ce n'est pas vivre. Ce dont j'ai besoin, c'est d'une alternative à la prison. C'est à l'institution que vous gérez de me donner une alternative et, comme les institutions ne s'y connaissent pas en matière d'humanité, c'est à la personne que je m'adresse. Je suis conscient que même si la personne a pu imaginer par où est passé l'homme, l'institution ne peut pas me libérer si facilement. Mais je n'en suis pas moins conscient que l'application correcte de la loi pourrait m'offrir une autre alternative que de passer des années supplémentaires en prison. Ce pari peut marcher ou pas, mais au moins il serait en accord avec les valeurs que véhicule le système, sans jamais ou presque les mettre en pratique. Ici, l'équipe de traitement, semble intéressée par son travail et, à mon avis, le quartier dans lequel je me trouve peut favoriser une alternative.

J'aimerais rester à Huelva pour une autre raison : j'ai passé plus de cinq ans à l'isolement dans ce centre. La direction a su gérer la situation pendant plus de cinq ans par la répression et je suis curieux de savoir si elle peut la gérer d'une autre manière... Enfin, ma lettre est un peu confuse et un brin pamphlétaire, car 22 ans et tant de sentiments ne se résument pas en quelques pages. Mais je l'ai écrite parce que j'ai conscience que, si je n'ai pas d'alternative réelle, tôt ou tard je retournerais à l'isolement et que cela signifierait ma mort. Recevez mes salutations distinguées.

Gilbert Ghislain

NB : Gilbert se trouve actuellement dans la prison de Dueñas (Palencia), où il a été transféré quand on lui a concédé le passage en second degré avant l'été 2006. La lettre a été reçue par la Directrice des Institutions Pénitentiaires. Malgré ce retard dans la publication, nous pensons qu'elle garde tout son intérêt. L'adresse actuelle de Gilbert Ghislain est : Centro Penitenciario La Morajela, Carretera local P-126C, CP 34210 Dueñas Palencia

[Traduit de l'espagnol. Publié le 5 octobre 2006 sur klinamen.org]

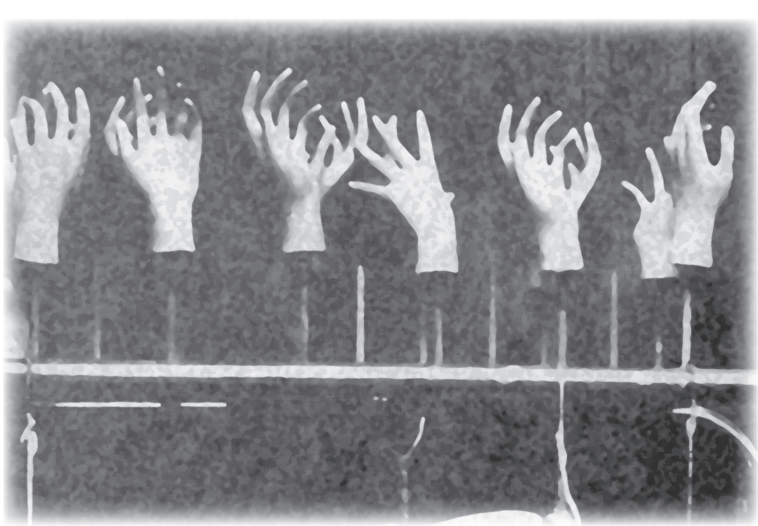
Trois ans sans pouvoir les serrer dans nos bras.

Le 16 septembre dernier, cela faisait trois ans que nos compagnons anarchistes Joaquín, Teo, Roger, Rafa, Igor et Carol étaient détenus à Barcelone. Pour beaucoup, ce jour-là ne fut pas un jour comme les autres… Six compagnons furent arrêtés et contre un autre fut lancé un mandat d'arrêt international (toujours en cours, bonne chance à toi, Iñigo !). Ce coup répressif effectué par la Guardia Civil et signé par le juge de l'Audiencia Nacional, Guillermo Ruiz Polanco, fut à ce moment-là un des plus forts porté contre des anarchistes en Espagne depuis quelques années –on se souvient de la détention et de l'emprisonnement de Giorgio, Claudio, Michele et Giovanni, les compagnons anarchistes italiens arrêtés suite à la tentative de braquage contre la banque Santander de Cordoue le 18 décembre 1996.
L'opération se fit en grandes pompes : arrestation des compagnons au lever du jour, portes défoncées à la masse ou dans certains cas à l'aide d'explosifs, et un déploiement spectaculaire d'effectifs avec blocage de la circulation, brigades canines...

Dès l'entrée dans les domiciles, les coups, menaces, questions et mauvais traitements furent de rigueur, et ce pendant toute la durée de la perquisition. Ils furent ensuite emmenés, yeux bandés et mains menottées dans le dos, dans des voitures en direction des dépendances de la Guardia Civil de Madrid. Lors du trajet, qui fut parcouru en un temps record, deux compagnons furent frappés et menacés avec des armes à feu, jusqu'à arrêter une voiture en pleine autoroute et à éjecter un compagnon dans le fossé pour le menacer de mort.

La loi anti-terroriste fut appliquée, les accusations étant les suivantes : bande armée/organisation terroriste, possession d'armes et de matériel explosif, planification d'assassinat et de futurs braquages ainsi que de futurs sabotages, fabrication et placement d'explosifs, incendies, blessures,…

Durant les cinq jours de non communication passés au cachot, ils subirent d'interminables interrogatoires, des menaces, des tortures (coups, exercices physiques, positions spéciales pour créer la fatigue,…). Certains compagnons nous ont même signalé l'administration de drogue à leur encontre. Rien de bien neuf là-dedans que les mercenaires de l'Etat, dans leur misérable existence, n'aient déjà utilisé contre les rebelles et les révolutionnaires. Suite à ces cinq jours interminables, ils passèrent en audition devant le juge de garde à l'Audiencia Nacional, où se trouvait ce jour-là l'un des plus fameux inquisiteur judiciaire de ces trois dernières décennies, Baltasar Garzón. Certains compagnons subirent l'isolement total, de telle sorte qu'ils ne purent pas être assistés d'un avocat lors de l'audition.
Après de longues heures d'attente, Teo est relâché et les autres sont envoyés en prison, à Soto del Real (Madrid). Là, ils se croisent et peuvent se voir quelques instants. Quelques jours plus tard, ils sont transférés dans différentes prisons, selon la pratique de la dispersion commune à tous ceux qui dérangent l'institution pénitentiaire. Igor reste à Soto del Real, Roger est emmené à Aranjuez, Joaquín à Navalcarnero et Rafa à Valdemoro. Ils se retrouvent dans la communauté de Madrid à plus de 650 km de leurs proches. Carol est



Trois ans de lutte en plus...

transférée à Brieva (Avila) à 755 km de Barcelone.

Face la répression étatique et ses moyens de (non) communication, les réactions s'enchaînent. D'un côté, il y a ceux qui soutiennent leurs compagnons et continuent la lutte, sans tenir compte des accusations, les reconnaissant simplement comme des compagnons connus depuis plusieurs années dans le mouvement anarchiste. Cela nous suffisait et continue à nous suffire aujourd'hui pour leur démontrer notre chaleur et notre solidarité. Tout comme (et il ne faut pas l'oublier) ils l'avaient fait auparavant avec d'autres qui subissaient la prison, la répression ou lors d'autres luttes contre l'Etat-Capital.

De l'autre côté, se sont trouvés ceux qui les ont diffamé ou, pire encore, ceux qui se turent tout simplement, tournant le dos aux compagnons tombés, comme s'il s'agissait d'extra-terrestres. Ce sont les mêmes qui ne daignèrent même pas écrire une ligne dans leurs journaux ni montrer le moindre intérêt pour eux, et appellent ensuite à la solidarité des autres lorsqu'ils sont en « conflit » et parlent dans leurs communiqués de «la Catalogne… de la répression carcérale». Les mêmes encore qui ont tourné le dos à partir de l'incarcération des compagnons anarchistes italiens en 1996 jusqu'aux détentions du 9 février dernier (dernière attaque contre les milieux anti-autoritaires à Barcelone, qui valut quelques mois de prisons pour deux compagnons (1)).

Lors de ces trois années, leur situation a changé plusieurs fois : Roger a été remis en liberté après 14 mois d'emprisonnement contre une caution de 3000 euros. Rafa a été attaqué par les matons de Valdemoro et transféré à Topas (Salamanque) à 855 km de Barcelone, lieu où il résidait lors de sa mise en détention. Le reste des compagnons a protesté de différentes manières, que ce soit par des grèves de la faim pour Joaquín ou par un refus de sortir de cellule pour Carol et Igor. Ce dernier a d'ailleurs partagé un moment sa cellule avec Francesco Gioia, compagnon anarchiste de Pise arrêté à Barcelone en mai 2005 (aujourd'hui détenu en Italie). Toutes et tous ont été sanctionnés à un moment ou un autre par de l'isolement, et cela pour avoir lutté à l'intérieur des centres d'extermination.

Emprisonnés suite à des activités "politiques", ils ont enduré le régime FIES (là où le temps de cellule est de 20 h par jour ; la prison dans la prison), et ont vu toutes leurs communications contrôlées et limitées. Que ce soit au téléphone, par écrit ou encore au parloir, le contrôle était de mise. Dans la rue, il y eut des manifestations, des collages, des tags, des actions de sabotage, des rassemblements, des soirées de discussion, des diffusions d'autocollants, des événements publics et l'édition de matériel pour collecter des fonds,… Solidarité qui fut en partie limitée par les derniers coups de la répression. Mais s'ils espéraient que les arrestations de septembre 2003 allaient amener l'activité anarchiste à disparaître, ils étaient bien loin du compte. Tout comme elles l'ont toujours été, de l'assassinat de Sacco et Vanzetti jusqu'à nos jours… Désolé !

Quant aux dernières nouvelles… En avril, ils ont comparu devant l'Audiencia Nacional. Le procureur a demandé jusqu'à 150 ans de prison contre certains d'entre eux. Au final, ils ont accepté un accord avec le procureur, ce qui a donné 7 ans de prison pour Igor, Joaquín, Carol et Rafa, 3 ans pour Roger (en ce moment il attend de savoir s'il doit encore accomplir le supplément des 14 mois de préventive) et 2 ans pour le compagnon Teo qui, au final, ne retournera pas en prison. Les accusations de « bande armée » ont été retirées, ce qui a changé leur régime pénitentiaire.

Petit à petit, les compagnons se rapprochent de la Catalogne. Il y a un peu plus de trois mois, Carol et Igor ont été transférés à la prison de Brians. En principe, Rafa devrait aussi, dans peu de temps, y être transféré. Pour Joaquín, étant donné qu'il n'est pas catalan et qu'il n'a pas d' «enracinement» social en Catalogne, la question est différente. Pour sûr, jusqu'à trois mois avant sa détention, il avait passé 22 ans en prison ! Par conséquent, l' «enracinement» social de ce compagnon réside dans la prison et dans les gens qu'il a rencontrés, à l'intérieur comme à l'extérieur, pour poursuivre la lutte… (courage corbeau noir !).

C'est lors de coups de cette envergure que nous nous retrouvons d'un côté ou de l'autre de la barricade, et il ne peut y avoir d'entre-deux. C'est dans ces moments que nous pouvons observer ceux qui courent vers les jupons de l'Etat en se vantant d'être de bons anarchistes, des révolutionnaires de musée ou encore partisans d'idéologies resucées.

Nous ne voulions pas laisser passer cette date sans nous souvenir… trois ans sans pouvoir les serrer dans nos bras. Trois ans de lutte en plus. Parce que nos compagnons ont continué à lutter et à maintenir leurs idées, et aussi leur dignité, à l'intérieur des murs des cellules d'isolement ou des modules FIES… Nous ne pouvons oublier que la plupart des compagnons réprimés restent des compagnons de lutte !

Parce qu'ils cherchent des coupables et que nous ne sommes pas des innocents, parce que la lutte anarchiste a toujours été un affrontement et pas une manière de passer ses soirées, pas une minute d'oubli pour nos compagnons anarchistes emprisonnés et réprimés. Pour que le mot parvienne aussi aux obscures, tristes et solitaires ruelles de la solitude et du silence.

Liberté pour Carol, Rafa, Igor, Joaquín, Juanra, Diego, Zigor, Lola, Laura, Claudio, Giovanni, Eduardo,…
Liberté pour tous les prisonniers !
Salud y anarquía !

1. Il s'agit de Ruben et Ignasi, accusés de deux sabotages.

[Traduction de l'espagnol par *La Cavale* n°5, novembre/décembre 2006, pp. 18-19 d'un texte publié sur klinamen.org le 12 septembre 2006. Réadaptation par nos soins.]

Plusieurs textes de ces compagnons de Barcelone sont disponibles :

- Communiqué commun, depuis Soto del Real (Madrid), 22 septembre 2003 [CS 87, p.40]
- Lettre de Carolina, depuis Brieva, 30 octobre 2003 [CS 87, p.41]
- Une journée à Madrid, depuis Navalcarnero, octobre 2004, par Joaquín [CS 88, pp.30-31]
- Guantanamo est au coin de la rue et dans les têtes, depuis Navalcarnero, 19 février 2005, par Joaquín [CS 88, pp.32-33]

Pour leur écrire :

• Carolina Forné Roig
CP Brians (Modul de dones)
Crta de Martorell a Capellades, km 23
08635 Sant Esteve Sesrovires
(Barcelona)

• Igor Quevedo Aragay
CP Brians (MR-1)
Crta de Martorell a Capellades, km 23
08 635 Sant Esteve Sesrovires
(Barcelona)

• Joaquín Garces Vilacampa
CP Navalcarnero
Ctra Nacional V, km 27,7
28 600 Navalcarnero (Madrid)

Les adresses des autres, suite à la condamnation définitive, ne sont pas encore connues.

Brèves du désordre allemandes

• Dans la nuit du 9 au 10 septembre 2006, plusieurs engins incendiaires ont été placés sous plusieurs camions de transport de l'entreprise de maïs transgénique Märka à Eberswalde. Les engins artisanaux ont été allumés, mais n'ont pas explosé.

«Nous voulons par cette intervention pousser fermement cette entreprise à réfléchir à sortir du commerce génétique. Märka travaille activement et agressivement dans le négoce de ce qu'on appelle "la génétique verte". Märka est le partenaire économique allemand du trust Monsanto, l'un des premiers au niveau international dans le commerce de l'agriculture génétiquement modifiée. Märka ne se contente pas de vendre des semences de maïs transgénique, elle achète aussi toutes les récoltes des champs qui se trouvent à proximité afin de prévenir les plaintes que pourraient déposer les paysans dont les champs sont contaminés. Märka veut en outre élargir ainsi le "modèle" d'acceptation sociale de culture de maïs transgénique.

La majeure partie du maïs transgénique arrive en effet sur le marché par des chemins détournés. Il est par exemple utilisé pour l'alimentation des vaches sans laisser de traces.

(...)

Nous montrons à notre manière ce que nous pensons de tout cela.

Groupes autonomes»

NB : Michael Grolm [une sorte de Bové local], du réseau Gen-Dreck weg qui avait organisé en 2005 et 2006 des fauchages volontaires dans le land de Brandenbourg, a aussitôt réagi : "*Nous condamnons ces attentats. Ce n'est absolument pas notre style, ni notre manière de protester. Nous annonçons toujours à l'avance nos actions.*" Réaction identique de la part d'Alexander Hissing, de Greenpeace : "*Nous agissons de manière visible, nous sommes non-violents et ne soutenons aucune action susceptible de causer des dommages humains. Les attentats discréditent le sérieux de notre protestation.*"

• Fin septembre :
Feu et couleur pour les envoyés des dieux

«C'est avec ce slogan que nous avons rendu visite, fin septembre, à Gerd-Uwe Baden, PDG de la société d'assurances *Euler Hermes*, résidant Süllbergterstrasse 10 à Blankenese, et à Stefan Schiebeler, gérant de *Hermes* à Hambourg, résidant Renettenweg 19 dans le quartier de Sasel. Nous avons changé la couleur de la maison du n°10 de la rue Süllbergter et mis le feu à la Mercedes de Stefan Schiebeler pour les raisons suivantes : dans les semaines qui viennent, le gouvernement allemand dira s'il autorise *Hermes* à financer la construction du barrage d'Ilisu en Turquie. Par notre action, nous voulons soutenir pratiquement la résistance à ce projet de barrage d'Ilisu. Mais nous voulons aussi, de manière plus générale, parler du rôle que jouent les financements des société d'export dans le processus d'exploitation général et montrer leur importance comme instruments de la politique impérialiste allemande. Enfin, nous souhaitons apporter notre participation à la mobilisation contre le sommet du G8 2007 à Heiligendamm.

(...)

Groupe "Alliance Pas Sainte pour la Rupture des Digues», septembre 2006

Les brèves suivantes sont toutes tirées du journal berlinois Interim (numéros 641 à 644), qui publie à peu près tous les textes de la «mouvance anarco-autonome» qui lui sont envoyés. Nous avons fait le choix de rendre compte des actions qui, à divers titres, nous paraissaient intéressantes, mais de raccourcir certains communiqués, parce que nous en trouvions le ton soit trop indigeste, très militant ou tout simplement gauchiste.

Plusieurs de ces actions se dirigent contre la politique d'immigration allemande. Elle n'a en effet rien à envier à celle de l'Italie ou de la France, avec ses camps de rétention (que l'on appelle là au choix Office d'accueil, Centres de réception et de transit, Centres de départ...) et ses expulsions musclées. Les différents rouages habituels interviennent aussi dans cette machine bien huilée : les représentants de tous les partis en place appliquent avec zèle les directives nationales ou européennes dans le cadre du système Schengen, les élus implantent les camps, les associations caritatives cogèrent ou exploitent directement certains centres, les Etats coopèrent par le biais de leurs ambassades au gré d'accords passés sur le dos des individus, les compagnies d'aviation expulsent.

Depuis des années, des luttes se déroulent à l'intérieur comme à l'extérieur des camps et ont pris différentes formes. Les dernières portent principalement sur la fermeture des centres.

Pour une liberté de mouvement totale, supression des camps ! Attaquer le sommet du G8 à Heiligendamm !

• Le 28 août 2006, des pierres et de la peinture ont été lancées sur la maison du Ministre-Président du Land de Mecklemburg-Vorpommern. Les gens qui mettent d'autres personnes dans des camps dans des conditions de merde et les expulsent brutalement ne doivent pas non plus pouvoir dormir tranquilles. C'est la raison pour laquelle nous avons caillassé et peinturluré la maison de Harald Ringstorff à Weisse Krug, Am See Straße 1.

En tant que Ministre-Président durant deux législatures, Ringstorff est responsable de la création de camps pour réfugiés dans le Land de Mecklemburg-Vorpommern. En particulier de ce qu'on appelle les "foyers de la jungle" comme Parchim-Tramm qui ont fait la une des journaux nationaux à cause des conditions inhumaines qui y règnent. La plupart de ces camps n'ont été fermés qu'à la suite d'une longue et intense lutte des réfugiéEs. Mais, contrairement aux accords et promesses de la coalition SPD/PDS [Parti communiste d'ex-Allemagne de l'Est reconverti] au pouvoir dans la région, tous ces camps n'ont pas encore disparu. Comme avant, on oblige les réfugiés à vivre de manière isolée et très réglementée dans des conditions dégradantes. Aujourd'hui, la lutte se concentre sur deux points : le *Zentrale Erstaufnahmeeinrichtung* (office central de premier accueil) et le *Ausreisezentrum* (centre de départ) de Horst. Au cours de l'été 2005, le gouvernement de région s'est entendu sur le fait que devaient y être concentrées toutes les personnes expulsables à moyen terme. Il s'agit donc de centres d'expulsions comme il en existe à Bramsche/Niedersachsen. A partir de l'automne 2006, Horst doit en outre servir de "Zast" et de camp de départ au Land de Hambourg. (...)

Nous tenons à saluer l'initiative des camarades de Berlin qui, en avril, ont attaqué la centrale allemande de l'OMI (Office International des Migrations). Dans leur déclaration, ils évoquaient le régime meurtrier des frontières de l'Union Européenne et les liens étroits entre la guerre, l'oppression impérialiste [sic] et des organisations comme l'OMI. (...) Il y aura d'autres actions contre les responsables et les lieux de l'oppression impérialiste, raciste et capitaliste. Les hôtels, les restaurants et les organismes de tourisme de Mecklemburg-Vorpommern devraient y réfléchir à deux fois avant de participer au spectacle de la domination du G8 en juin 2007, car cette région ne fait pas du bien à tout le monde.

Fermeture du camp de Horst et de tous les autres !

Pour une journée d'action globale fermement anti-raciste [et re-sic], le 7 octobre 2006 et une grosse action de lutte un jour avant le début du sommet en juin 2007 !!

PDS "Peuple de Seattle",
participantEs à la campagne militante contre le G8 à Heiligendamm

[Traduit de l'allemand. Tiré d'*Interim* n° 641, 14 septembre 2006]

Attaquer celles et ceux qui profitent du système des camps

• « Les raisons d'attaquer la AWO [*Arbeiter Wohlfahrt*, Aide sociale aux travailleurs] sont nombreuses, et différents groupes l'ont déjà fait.

Le 5 octobre 2006, nous avons lancé de la peinture contre son siège berlinois. Nous voulons ainsi attirer l'attention sur la journée d'action internationale du 7 octobre contre le système de camps racistes et nous solidariser avec les luttes contre les camps de réfugiés ici et avec les luttes pour la liberté de circulation en Europe et dans le monde entier.

L'AWO est une association caritative qui a inscrit la justice sociale sur son fronton mais qui ne tire pas moins profit, comme d'autres associations telles que Caritas ou la Diakonie, de la suppression des acquis sociaux et de l'aggravation de la situation des salariés (avec les jobs à 1 euro par exemple) ou de la mise en place répressive de la politique de droit d'asile raciste en Allemagne. En effet, l'AWO est en charge d'installations comme les foyers ou ce qu'on appelle les "centres de départ". Elle est ainsi une prestataire de services du secteur social organisée de manière capitaliste. Ses orientations ne sont donc pas fixées selon les besoins humains, mais pour optimiser ses profits.

Ici, à Berlin, l'AWO gère non seulement des foyers dans les pires conditions mais aussi, en partenariat avec l'office régional de la Santé et des affaires sociales, un soi-disant "centre de départ" sur le terrain de la Zast [centre de réception et de transit] dans la Motardstraße 101 à Berlin Spandau.

C'est ce qui a motivé notre action. "Centre de départ" est pour nous un euphémisme pour une installation où des demandeurs d'asile et des personnes tolérées sont obligées d'aller. C'est pourquoi nous emploierons désormais le terme de camps de rétention. En réalité, séjourner dans un camp de rétention signifie attendre l'expulsion et, pour les personnes qui vivent en RFA depuis des années, être jetées de chez elles hors de leur environnement pour être placées dans des logements dignes de camps.

Là, on tente d'obtenir d'elles le "départ volontaire" en les privant de toute intimité, de toute auto-détermination, ainsi que par des interrogatoires incessants, des contrôles effectués par le personnel du camp, une pression psychique continuelle et le manque de soins médicaux. A cet effet, il y a aussi souvent à l'intérieur du camp un poste de l'office des étrangers ou d'une autre administration chargée de conseiller sur le "départ volontaire".

Le "départ volontaire" est un pan du contrôle de l'immigration qu'ont développé l'OMI (Office des Migrations Internationales) et la SWP (*Stiftung für Wirtschaft und Politik* : Fondation pour l'Economie et la Politique, think thank du gouvernement allemand) et mis en place avec la coopération des ambassades et des associations caritatives. Ainsi, les expulsions relativement coûteuses doivent-elles être remplacées par une incitation au départ imposée dans les camps ou tout du moins facilitées par la concentration des personnes à expulser. (...)»

• **«Dans la nuit du 22 au 23 octobre 2006**, nous avons mis le feu au siège de la DAL (*Deutsche Africa-Linie*) située an der Palmaille à Hambourg. Nous voulons par cette action rappeler les racines coloniales de la domination et de l'exploitation actuelles et rappeler que l'histoire coloniale allemande se retrouve aujourd'hui dans le racisme social quotidien.
La DAL, anciennement *Woerman-Linie*, s'est enrichie au XIXe et au début du XXe siècle en pillant les colonies allemandes d'Afrique et en participant à la guerre et au génocide en Namibie. (...)»

[Traduit de l'allemand. Tiré d'*Interim* n°644, 9 novembre 2006]



• 3 octobre 2006 : une antenne radio de la police s'écrase
Un pylône de radio-diffusion du BGS (*Bundesgrenzschutz*, équivalent de la police des frontières, des transports et composée d'unités d'intervention) permettant la communication entre les forces de police durant les transports Castor (nom des containers utilisés pour le transport et le stockage des déchets nucléaires) a été abattu sur la commune de Göhrde (Basse-Saxe), près de la gare de Leitstade. Il se trouvait à 300 m environ des rails, notamment utilisés pour le transport des déchets vers le centre d'enfouissement de Gorleben. Les 11 et 14 novembre prochains doivent passer deux nouveaux convois.
Selon les experts, les vis de l'antenne ont été déboulonnées à la base, ce qui a probablement provoqué la chute de l'ensemble.

• Au 3 octobre 2006, soixante limousines de luxe auront déjà été incendiées cette année. La nuit dernière, il y en a eu onze de plus, dans quatre endroits différents de Berlin

«Le 3 octobre, jour de l'unité allemande (journée du sport automobile), nous avons mis le feu sous de nobles carosses et des véhicules de l'industrie nucléaire dans des quartiers en pleine restructuration. Des voitures de luxe brûlent parce que les propriétaires chassent ceux qu'on appelle la classe inférieure à travers l'augmentation des loyers et avec leur monoculture coûteuse. Des véhicules Vettenfall ou Siemens brûlent à cause des *Castortransporte*. Le bilan que nous tirons du débat militant, ce sont des actions par rapport aux rares mobilisations qui restent. Les Castor, la loi Hartz 4 (1), les organes répressifs et le G8 ont, en tant qu'objectifs, une importance sociale. (...) Que crève l'Allemagne ! Faisons couler Mediaspree (2) ! Stopper les transports de déchets !

Des vandales sans nom»

Ndt :
1. Ces mesures promulguées par le gouvernement Schröder s'appuyant sur Hartz, ancien chef du personnel de Volkswagen, s'attaquent aux chômeurs avec des radiations au moindre prétexte, des réductions d'allocations, l'obligation d'accepter n'importe quelle offre d'emploi, même si cela nécessite de déménager, un encadrement social approfondi. Malgré une forte contestation, des manifestation d'importance et des actes suicidaires (en novembre 2004, un chômeur s'est fait exploser dans sa bagnole avec une bonbonne de gaz devant l'ANPE de Bietigheim-Bissingen), on a notamment vu se mettre en place les jobs à un euro de l'heure (indemnité sociale plus un euro de l'heure travaillée pour l'employeur) ou la perte de tous les droits.
2. Sur les bords de la Spree, des investisseurs ont décidé de développer le futur quartier des médias et des prestations de services à Berlin. Bureaux, lofts et nouveaux bâtiments high tech viennent côtoyer les quartiers anciennement populaires mais largement boboïsés depuis la réunification de Friedrichshain et de Kreuzberg. C'est ça le Berlin du futur !

• Octobre, Lichtenberg : Des voyous ont incendié deux voitures de patrouille de police
Vers 3 heures du matin, ces deux véhicules, garés dans la rue Weitling à Lichtenberg (Berlin), ont entièrement cramé. Les deux voitures ont été complètement détruites, les dommages s'élèvent à des dizaines de milliers d'euros. L'attaque n'a pas été revendiquée.

La prison de Aachen

Ancien membre de l'Anarchist Black Cross de Gand, Bart de Geeter a été arrêté le 28 juin 2004 près de la frontière germano-hollandaise avec Gabriel Pombo da Silva et José Fernandez Delgado, deux évadés des FIES espagnols. Ils venaient de fuir un contrôle de police inopiné, dérobant pour ce deux véhicules, dont un avec son chauffeur. Il a été condamné à 3 ans et demi de prison le 2 septembre 2005 pour «complicité de délit de fuite». Les deux autres ont pris 13 ans et 14 ans (pour «vol de voiture et prise d'otage», plus «braquage» pour le second). En septembre 2006, la Cour d'Appel a repoussé la demande de réexamen du procès, les condamnations sont donc devenues définitives.

Bart de Geeter a maintenant purgé deux tiers de sa peine (3 ans et 6 mois) à Düsseldorf. En théorie il est susceptible d'être libéré sous conditions. Le juge qui devrait décider sur sa conditionnelle s'est déclaré incompétent. C'est donc maintenant une commission d'experts qui va examiner sa demande de libération.

Gabriel Pombo da Silva est toujours incarcéré à la prison de Aachen.

Transféré plusieurs fois, José Fernandez Delgado a déjà été enfermé à la prison de Bochum. Une fois condamné définitif en septembre 2006, cette prison a tenté de renforcer son pouvoir sur lui, tentant de lui imposer de porter l'uniforme de prisonnier, de travailler pour pouvoir disposer de son argent... Mi-octobre José décidait donc de ne plus accepter quoi que ce soit de la prison (comme la nourriture, les vêtements, le savon,...) pour construire un rapport de force. Des compagnons de l'extérieur ont notamment harcelé la prison à coups de téléphone, fax et mails pour montrer leur solidarité avec José. Suite à cela, la prison a décidé de transférer José à la prison de Rheinbach. Pour l'instant, il va assez bien. Il a obtenu quelques uns des points pour lesquels il s'était battu, mais il semble qu'il devra enfin quand-même porter l'uniforme.



AVANT DE COMMENCER la description du fonctionnement de cette prison avec ses activités et ses "droits" présumés (en Allemagne, chaque prison a son propre règlement intérieur et fonctionne ainsi quasi de manière autonome), je dois signaler qu'à la différence d'autres Etats de l'Union Européenne, en Allemagne le détenu en préventive dépend en tout du Tribunal et du Juge d'instruction. C'est ce dernier qui dicte à l'Administration Pénitentiaire le type de régime (ordinaire ou spécial) auquel est soumis le détenu, la manière dont se déroulent les communications (les parloirs peuvent être normaux ou spéciaux). Bien entendu, le courrier (toujours en cas de détention préventive) est lu et censuré, puisqu'il est interdit de mentionner les motifs pour lesquels on est en prison. Une fois condamné, de manière générale la censure disparaît...

En détention préventive, au maximum deux visites par mois de 45 minutes sont autorisées ; une fois condamné, le détenu a "droit" à quatre visites de 45 minutes et "théoriquement" à un parloir extraordinaire de 3 heures (dans d'autres prisons, ce parloir extraordinaire soit n'a pas lieu "faute d'installations adéquates", soit varie dans sa durée). Dans certains cas, cette visite, qualifiée de "longue durée" peut également être concédée en préventive, si le juge en donne l'autorisation et si le prisonnier n'est pas soumis à une "surveillance acoutisque".

Pour ce qui est des appels téléphoniques (au moins dans cette prison), tu peux normalement en passer deux par mois si tu es condamné définitif ; en préventive, il faut demander une autorisation spéciale au juge, mais il est rare qu'un prisonnier en préventive ait le droit de téléphoner.

Tant que tu es en préventive, tu peux disposer de ton argent (*Eigengeld*) pour cantiner jusqu'à 210 euros par mois. Quand tu es condamné, cette somme varie selon que le détenu "travaille" ou pas : s'il ne travaille pas, il peut disposer d'environ 30 euros que lui donne la prison (*Hausgeld*) ; s'il travaille, il peut disposer d'une partie de l'argent gagné (l'administration met l'autre partie sur un compte courant pour la sortie), qui de toute manière tourne autour de 100 euros par mois.

Les ateliers de production ne manquent pas de main d'œuvre esclave, puisqu'en règle générale ceux qui travaillent (les horaires vont d'habitude de 7.30 à 11.30 du matin et de 12.30 à 15.30 de l'après-midi) ne restent pas en cellule, disposent d'autres privilèges et sont bien "vus" par l'administration.

De fait, le seul "droit" qu'a un prisonnier en Allemagne c'est l'heure de promenade et les parloirs normaux. Tout le reste est absolument arbitraire. J'entends par "tout le reste" : les activités sportives (deux fois par semaine, quand il n'y a pas de problèmes genre manque de personnel etc., ce qui se produit assez fréquemment ici), le fait d'utiliser la petite cuisine pour se préparer un repas décent avec les produits cantinés, et ce qu'on appelle "*Umschluss*", qui consiste à "faire de la socialisation" de 18 à 20 heures, c'est à dire en espagnol simple : à passer deux heures avec un autre prisonnier de ta division, enfermé dans ta cellule ou la sienne.

Quant aux autres activités "récréatives", elles n'existent que sur papier. Certaines sont totalement inexistantes et d'autres réellement ridicules, comme ce qu'ils appellent les "groupes de méditation", les "groupes d'études bibliques", les "groupes d'anti-violence", etc.

Bref, ces "groupes" ont lieu pendant l'heure d' "*Umschluss*" et ne servent qu'à faire bouffer quatre malins qui dilapident ainsi les subventions du Trésor public.

A cela, il faut ajouter qu'il n'y a pas de cours d'alphabétisation ni d'allemand pour les étrangers (bien que tous les médias parlent d' "intégration") et encore moins la possibilité de suivre des études universitaires (avec des cours par correspondance par exemple) ou une formation professionnelle...

Pour ce qu'en Espagne ils appellent "Equipe technique", c'est à dire les psychologues, les éducateurs etc., ici, il y en a un pour 200 détenus, ce qui signifie que jamais de la vie ils ne pourront être utiles, ni faire un travail sérieux et satisfaisant, sans même parler dans quelle mesure tout ceci peut être efficace, mais c'est encore une autre histoire.

Tout ce que je viens de mentionner (et d'autres choses encore que j'ai sûrement oubliées) montre à quel point il est absurde de penser que cette prison peut se flatter de "rééduquer ou resocialiser" quiconque. Au contraire, le seul objectif de cette prison consiste à discipliner et exploiter les prisonniers, à créer la tension et la confusion, à individualiser (dans le sens de briser la solidarité de groupe) et à aliéner les détenus.

Durant les 2 ans et 4 mois que j'ai passés à Aachen, j'ai eu connaissance de cinq compagnons prisonniers qui se sont suicidés dans mon quartier. Il faut dire qu'une seule de ces morts est sortie dans les médias (on voit que les morts en prison n'intéressent pas et sont cachées).

J'ai accusé (et continue à le faire) la Direction de cette prison en particulier, et l'Etat allemand en général, d'être responsables de ces morts et de toutes celles qui sont en train de se produire entre les murs (tout comme des multiples tentatives ratées)...

Je me consacrerai une autre fois à la dénonciation de ma situation personnelle, car il faudra pour cela un autre article... Celui-ci est destiné à ce qu'ils sachent que je serai le pire cauchemar de ceux qui assassinent, exploitent, abusent du pouvoir et se croient au-delà du Bien et du Mal...

Je sais déjà d'expérience le peu d'intérêt et le peu de valeur qu'a la vie d'un prisonnier pour cette société abrutie, mais je tenais à vous dire que vous avez la "délinquance" que vous méritez, et que vous ne devez donc pas être surpris de la violence que vous produisez vous-mêmes.

Gabriel Pombo da Silva,
du camp de concentration de
Aachen, octobre 2006

Solidarité avec José Fernandez Delgado



NOTRE COMPAGNON José Fernandez Delgado a été condamné en Allemagne, le 28 septembre 2005 à 14 ans de prison ferme. La demande en révision du procès qu'il avait déposée en compagnie des trois autres condamnés (Bart de Geeter 3 ans et 6 mois ferme, Begoña Pombo da Silva 10 mois avec sursis, Gabriel Pombo da Silva 13 ans ferme) a été rejetée en septembre 2006 et José est désormais incarcéré comme "condamné définitif" à la prison de Bochum.

Depuis trois semaines déjà, il s'est lancé dans une protestation contre les conditions de détention qui lui sont infligées, notamment relativement à son nouveau statut. Il a ainsi entamé une "grève de plateaux" (repas) et de tout matériel provenant de la prison. Ce refus est une réponse aux refus successifs de la prison de lui laisser accès aux mandats et aux livres qui lui sont envoyés. José sait bien que ces brimades et autres démarches aussi inutiles que pénibles sont le lot de la plupart des détenus et ont pour but de les soumettre totalement à l'arbitraire de la prison et de ses matons. Ceux -ci essaient de tenir les prisonniers par quelques "récompenses" pour, le moment venu, mieux les réprimer en les leur supprimant. Les empêcher de disposer de leur argent permet par exemple de les mettre au travail et au pas. Pour sa part, José a décidé de refuser cette incertitude et ce chantage permanents au nom de ce qu'il considère être sa dignité.

Quant à nous, nous n'acceptons pas de voir ce compagnon poussé à ne plus se nourrir pour des droits élémentaires. Nous le soutenons aussi dans le rapport de force qu'il a engagé parce qu'il lui permettra de vivre et de continuer à se battre, aussi mince que soit la brèche ouverte.

Un moyen parmi beaucoup d'autres de montrer notre solidarité peut être d'harceler la prison de Bochum et de dénoncer les conditions de détention. C'est que nous voulons faire du 23 au 30 octobre. Les dates sont là à titre indicatif.

La situation est insupportable, et nous ne saurons la supporter !

octobre 2006

Grève de la faim suspendue

Suite à son action, soutenue à l'extérieur, notre compagnon José Fernandez Delgado, en lutte contre les conditions de détention qui lui sont imposées, a été transféré a Rheinbach. Les conditions y étant plus supportables, il a recommencé à s'alimenter normalement. Il n'est donc plus nécessaire de faire pression sur la prison de Bochum à ce sujet.

Néanmoins, sa situation, comme celle de l'ensemble des détenuEs, reste très difficile. Aussi va t-il continuer la lutte.

Pour lui écrire :
José Fernandez Delgado
JVA Rheinbach
Aachenerstrasse 47
53 359 Rheinbach
Allemagne

Plus d'infos sur www.escapeintorebelion.info

Détruisons toutes les prisons !

[Publié le 20 novembre 2006 sur Indymedia Paris]

Oaxaca : la révolte, ses souteneurs et ses récupérateurs

Nous avons commencé à nous intéresser à cette révolte le lendemain du 14 juin, lorsque les habitants de cette ville venaient de se solidariser avec la grève des instituteurs en repoussant victorieusement les assauts des 3000 flics contre le Zocalo, la place centrale de Oaxaca. Les événements se sont ensuite enchaînés, de manifestations en prises des médias locaux, de barricades en incendies, de blocages des bâtiments officiels en fêtes de rues (cf. CS 90, pp.37-38). Les rares autres attentions qui s'exprimaient alors au cours de ces mois d'été où les militants prennent leurs vacances se réduisaient surtout à la grève des instits et à leurs revendications (comme «*des chaussures pour tous les enfants*»), ou aux nombreux assassinats, disparitions et incarcérations. La plupart des tracts appelant à des rassemblements oscillaient entre le misérabilisme syndical et la mise en avant de victimes innocentes (par définition).

Peu surpris par le peu de considération du caractère parfois pré-insurrectionnel de la révolte de Oaxaca de la part des souteneurs professionnels des luttes (surtout lorsqu'elles sont loin), c'était sans compter la nuée de vautours qui s'est ensuite emparée du sujet. Des adeptes du clown masqué Marcos aux gauchistes de tout poil, chacun y est allé de son communiqué. Mais si on a alors pu assister (comme dans d'autres pays) à plusieurs rassemblements et occupations de solidarité, ce fut bien souvent en appuyant les récupérateurs de la révolte : plutôt que la solidarité avec les insurgés de Oaxaca, c'est le soutien à l'APPO qui a fleuri. Plutôt que de chercher à créer des liens avec les révoltes de ce côté-ci, c'est au contraire la longue litanie des victimes de l'Etat mexicain et le silence des médias (comme si ce n'était pas leur travail que de braquer leurs projecteurs en fonction des seuls intérêts de leurs maîtres !) qui ont été mis en avant.

Nous avons donc choisi de publier d'une part le texte de compagnons mexicains et de Lapierre (malgré nos réserves sur certains de ses propos) à propos de l'APPO, et d'autre part deux témoignages sur place, pour à la fois prendre en compte la complexité de ce qui se passe à Oaxaca et lancer les éléments d'une complicité avec ses mutinés.

Qu'est-ce que l'APPO ?

Bien le bonjour,
Je vais répondre à tes questions, cela m'a paru intéressant de faire un petit topo sur le fonctionnement interne de l'Assemblée populaire des peuples de Oaxaca (APPO), je ne vais pas rentrer dans les détails, du moins je vais essayer de trouver un juste équilibre.

A la suite de l'envoi des forces de police le matin du 14 juin contre les enseignants, qui manifestaient depuis le mois de mai, la population de la ville d'Oaxaca prit spontanément le parti des maîtres d'école. C'est en grande partie avec l'aide des habitants du centre que les enseignants purent se remettre de l'attaque surprise des flics et reprendre l'offensive, infligeant aux forces de l'ordre de l'Etat d'Oaxaca une défaite dont ils ne se remettent pas. A la suite de cet affrontement, eurent lieu deux manifestations, qui ont regroupé plusieurs centaines de milliers d'habitants. Peu à peu, les gens ont commencé à s'organiser.

Le 23 juin, les délégués des colonies (les colonies sont des quartiers créés à partir de la concession de terrains par les habitants eux-mêmes), des associations civiles (de développement, de communication, de culture, d'éducation, de santé, de droits humains, de protection de la nature… Il y en a plus de 500 répertoriées dans tout l'Etat d'Oaxaca), des associations indiennes (UNOSJO, Service Mixe, CIPO Ricardo Flores Magon, Conseil des anciens de Yalalag, Service communautaire Ñuu Savi, Union des communautés et peuples indigènes Chontales, Union des femmes Yalatèques…), des représentants des communes de l'Etat (plus de cent communes se sont libérées à cette occasion, de la tutelle du Parti révolutionnaire institutionnel – PRI), des artistes, des représentants du secteur académique (université autonome de Oaxaca - UABJO), des groupes politiques de gauche et d'extrême gauche, des étudiants, des individus sans qualité particulière, des libertaires, des syndicats (de la santé, par exemple) et, bien entendu, la section 22 du syndicat de l'éducation (la section 22 est la section syndicale qui correspond à l'Etat d'Oaxaca) se sont réunis en assemblée pour désigner les membres d'une commission provisoire négociatrice. Cette commission, comme son nom l'indique, est chargée d'entreprendre les négociations avec le gouvernement fédéral (pour l'assemblée, le gouvernement de l'Etat d'Oaxaca n'existe plus), elle doit continuellement rendre compte des négociations à l'assemblée populaire, qui, en retour, lui dicte ses volontés. Théoriquement, les décisions sont prises par l'APPO, par la majorité des présents quand le consensus ne peut être atteint, jusqu'à présent la majorité a toujours été proche du consensus. J'écris “théoriquement” et “jusqu'à présent”, car il se dessine une tendance, parmi les dirigeants syndicaux proches des partis, qui cherche à passer outre aux décisions de l'assemblée. La base ne se laisse pas faire mais ces manœuvres sont déplaisantes et à la longue accentuent le divorce entre deux courants (les modérés et les radicaux) et affaiblit par des tensions internes l'assemblée. Le 10, le 11 et le 12 novembre aura lieu le congrès constituant de l'Assemblée populaire des peuples d'Oaxaca.
Une dernière remarque, c'est une assemblée ouverte, tous les habitants peuvent y participer, cependant il existe comme une vigilance interne à travers une chaîne ou réseau de reconnaissances, dans le sens où il est toujours possible de savoir qui est “ce nouveau venu”.

Il faut comprendre que la ville n'a pas été ébranlée dans ses fondements par l'absence et le non-fonctionnement des institutions gouvernementales. La vie continue comme avant, elle est même plus passionnante et agréable, c'est une ville touristique et les touristes l'ont désertée, ce qui a entraîné une perte des profits de l'industrie touristique et de ses satellites, mais les marchés sont approvisionnés, les magasins sont ouverts, les transports publics fonctionnent, les restaurants et les cafés sont ouverts, on y dépense son argent, seulement la ville est en alerte, des barricades aux entrées d'Oaxaca obligent à de longs détours et parfois, en alerte maximale, l'entrée de la ville est interdite, ou alors très difficile. Il y a aussi des barricades dans les colonies et dans les endroits stratégiques, elles sont en général ouvertes la journée, sauf celles qui se trouvent dans des endroits à protéger comme la radio communautaire, le zocalo, le siège de l'assemblée, ou des bâtiments publics désoccupés et interdits comme le siège du gouvernement, le tribunal, etc. Ces barricades ont été dressées spontanément par les habitants des colonies pour se protéger des opérations commandos des escadrons de la mort (des policiers municipaux en civil qui tiraient sur les gens, la nuit, à partir de camionnettes). Ces opérations d'assassinat, commanditées par le gouverneur déchu, à partir de commandos et de francs-tireurs continuent à faire des blessés et des morts à proximité des barricades ou dans des rues isolées. Des commissions ont été créées par l'assemblée pour le fonctionnement minimal de la ville, j'en cite quelques-unes de mémoire : commission de la santé, de l'hygiène, des finances, de la logistique, de la presse, de la cuisine et de l'approvisionnement (pour les campements et pour ceux qui viennent de l'extérieur), commissions des brigades mobiles et de la surveillance, de la sécurité.

La commission de sécurité a été constituée sur le modèle des topiles, ou plus précisément de la police communautaire telle qu'elle existe dans le Guerrero ou au Chiapas parmi les zapatistes (1), ils ont été désignés, ou plutôt acceptés (ce sont pour la plupart des volontaires) par l'assemblée.
Les délinquants sont remis à l'APPO, qui,



en général, après leur avoir expliqué la situation, les condamnent à un travail d'intérêt collectif comme balayer les rues, actuellement la situation se durcit et les voleurs sont souvent frappés quand ils sont pris par les commerçants. Quand il s'agit d'un assassin, d'un paramilitaire ou d'un franc-tireur, l'assemblée le remet à la justice fédérale, la PGR (Procuraduría General de la República) par l'intermédiaire du syndicat des enseignants.

Les revendications des enseignants et la destitution par l'Etat fédéral d'Ulises Ruiz restent au premier plan des négociations. Les enseignants ont obtenu satisfaction sur l'ensemble de leurs demandes, reste la destitution du gouverneur ou la reconnaissance de la disparition des pouvoirs dans l'Etat d'Oaxaca, qui est la revendication principale de l'Assemblée populaire. C'est là qu'apparaît la fracture entre les dirigeants syndicaux qui ont obtenu satisfaction sur tous les points et l'Assemblée, qui comprend aussi les instits de base, qui ne veut plus d'Ulises Ruiz. C'est la partie qui se joue actuellement. Les dirigeants syndicaux ont l'appui de l'opposition dite de gauche et représentée par le premier parti de l'Etat, le PRD, et avec lui une grande partie de la société civile. L'APPO se trouve face à une union sacrée de l'ensemble des forces politiques capitalistes (2). Derrière ces objectifs du premier plan se sont dessinés d'autres objectifs plus généraux et plus pratiques à travers une réflexion sur un nouveau pacte social, à laquelle a été conviée la société d'Oaxaca (par l'assemblée). Ce travail de réflexion et de proposition a commencé le 10 octobre et se prolongera par le moyen de tables de discussion et de dialogue, d'assemblées générales et de retour aux tables de discussion, jusqu'au congrès constituant de l'APPO. Environ 1500 personnes de tous horizons (dont les délégués des communes indiennes) participent à ce travail de réflexion sur un nouveau contrat social. Les tables sont les suivantes : 1. Nouvelle démocratie et gouvernabilité à Oaxaca ; 2. Economie sociale et solidaire ; 3. Vers une nouvelle éducation à Oaxaca ; 4.Harmonie, justice et équité sociale ; 5. Patrimoine historique, culturel et naturel d'Oaxaca ; 6. Moyens de communication au service des peuples.

La solidarité envers ce mouvement insurrectionnel s'exprime sur plusieurs plans, il y a d'abord une solidarité proche et quotidienne, des familles des quartiers qui, à 2 heures ou à 3 heures du matin, vont apporter du café chaud à ceux qui se trouvent derrière les barricades, qui apportent des provisions aux campements, des communes (souvent très pauvres) qui font parvenir de l'argent à l'assemblée. La marche sur Mexico a donné l'occasion à cette solidarité populaire de s'exercer avec toute la générosité dont elle est capable ; le campement qui se trouve actuellement dans la capitale reçoit de l'aide, alimentaire ou autre, de la part de la population. Il y a ensuite une solidarité plus militante du fait de certaines organisations syndicales, politiques et sociales qui s'est exprimée au cours du forum national et international qui eut lieu à Oaxaca le 14 octobre au cours duquel diverses propositions de soutiens ont été avancées : mobilisation nationale et internationale un jour déterminé (à préciser), bloquer la circulation en divers points de la capitale du Mexique, création d'une alliance nationale unitaire, manifestation devant la télévision pour exiger un droit de réponse, campements dans tous les Etats de la république pour exiger la libération des prisonniers politiques et de conscience… En fait, la solidarité s'est surtout manifestée par l'intermédiaire de petits comités (étudiants, libertaires, radios libres, associations civiles, groupes d'extrême gauche, l'autre campagne zapatiste) qui se sont constitués à cette fin et qui offrent un appui logistique (au cours de la marche et dans la capitale) et de communication, informer sur ce qui se passe à Oaxaca (face à la désinformation et la calomnie). Il faut savoir qu'au Mexique les principaux syndicats ouvriers et paysans sont aux mains du pouvoir par le biais du Parti révolutionnaire institutionnel, qui a contrôlé le mouvement ouvrier, et plus tard paysan, à partir de 1920. Ce n'est qu'exceptionnellement que certaines sections syndicales ont pu s'émanciper de la tutelle de l'Etat, comme ce fut le cas de la section 22 du syndicat de l'éducation nationale, le syndicat reste dans son ensemble entre les mains de dirigeants "charros", c'est-à-dire des dirigeants qui sont dans le cercle du pouvoir. Dans ce domaine d'une solidarité effective c'est encore le monde indigène, et paysan (70% de la population d'Oaxaca est indienne) qui l'apporte par sa détermination à mettre fin à la domination des caciques, ceux qui, avec l'appui de tout l'appareil de l'Etat, cherchent à s'emparer à leur seul profit des biens collectifs.

Je ne pense pas avoir répondu à toutes les questions que vous vous posez et surtout y avoir répondu avec la clarté et la précision nécessaires à une bonne compréhension de la réalité. J'ajouterai qu'à mon sens le mouvement insurrectionnel d'Oaxaca est essentiellement empirique et pragmatique, les idéologies sont à sa traîne et elles ne cherchent même pas à le contrôler. Il risque d'être marginalisé par la société civile, cette part indéfinissable, mais importante, de la société attachée aux droits de l'homme contre le droit des peuples et des communautés villageoises (ou de quartiers). C'est un mouvement désarmé face à l'infanterie de la marine mexicaine à laquelle s'ajoutent des bataillons de l'armée de terre et les forces de la police préventive fédérale. Sa marge de manœuvre dans ces conditions est très étroite. (…) Le prochain congrès, le 10 novembre, pour la mise en place d'une assemblée constituante sera déterminant pour l'avenir de ce mouvement social (3).

Oaxaca le 18 octobre 2006.
George Lapierre

Ndlr :

1. Nous avions déjà signalé dans notre précédent numéro la quasi apologie de cette "police communautaire" faite par Lapierre dans son bouquin *Hommes de maïs, cœurs de braise* (Insomniaque, 2002).
2. Au contraire de Lapierre, nous pensons que l'APPO fait partie de ces "forces politiques capitalistes", ne serait-ce que parce qu'elle est constituée d'une partie des organisations de la gauche du capital, et de par son rôle de bureaucrates-médiateurs dans la lutte.
3. Là encore, Lapierre s'illusionne beaucoup sur les capacités de l'APPO, en liant allègrement son destin à celui du "mouvement social", alors que c'est justement sur le cadavre d'une l'APPO de gauche et nationaliste que devra passer ce "mouvement" s'il souhaite passer d'une révolte à l'insurrection. Le 17 novembre d'ailleurs, dans sa *Déclaration aux Peuples du Mexique et du Monde*, l'APPO précisait en son point E) : "*Nous convoquons les forces démocratiques à déposer leurs attitudes sectaires afin de construire l'Unité Nationale au travers de l'Assemblée Populaire des Peuples du Mexique*". Elle se vante aussi dans les résolutions de son congrès constitutif tenu le 13 novembre 2006 d'avoir créé ses propres keufs avec la *Policía del Magisterio Oaxaqueño* (POMO).

Chronique de Oaxaca, 25 novembre

Bien le bonjour,

Nous sommes le samedi matin et nous nous préparons à aller à la manifestation, le point de départ, Santa María Coyotepec, se trouve à plus de quinze kilomètres de la ville, cela en fait hésiter plus d'un et plus d'une autour de moi, quinze kilomètres à pieds sous le soleil de Satan, il y de quoi hésiter en effet. Le tyranneau a pris soin de construire le nouveau et luxueux palais du gouvernement loin de la ville et de ses turbulences. Avec Calderón, le futur président du Mexique, qui va prendre possession du pouvoir à San Lázaro derrière des murailles d'acier élevées tout autour du bâtiment législatif et dans un quartier encerclé depuis plusieurs jours par les policiers et les militaires, ce sont les images les plus délirantes et tordues de la science-fiction qui deviennent réalité. La manifestation doit se terminer par un encerclement effectif des forces d'occupation qui se trouvent sur le zócalo pendant 48 heures.

Nous sommes allés voir les jeunes qui tiennent la barricade de Cinco Señores. El Cholo et el Conejo, ainsi qu'un troisième barricadier, ont été faits prisonniers par un commando de la police ministérielle soutenue par la police fédérale préventive, ils ont été salement tabassés et torturés avant de se trouver derrière les barreaux sous des inculpations grotesques, comme tentative d'homicide, mais qui peuvent leur coûter cher. Les gens de la barricade avaient retiré, sous la pression semble-il du Conseil, certains véhicules pour "libérer le passage", ils ont libéré le passage au commando, finalement. Cela sent la provocation à plein nez. Deux réunions ont eu lieu avec les colonies pour parler de la manifestation et de l'idée de l'encerclement des forces militaires. L'intervention de celle qui est la porte-parole au sein du Conseil de la barricade Los Cinco Señores a été très intéressante : "*Il faut être clair sur les buts, chacun, que ce soit l'Etat ou l'APPO, fait valoir sa scénographie, la mise en spectacle de la confrontation, par exemple, ou du dialogue. Par contre, l'intention reste confuse et floue, on ne poursuit pas un objectif précis et immédiat ou, du moins, explicite, on se contente d'une mise en scène*."

Notre première inquiétude au sujet de l'isolement de la barricade Cinco Señores s'est dissipée au vu de ces réunions, les gens venus des barricades comme Brenamiel, Calicanto, et des colonies se sont reconnus sur des points de vue très proches. Les "dirigeants", du moins ceux qui aimeraient bien être reconnus comme dirigeants, craignent la réaction des quartiers et des barricades, c'est un monde qu'ils ne peuvent contrôler. Dialogue de sourd ? Quoi qu'il en soit, il y a là comme un hiatus qui affaiblit le mouvement. Les habitants des quartiers par exemple ne veulent pas entendre parler de dialogue ou de négociation avec le gouvernement central ni avec les commandants de la Police fédérale préventive. Ils veulent chasser les flics du Zócalo, or l'APPO a perdu une bonne opportunité de le faire, le 2 novembre, quand les porcs ont dû battre en retraite après la bataille de l'université. Ce souhait est-il réalisable ou non ? S'il est réalisable, donnons-nous les moyens de le réaliser, s'il ne l'est pas à quoi rime la manifestation et cette idée d'encerclement ? Deux réunions ont été nécessaires pour ne pas répondre à cette question.

Je reprends cette chronique ce dimanche matin avec des sentiments mêlés et contradictoires dus au relâchement après les moments intenses de cette nuit insurrectionnelle. Tôt ce matin, des équipes de balayeurs tentaient d'effacer toute trace de l'émeute de la veille, des peintres recouvraient avec de la peinture blanche les slogans, des camions-bennes enlevaient les restes des barricades, en vain. Comment gommer les six immeubles, dont le Tribunal supérieur de justice, La Chambre des hôtels et motels, le ministère des Relations extérieures, qui ont été incendiés ? Des flics en civil rôdent, mêlés aux bourgeois, dans les rues autour du Zócalo et des patrouilles composées de quatre à cinq camionnettes remplies jusqu'à la gueule de flics en tenue anti-émeute tournent les unes derrière les autres dans les rues adjacentes. Beaucoup de gens ont été appréhendés, on parle d'une centaine de disparus, d'autres ont pu trouver refuge, ce fut notre cas, dans des maisons amies. Ce ne fut pas une émeute, ce fut le premier pas d'une insurrection. A la jubilation de voir dans la nuit Oaxaca en flammes se mêle le goût amer des massacres et assassinats perpétrés par les forces de l'ordre.

Nous avons rejoint la marche à mi-parcours, beaucoup de monde mais moins de monde que lors de la grande marche du dimanche 5 novembre, moins de slogans, absence des peuples indiens de la Sierra, qui devaient venir, des participants plus tendus, aussi. La rumeur avait couru qu'il allait y avoir des affrontements, que des francs-tireurs embusqués tireraient sur la foule, ou que des commandos de paramilitaires interviendraient, c'est Ulises Ruiz qui était à l'origine de ces rumeurs en laissant entendre qu'il ne contrôlait pas la situation (comme s'il l'avait contrôlée un jour !), cela signifiait en fait qu'il laissait carte blanche à ses tueurs. La marche sous le soleil de midi s'est déroulée sans incidents. A 3 heures et demie, nous étions au centre-ville et les gens ont envahi les rues qui mènent au Zócalo, foule bigarrée, assez silencieuse, fatiguée aussi par cette longue marche. Temps d'orage, mais nous ne savions pas si l'orage allait éclaté ou non. Une longue file s'est formée où l'on distribuait de la nourriture, riz et haricots noirs, et puis rien, quelques groupes descendaient bien les rues pour aller défier la Police fédérale préventive, mais sans trop de conviction, celle-ci était bien protégée derrière des murailles d'acier, le Zócalo était devenu une place forte, à mon sens, imprenable.

Et puis comme un premier éclair, des gamins qui descendent la rue en courant avec un cadi rempli de caillasses, des femmes sur le parvis de l'église les encouragent à grands cris tout en leur demandant de ne pas céder à la provocation. Des pierres partent dans tous les sens, des fusées zigzaguent et éclatent, les cloches de l'église se mettent à sonner le tocsin, on arrache des palissades pour former des barricades, on monte sur la terrasse du bâtiment en construction, des brigades de secours se forment avec coca, eau et vinaigre, des masques de tampax imbibés de vinaigre sont proposés aux combattants, les rues se remplissent de tonnerre et de fumée, l'orage. Il est 4 h 30 de l'après-midi, l'offensive, on se jette à corps perdu contre la place forte en espérant la faire fléchir. Le parvis de Santo Domingo est devenu une carrière à fabriquer du caillou, tous s'activent.

La horde sauvage, la horde de la dignité, face à l'armée de l'ordre, retranchée, bien protégée et supérieurement armée, la place ne cède pas, un espoir, pourtant, dans une rue parallèle, les forces armées, moins bien protégées auraient montré des signes de faiblesse, nous nous y lançons, défiant les grenades de gaz, nous avons des bus à notre disposition, nous en manœuvrons un et nous avançons derrière ce tank improvisé, en vain, les grenades pleuvent de tous les côtés le bus devient alors une barricade derrière laquelle seuls ceux qui ont des masques à gaz peuvent encore résister. Mais l'idée était bonne et nous la renouvelons de l'autre côté, pour le même résultat. C'est alors que se déclenche la contre-attaque, elle nous a surpris et malgré une résistance acharnée, nous nous rendons vite compte que nos positions sont indéfendables : nous nous replions en vitesse vers la place de Santo Domingo sous une grêle de grenades lacrymogènes.

Un court moment de répit, on repart à l'assaut et puis tout se passe très vite après quatre heures de combat, c'est le soir maintenant. Une des filles est intoxiquée par les gaz, tout le centre-ville est devenu irrespirable, nous la conduisons à un poste de secours improvisé dans la bibliothèque publique du peintre Toledo, nous la laissons à l'intérieur et nous nous replions vers les rues perpendiculaires, des bataillons de choc de la police fédérale avancent derrière leurs tanks, nous avons juste le temps de passer. Nous allons faire un tour du côté des associations des droits humains pour rendre compte de la situation, mais surtout pour respirer.

Nous y restons peu de temps, il faut récupérer la copine, un repli des forces de police nous permet de revenir vers Santo Domingo, la copine n'est plus dans le poste de secours, nous la retrouverons plus tard chez des amis, saine et sauve. Les commandos de la police fédérale entrent à nouveau en action derrière leurs tanks, ils cherchent à prendre en tenaille les irréductibles qui se sont regroupés un peu plus bas, nous marchons vite, une porte amie s'ouvre, à quelques secondes près nous étions pris et matraqués. Impuissants nous assistons à une scène terrible, le croisement est noir de flics, les irréductibles ont pu s'échapper mais l'un d'eux est resté prisonnier du camion qu'il conduisait, je pense qu'il avait déjà été atteint et blessé, à la merci de la meute, qui balance des grenades lacrymogènes dans la cabine... (C'était le vrai conducteur du camion, je viens d'apprendre qu'il a réussi à s'échapper au dernier moment, bien que blessé, avec l'aide des jeunes par quel miracle ? Les chiens ont rempli de gaz une cabine vide. Ouf !)

La ville brûle, tout autour rôdent les camions de la PFP à la recherche des derniers mohicans, beaucoup vont pouvoir se cacher dans des maisons hospitalières, rôdent aussi les tueurs à gage d'Ulises Ruiz, nous entendons des coups de feu, la radio signale qu'ils auraient tiré du côté de la barricade Cinco Señores et qu'il y aurait des morts. Un commando vêtu de noir, armé jusqu'aux dents, se trouvent dans les jardins de l'hôpital. Sept personnes en civil, armées de revolvers, sont entrées dans les urgences et ont menacés les personnes présentes. Le bilan est tragique, on parle de quatre morts, le nombre de blessés est incalculable, 149 détenus et 41 disparus. Ulises Ruiz et l'Etat fédéral entendent profiter de la situation pour perquisitionner les habitations, arrêter les leaders de l'APPO, et occuper militairement tout le centre touristique et pas seulement le Zócalo ; leurs prochains objectifs seront la cité universitaire et la barricade de Cinco Señores ; ils n'arrêteront pas le mouvement, qui, selon mon sentiment, va se reconstituer rapidement, c'est un simple coup de vent d'un mouvement insurrectionnel venu des profondeurs de l'Etat d'Oaxaca. Les communautés indiennes de la Sierra Norte n'y ont pas participé, ils se doutaient bien de ce qui allait se passer, ils ne voulaient pas affaiblir leur force dans une escarmouche.

Oaxaca, le 26 novembre 2006.
George Lapierre

[Paru sur a-infos.ca en français
le 27 novembre 2006]

Une seconde chronique de Oaxaca

Le samedi **25 novembre**, au 188e jour de conflit, la mégamarche est arrivée dans le centre-ville après 15 kilomètres dans les pattes, elle était bien différente des précédentes et paraissait plus grave, après avoir tenté d'encercler le zocalo et les rues adjacentes ou s'était concentrée et fortifiée la PFP (Programa Foxista conta la Pobreza). Il était l'heure de se restaurer et chacun est resté ainsi pendant une paire d'heures sur sa position dans une ambiance assez pesante... puis, malgré les appels à ne pas céder à la provocation, à rester pacifique et organisé, sans crier gare la bagarre a éclaté. Chacun était prêt et les masques et le vinaigre ont commencé à circuler, les flics barricadés nous balançaient de leurs positions des salves de grenades lacrymogènes et bien vite un brouillard gris s'est étendu sur tout le centre. Les insurgés malgré leur nombre, leurs équipements hétéroclites, leur détermination et leur courage, n'ont pas pu faire reculer les flics et, après quelques heures d'affrontements violents, les flics ont commencé à avancer en direction de Santo Domingo où les gens se dépêchaient de se faire des munitions de pierres de toutes tailles en démolissant le parvis de la cathédrale, dans les rues à côté, et des terrasses des maisons les pierres volaient en direction des flics, des jeunes derrière de grands boucliers (des portes) avançaient en ligne au plus près du contact avec les flics afin de lancer les cocktails Molotov et autres projectiles en étant sûrs d'atteindre leur cible.

Des barricades improvisées se construisaient précipitamment, des incendies s'allumaient pendant que le soir tombait. A Santo Domingo, Flavio Sosa (un "leader" de l'APPO, complètement compromis au jeu politique, celui-là même qui en appelle au pape) exhortait les gens à cesser les combats, la réponse de la foule a été claire : "*Tire-toi, fils de pute, ou commence à te battre !*", "*C'est le peuple qui commande !*" Alors qu'il quittait la place, il déclara la situation incontrôlable aux journalistes présents...

L'offensive des flics se fit encore plus brutale à l'approche de Santo Domingo. Au poste de secours improvisé du IAGO (la bibliothèque de Toledo) arrivaient de nombreux blessés ou intoxiqués en même temps que des gens inquiets et désespérés de ne pas retrouver des membres de leur famille. Nous avons dû quitter Santo Domingo devant l'hallali des chiens et trouver refuge dans une maison à proximité. De là, nous pouvions observer la rue et apercevoir au loin, dans la nuit, de grandes colonnes de volutes éclairées par l'incendie des bâtiments au dessous.

Après un court répit, les flics ont repris leurs basses œuvres en ouvrant la chasse aux attroupements épars. De là où nous étions, nous avons pu observer d'assez près la sauvagerie sans limite de ces chiens : un jeune au volant d'une "pipa" (un camion-citerne qui transporte de l'eau) s'est retrouvé, à un carrefour, nez à nez avec les flics qui venaient d'une rue perpendiculaire. Il s'est enfermé dans le camion pour ne pas se faire défoncer la gueule, les flics ont tiré une cartouche de gaz à travers le pare-brise du camion qui s'est arrêté et ont poursuivi leur chemin. L'épaisse fumée sortait de tous les orifices de la cabine, les flics étaient partout dans la rue et personne n'a pu porter secours au chauffeur qui est resté, certainement inconscient, un bon quart d'heure dans cette chambre à gaz. Les flics, au retour, ont mis un masque à gaz, l'un d'eux a pris la place du chauffeur et ils sont repartis avec le camion et le jeune toujours dedans...

A ce stade, la répression de la manifestation a fait au moins une quarantaine de blessés, plus de cent arrestations, pour l'instant nous ne connaissons pas le nombre exact de disparus (certainement plusieurs dizaines) et on parle de quatre morts. Les flics ont tiré des balles en caoutchouc et, par moment, à balles réelles. Une bonne partie de la nuit, des convois de la PFP ont sillonné les rue de la ville à la recherche d'irréductibles. Il y a de nombreux témoignages dans les journaux de ce matin, sans parler des nombreuses photos qui illustrent la cruauté et la sauvagerie répressive. De leur côté, les insurgés ont mis le feu au tribunal supérieur de la justice, aux bureaux des jugements fédéraux, au secrétariat du tourisme, à l'association des hôtels et motels, à l'entrée de l´hôtel de luxe "Cuatro Caminos", une partie du théâtre Juarez a également souffert des flammes à cause de sa proximité avec un des bâtiments publics, sans parler des dizaines de véhicules qui illuminaient la nuit...

(...)
Cet après-midi pendant que j'écrivais ce petit récit, nous entendions le survol d'un hélicoptère sur la ville...

A bientôt. M, le 26 novembre 2006

[Lettre publiée sur indymedia Liège
le 27 novembre 2006]

Solidarité directe avec les oppriméEs et exploitéEs de Oaxaca et du monde, pas avec l'APPO et ses leaders corrompus

A LA LECTURE DES COMMUNIQUÉS DE L'APPO et d'autres organisations, collectifs et individus qui aujourd'hui lui servent de figurants, y compris certainEs compagnonNEs anarchistes naïvement à la remorque de ce tas de fumier bourgeois et autoritaire, nous nous demandons sincèrement si nous parlons de la même chose ou, pire encore, si nous habitons le même pays, ou bien si ce qu'ils nous racontent se passe sur une lointaine galaxie.

Sans doute, la révolte excite la petite bourgeoisie et celle-ci ne pense qu'à apporter de l'eau à son moulin, en utilisant les oppriméEs et exploitéEs comme chair à canon dans les guerres de pouvoir intestines que se livrent ses différentes factions.

Il est certain que tout a commencé début mai avec la mobilisation combative des travailleurs de l'éducation pour des revendications salariales et que cela s'est ensuite étendu considérablement grâce à la solidarité de larges secteurs des oppriméEs, puis face à la répression de la Police d'Etat le 14 juin. Mais il est tout aussi certain que la création de ce qu'on appelle l'Assemblée Populaire des Peuples de Oaxaca (APPO) est UNIQUEMENT à mettre au compte de l'opportunisme des leaders corrompus d'une douzaine d'organisations clientélistes, mécontentes des coupes budgétaires relevant du gouverneur Ulizes Ruiz, celui-là même qui les allaitait depuis des temps immémoriaux.

C'est précisément l'opportunisme de ces organisations clientélistes, de même que les intérêts et les croche-pattes syndicaux (de l'officialiste Syndicat de Travailleurs de l'Education avec à sa tête la chef gangster Elba Esther Gordillo, comme de la soi-disant Coordination Démocratique et du Conseil Central de Lutte) lors de l'"émergence" de l'APPO, qui a donné le coup de grâce au mouvement révolutionnaire naissant à Oaxaca.

Loin de ce qu'elle veut faire croire et malgré le discours "radical" avec lequel elle tente de semer la confusion en appelant à défendre la "commune d'Oaxaca", l'APPO n'est rien d'autre que la sépulture officielle de la contestation sociale, non seulement au sud, dans l'Etat de Oaxaca, mais sur tout le territoire mexicain. Derrière ces sigles se cachent les intérêts économiques et politiques de la gauche du Capital et pullulent les léninistes de toutes couleurs (staliniens, maoïstes, trotskistes) comme, bien évidemment, la social-démocratie et autre bourgeoisie "propre", sous couvert du projet pejelagardista d'un capitalisme "plus humain". Son objectif principal est d'améliorer l'ordre démocratique bourgeois par des réformes d'Etat et en remplaçant un rat de gouvernant par un autre, disposé à distribuer les miettes du gâteau.

De cette manière, l'APPO et ses dirigeants corrompus, cachant les vrais intérêts de la fraction en lutte qui leur correspond, sont venus neutraliser l'autogestion de la lutte. Ils ont ainsi détourné et canalisé la désobéissance et la contestation sociale vers des suppliques démocratiques et la défense



de l'ordre bourgeois. Ils ont utilisé à leurs fins politiques toutes les personnes sincèrement en lutte qui ont rejoint la solidarité en toute conscience et se sont confrontées aux chiens en uniforme de l'Etat-Capital.

Mais ces dirigeants corrompus qui servent aujourd'hui la gauche du Capital et asphyxient la révolte des oppriméEs et exploitéEs pour apporter de l'eau à leur moulin, ont des visages, des noms et des prénoms et nous avons bonne mémoire dans notre antagonisme à l'Etat-Capital.

Ce nid de leaders corrompus qui constituent l'APPO ont déjà une longue histoire à la gauche du Capital, ce sont les gens à la botte de Flavio Sosa, anciennement député du PRD qui rejoindra plus tard la campagne de Vicente Fox, pour former ensuite le parti Unidad Popular d'Oaxaca (avec d'autres éléments du Frente Popular Revolucionario), le même qui a favorisé le PRI dans les commissions qui ont amené Ulizes Ruiz au gouvernement de l'Etat d'Oaxaca (Revue Proceso 1560, 24.09.06).
On peut citer aussi des staliniens comme Rogelio Pensamiento, leader du MULT (Mouvement d'Unification de la Lutte Triqui), groupe le plus représenté au sein de l'APPO avec le Front Populaire Révolutionnaire dont font partie presque tous les dirigeants actuels), connu, selon les déclarations de Ochoa Lara (avocat de l'APPO) pour ses "*accords avec les gouvernements du PRI*". Ou encore des mythomanes et profiteurs de l'acabit de Raul Gatica, leader du clientéliste Conseil Indigène Populaire d'Oaxaca Ricardo Florès Magon (CIPO-RFM), cynique au point de se présenter sous le drapeau autonome et anarchiste afin de collecter des fonds pour son "exil" doré au Canada et à Barcelone. Que dire en outre de l'arrivée parmi ces dirigeants de Zenen Bravo Castellanos, Erangelio Mendoza et du stalinien octogénaire Felipe Martinez Soriano, ex-recteur de l'Université Autonome de Oaxaca Benito Juarez et militant de l'organisation de guérilla PROCUP-PDLP, aujourd'hui intégrée dans l'EPR ? Sans parler de l'arrangement en sous-main (sur le dos de la base) avec la partitocratie de gauche et de tout le fric qu'ils reçoivent de sénateurs et de députés, voire directement des coffres du PRD (Parti de la Révolution Démocratique, opposition "de gôche"). Ni de l'annonce faite par les dirigeants

de l'APPO, selon laquelle une délégation émanant de celle-ci se rendra le 20 décembre prochain à Mexico pour participer à la protestation de Andres Manuel Lopez Obrador, mais seulement comme expression de la lutte pour la démocratie, et pour empêcher que Felipe Calderón ne proteste, si Ulizes Ruiz ne démissionne pas ou demande à être démis de ses fonctions avant le premier décembre.

CompagnonNEs, si nous mettons les points sur les "i" et nous dénonçons toute cette pourriture qui vise à détourner et à mettre fin à la lutte contestataire qui, aujourd'hui, reprend des forces dans différentes régions du monde, et si nous exposons les véritables intérêts que la gauche du Capital occulte quand elle manipule les mobilisations et la révolte, ce n'est pas pour enlever de l'importance aux manifestations de combativité révolutionnaire et anti-autoritaires qui sont notamment apparues au cours des affrontements contre les chiens de garde de l'Etat-Capital. C'est encore moins pour appeler à abandonner l'insurrection. Au contraire, nous sommes à la recherche de la réflexion consciente qui nous permette de dépasser ces groupes clientélistes et tout ce ramassis de leaders corrompus, et d'étendre la guerre sociale par l'insurrection généralisée.

Anarchistes insurrectionnalistes, nous avons le devoir et la responsabilité de signaler (comme nous l'avons déjà fait à l'époque où la bourgeoisie de gauche appelait à voter pour l'AMLO) que cette guerre de rapine entre fractions de la bourgeoisie N'EST PAS NOTRE GUERRE.

Nous ne livrons pas la guerre sociale pour un capitalisme plus humain ou pour maquiller l'exploitation et l'oppression. Nous ne nous battons pas pour améliorer l'ordre bourgeois, ni pour l'alternance dans la partitocratie. Nous ne visons pas à destituer un gouverneur satrape pour en mettre un autre à la place, à faire partir Fecal et la mafia du YUNKE du siège présidentiel pour les remplacer par Bejarano et sa bande de dealers et de spéculateurs du "logement digne". NON, notre guerre vise à la destruction de l'Etat-Capital, pour le Communisme, pour l'Anarchie. Et ceci n'est possible que par l'autogestion de la lutte, par la splendeur du feu antagoniste, rejetant le discours de contention des syndicats, des partis et les appels à "la sagesse" de ces patriarches profiteurs des organisations clientélistes qu'on appelle par euphémisme "organisations sociales".

Dans la guerre sociale, la droite et la gauche du Capital (qu'elle soit social-démocrate ou stalinienne) sont tout autant les ennemies des oppriméEs et exploitéEs et cela, les protagonistes anti-autoritaires et libertaires des luttes d'Oaxaca le savent bien.



Aujourd'hui, l'insurrection redevient l'arme sans pareille des oppriméEs et exploitéEs, à la surprise amorphe des maquilleurs de la société du spectacle, des spécialistes en occultation et camouflage de la réalité, des vendeurs d'illusions et d'espoirs. Une fois de plus, les montreurs de marionnettes n'ont pas réussi à manipuler à temps les fils cachés pour freiner les désirs insurrectionnels des oppriméEs. C'est pour cela qu'ils crient hystériquement aux "complots d'extrême-droite" lorsque tonnent les engins explosifs (1).

L'extension de la lutte et sa potentialité montrent une nouvelle fois que l'insurrection libertaire n'appartient pas au passé et qu'on peut sortir de la résignation, de l'aliénation et de l'attente du "paradis promis" pour devenir le pire cauchemar du pouvoir, la joyeuse dynamite qui, ici et maintenant, fait exploser l'Etat-Capital.

C'est pourquoi, en appelant à la solidarité avec le peuple de Oaxaca, nous appelons à étendre la guerre sociale, à abandonner le pacifisme réformiste, les manifestations moutonnières et les bouts de papier des pétitions.

Nous sommes anarchistes insurrectionnalistes et nous savons que nous devons détruire totalement l'Etat-Capital. Nous invitons et incitons pour cela à dépasser le discours réformiste qui demande la destitution d'un fonctionnaire et réclame la "démocratie". Nous exhortons aussi à attaquer frontalement tout ce qui nous opprime.

Vive la splendeur du feu antagoniste, la joie du vol indomptable des cocktails molotov, la jouissance des machettes insurrectionnelles au vent, les détonations festives des bazookas en PVC, le charme du bourdonnement joyeux des pierres rebondissant sur les boucliers et les casques des laquais gardiens de l'Etat-Capital !

Coordinadora Insurreccional Anarquista
Mexico, Planète Terre, le 16 novembre 2006
insurreccion_acrata@yahoo.com.mx

Pour les personnes emprisonnées à Oaxaca et tous les prisonnierEs "politiques" et "sociaux" du monde.
Pour l'extension de la guerre sociale.
Pour l'insurrection généralisée.
Pour la destruction de l'Etat-Capital !

Ndt:
1. Le 6 novembre 2006 au matin, trois engins explosifs sautaient à Mexico contre le Trife (le tribunal électoral), le quartier général du PRI et la banque canadienne Scotiabank. Cinq mouvements de guérilla ont revendiqué cette attaque le lendemain, demandant la démission d'Ulises Ruiz et le retrait des forces fédérales de Oaxaca. Flavio Sosa, l'un des leaders de l'APPO, a aussitôt déclaré : "*nous n'avons rien à voir avec cela. Notre combat est pacifique et démocratique*".

[Traduit de l'espagnol.
Publié sur Klinamen.org, le 21 novembre 2006]

Au Chili, ça continue!

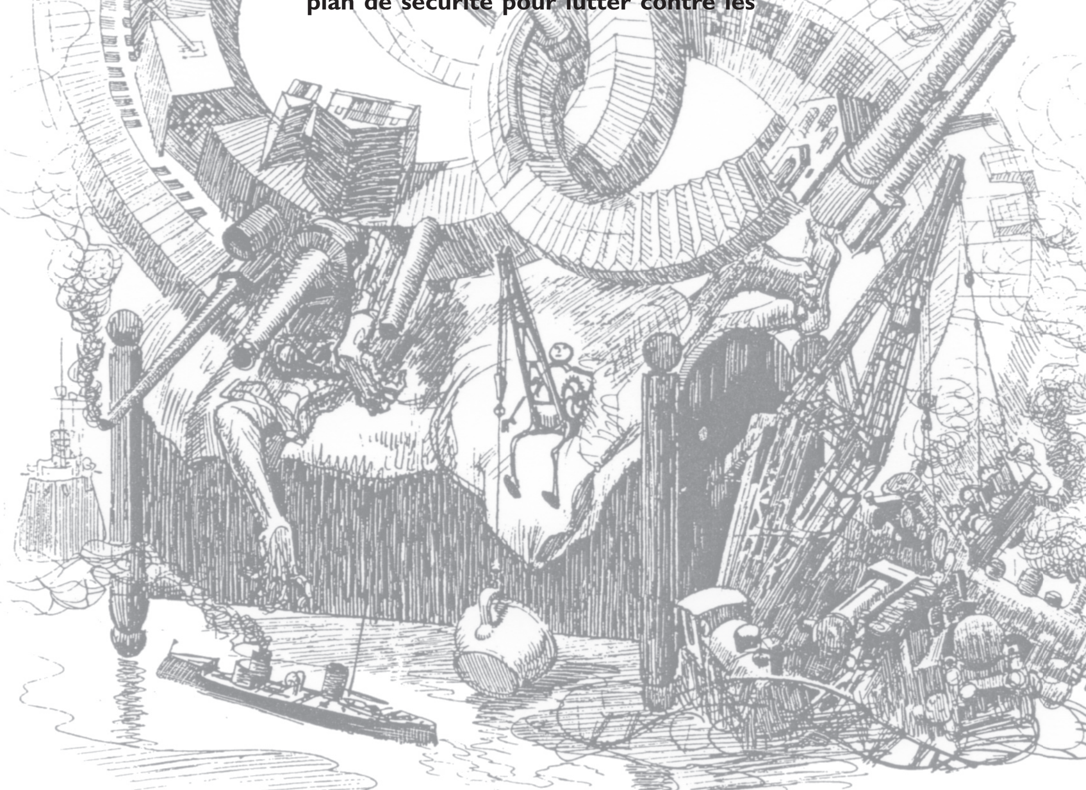
Le 11 septembre 2006, la nouvelle présidente socialiste Michelle Bachelet a tenté l'Union Sacrée avec la commémoration du coup d'Etat militaire de Pinochet, le 11 septembre 1973. Elle pensait le recueillement de mise, mais malgré les appels au calme et au pacifisme des associations des droits de l'Homme, des partis et syndicats, les grandes manifestations des 10 et 11 septembre ont connu de nombreux débordements. A Santiago le 10, une centaine de manifestants masqués lancent plusieurs bouteilles de peinture contre le palais de la Moneda (palais présidentiel) et un molotov qui parvient à provoquer un incendie qui dévorera une de ses salles. Les jeunes rebelles continuent ensuite en s'attaquant à une banque, un Burger King et du mobilier urbain. Arrivés près du cimetière général, ils feront face aux forces de l'ordre. Les affrontements se sont étendus sur presque trois jours dans plusieurs villes (Arica, Temuco, Valparaíso et Concepción), neuf policiers ont été blessés, tout comme une quarantaine de manifestants - dont deux mineurs par balles - et il y a eu sur l'ensemble du pays plus de 300 arrestations.

Par ailleurs, le mouvement dans l'éducation a repris de plus belle, continuant de réclamer des réformes structurelles que ne satisfait pas le Conseil Présidentiel d'Education mis en place par la présidente comme seule réponse au mouvement de protestation de mai-juin derniers. Les lycéenNes ont donc entamé un mouvement d'occupation de leurs établissements. Les carabiniers sont intervenus très brutalement pour évacuer les lieux, mais se sont parfois heurtés à une forte résistance, notamment au lycée d'Application où les étudiants leur ont balancé des pierres et toutes sortes de pièces de mobilier depuis la terrasse. Elles et ils ont dégagé de la même manière le traître président du conseil de professeurs venu parlementer avec eux.

En septembre et en octobre, les manifestations non autorisées de lycéens se sont multipliées, donnant lieu à de nombreux affrontements avec les forces de l'ordre.

C'est dans ce climat tendu qu'a eu lieu, le 26 septembre, une manifestation de 3000 personnes rassemblant divers secteurs, notamment de fonctionnaires, appelant à paralyser le pays contre le chômage et la politique d'austérité du gouvernement de Gôche. Ce dernier a pour l'occasion pondu un nouveau plan de sécurité pour lutter contre les "vandales et les troubles". Un millier de carabiniers se sont déployés contre les manifestantEs, les consignes de fermeté étant d'arrêter et de réprimer toute forme de débordement.

Plusieurs molotovs ont été trouvés près du siège du Parti Socialiste et, juste avant la manif, la police spéciale a fait une descente dans un squat d'activités du centre de Santiago où vivaient six personnes, *La Mansión*. Lors de la perquisition, toutes sont arrêtées, dont un anarchopunk barcelonais, Miquel Balaguer Yus, aussitôt accusé de faire le lien entre la subversion anarchiste espagnole et chilienne avant d'être menacé d'expulsion. Pour justifier leur incarcération, les keufs et les médias parlent d'une «usine à molotov» en se basant sur la découverte... de pauvres bouteilles vides et de littérature anti-autoritaire du collectif *Corriente Anarquista Revolucionaria* (CRA), accusé par les inquisiteurs démocrates d'être à l'origine de l'attaque incendiaire du 10 contre le palais de la Moneda. Les six compagnons (Alvaro Pinto, Jorge Fernández, Victor Núñez, Carla Monsálvez et Miquel) sont inculpés d' "*association illicite*", "*possession d'armes illicites*" et de "*vol*".



Prison et répression des anarchistes au Chili

A l'aube du 26 septembre à Santiago du Chili, le OS-9 et la LABOCAR des Carabiniers ont fait une descente dans une maison occupée située au numéro 165 de la rue San Ignacio, suite à quoi 6 compagnons ont été arrêtés.

Cette opération de police politique, dirigée conjointement par le Ministre de l'Intérieur, l'A.N.I. (Agence Nationale de Renseignement) et les forces armées, n'est rien d'autre que la manière qu'utilise l'Etat pour freiner l'offensive des luttes qui se manifestent au Chili. D'un côté, il impose la peur et la terreur à ceux qui veulent rompre avec l'ordre dominant de manière violente, tandis que d'un autre il sème la panique et répand une paranoïa collective, stigmatisant et réduisant tout ce qui relève de la violence révolutionnaire, afin d'isoler, de séparer et de faire oublier toute lutte à l'intérieur de notre classe.

Depuis que les luttes sont allées croissant, se sont articulées et se sont montrées telles qu'elles sont, l'Etat et ses organes de répression (syndicats, partis, medias) ont préparé le terrain pour cette action répressive.

Il suffit de se rappeler qu'après l'explosion contre l'A.N.I en janvier dernier [revendiquée par un groupe anarchiste], les médias ont fait leurs choux gras de l'existence d'organisations anarchistes à caractère violent et destructeur, banalisant ainsi leur lutte et la réduisant uniquement et exclusivement au fétichisme du feu, c'est à dire au côté purement spectaculaire, sans même évoquer l'organisation qui, à la base, croît et progresse dans le déroulement sans fin des luttes nées du quotidien.

Ce premier mai, les journaux comme le quotidien sensationnaliste et bourgeois *La Nacion* qui titrait sur "*les drapeaux anarchistes rouges et noirs qui resurgissent*" ont fait mention d'organisations, de collectifs anti-capitalistes et ont dénoncé ce qui dans leur pratique relève de ce ce sujet actuellement si médiatique : LA VIOLENCE. Pourtant, ce premier mai n'a pas été le plus violent, ou bien ne se rappellent-ils pas 2003, lorsque le vice-président du CUT a perdu un œil et quand plusieurs locaux commerciaux ont été pillés et complètement détruits dans la gare centrale ?

Nous arrivons ainsi en septembre, mois typique de lutte et, pourquoi pas, d'hommage à celles et ceux qui sont tombéEs, donnant leur vie pour changer l'ordre imposé. Ce qui aurait pu se passer ne s'est pas produit : voir le palais de la MONEDA de nouveau en flammes.

Face à ce climat tendu créé par la criminalisation de la lutte par l'Etat, la gauche réformiste, le bloc progressiste du centre et les bourgeois pour la conciliation entre les classes, nous ne pouvons qu'appeler à la SOLIDARITE DE CLASSE ET REVOLUTIONNAIRE avec les compagnons réprimés au cours de cette action.

Chaque fois que la lutte de classes s'accentue ou chaque fois qu'elle se montre sous son vrai visage, devient plus évident qui sont ceux qui défendent ce monde et, à l'inverse, ceux qui veulent réduire en cendres la réalité qu'ils subissent. A ce point, les forces antagonistes doivent être capables d'identifier clairement leurs ennemis de classe, car la réaction la plus dommageable est dans "nos propres rangs", se donnant des airs antagonistes au capitalisme mais coexistant librement et démocratiquement avec les riches et les puissants.

Les séquelles de notre histoire en tant que classe sont présentes et nous pouvons reproduire à l'infini ce passé dans les escarmouches qui ont lieu aujourd'hui. Mais il suffit de se souvenir et de regarder en arrière. Nous arrivons en un temps où la polarisation devient évidente lors de ces moments de clair antagonisme. La position prolétaire ne se réduit ainsi pas à un mythe antagonique, ni même à un discours préfabriqué. Au contraire, la position du prolétariat contre la bourgeoisie est matérielle, pas idéale, car elle fait partie d'un projet historique qui vise à la destruction de la société de classes et de la propriété privée, démasquant les faux critiques et ses défenseurs.

Nous savons qu'il n'y a pas de hasards ; quand ils se répètent encore et encore, c'est que quelque chose est en train de bouger. Nous savons que l'Etat utilise ses forces de l'ordre pour assassiner et emprisonner ceux qui ne se soumettent pas au joug bourgeois et pour implanter son projet macabre.

Nous appelons par conséquent à se solidariser activement et de manière révolutionnaire avec les compagnons incarcérés au Chili et partout dans le monde en étendant le réseau de complicité avec les exploités qui se rebellent. En avançant, en nous unissant [sic] et en détruisant tout ordre imposé.

PARCE QUE LA HAINE DE CLASSE N'EST PAS UN MOT D'ORDRE NI UNE FARCE, C'EST UNE REALITE EN ACCROISSEMENT ET DEVELOPPEMENT CONSTANT.

FACE A L'ETAT POLICIER, GUERRE SOCIALE !!

****

Les jeunes accusés dans le montage du Gouvernement et des médias sont sortis, ce qui n'empêche pas les descentes et les détentions arbitraires de continuer.

Il ne pouvait en être autrement. Les jeunes squatteureuses accuséEs le 26 septembre dans un grossier montage médiatique d'avoir monté une "usine à cocktails molotov" ont été remis en liberté conditionnelle le 7 octobre. Les 4 hommes et 2 femmes qui, il y a deux semaines, ont été arrêtéEs pour «*possession d'armes incendiaires*» et «*association illicite*» ont été détenus sept jours dans l'attente d'une enquête destinée à prouver leur culpabilité sur les charges qui leur étaient imputées. Les explications ridicules de monsieur Velasco et des carabiniers qui se basaient sur les recherches des services de "renseignement" pour mettre en échec "les violents" indiquant rien de moins qu'on avait affaire à une cellule terroriste clef, se sont avérées totalement absurdes. La justice, pourtant sous l'influence du "señor" Intendant de Santiago, Victor Barrueto et du Gouvernement, n'a finalement pas

décrété que ces jeunes constituaient un danger pour la société (par deux votes contre un) et les six compagnons sont sortis.

Comme l'enquête est en cours, le ministère public (dont est en charge Leonardo de La Prida, "*expert en groupes anarchistes*" [1]) devra faire preuve d'imagination pour prouver aux "citoyens" qu'il "*garde effectivement le contrôle de la situation*". Bien sûr, ils comprennent que les conflits se déroulent sur un plan structurel et que les expressions plus radicales des exploités cessent peu à peu d'être des événements isolés. C'est pourquoi, ils ont besoin de "boucs émissaires" pour mettre fin par la peur et les poursuites au mouvement populaire qui, petit à petit, commence à se réarticuler.

Mais on peut apprécier la blague que se sont avérés être le gouvernement et la "main de fer" médiatique du sinistre Ministre de l'Intérieur de gauche Belisario Velasco, puisque leur propre justice ne légitime même pas leur discours pathétique d'"*éradication de l'ennemi intérieur*". Pendant ce temps, le Sous-secrétaire de l'Intérieur et d'autres personnages du "gouvernement citoyen" continuent d'assurer que les six jeunes anarchistes sont un danger pour la société et qu'ils finiront bien en prison. Ca fait rire de penser que, malgré une réunion de plus d'une heure entre monsieur Barrueto et le juge en charge du dossier, ils ne sont pas parvenus à rendre ce montage crédible.

Les médias, étonnement, se sont tus. Aujourd'hui, nous n'avons pas vu les gros titres en lettres rouges des quotidiens. Les médias serviles, à quatre pattes et le pantalon baissé devant les entrepreneurs, ne reconnaîtront pas leur participation à ce grossier montage. Mais nous le leur rappellerons promptement, nous leur rappellerons les gros titres et leurs articles. Aujourd'hui la "fabrique de molotov" n'existe pas, car elle n'a jamais existé. La criminalisation du mouvement anarchiste est une création des médias, du gouvernement et en dernier lieu du capital. Mais au moins cette fois, le résultat en a été pathétique. Personne n'y a cru et pas même leur justice. Les jeunes ont été emprisonnéEs sur ordre du gouvernement, dans la chasse aux sorcières qu'ils ont déclenchée. C'est une preuve de plus que les capitalistes, ceux qui maintiennent ce système d'exploitation, considèrent les anti-capitalistes qui s'expriment au-delà de leurs paramètres comme leurs ennemis, et historiquement ils ont démontré qu'ils feront tout leur possible pour les exterminer.

Collectif de Contre-information Hommodolars

Ndt :
1. Leonardo de La Prida est chargé d'enquêter sur les délits de cette année et particulièrement sur les incidents au cocktail molotov contre le Palais de la Moneda, le 10 septembre dernier.

COMMUNIQUE DES COMPAGNES ET COMPAGNONS DETENUES LE 26 SEPTEMBRE

De la Prison de Sécurité Maximale et du COF

Nous voici donc, sept jours après la descente brutale qui a eu lieu dans l'espace libéré de San Ignacio 165, connu comme "la maison sinistre" [ou gauchiste, jeu de mot sur *siniestra*]. Au cours de cette descente, pas moins de 50 agents répressifs du GOPE (Groupe d'opérations spéciales des carabiniers), et des compagnies OS-7, OS-9, SIP, Dipolcar, Labocar sont intervenus, faisant irruption vers 5 heures du matin, nous tirant de nos lits en nous pointant avec des fusils d'assaut et nous maintenant ensuite à plat ventre au sol, pratiquement nus pendant une heure et demie. Nous dénonçons la manière dont se sont déroulés ces faits. Etant donné le peu de preuves exposées par ceux qui nous ont appréhendéEs, nous considérons qu'il s'agit ni plus ni moins qu'une persécution idéologique effectuée par le juge, à l'instigation du Ministre de l'Intérieur et de l'Intendance de Santiago, soutenue par les moyens serviles de désinformation qui, à l'envie et sans aucun fondement, ont rendu publics des termes tels qu' "usine à molotovs", "organisation criminelle", "vandales", "narcotraficants", "leaders de mouvements fictifs", etc.

Nous ne voulons pas laisser passer la déclaration qui nous paraît grave et provient du Ministre de l'Intérieur, le *shériff* Belisario Velasco, selon lequel nous aurions été arrêtés en flagrant délit de fabrication de bombes. C'est absolument et définitivement faux.

Il est clair que nous représentons un danger pour le modèle de vie dominant. Nous rejetons l'obligation de travailler pour que quelqu'un se remplisse les poches du fruit de notre labeur et de recevoir l'aumône à la fin du mois. Nous ne croyons pas en l'argent comme moyen de nous rapporter avec les personnes et notre environnement. Nous ne croyons pas en leurs formes de représentativité. Nous refusons la consommation comme unique forme de liberté que nous offre le système. Nous ne sommes pas liés à leurs symboles patriotiques et aux absurdes frontières qu'ils prétendent nous imposer. Et, par-dessus tout, nous revendiquons la lutte de celles et ceux qui se sentent oppriméEs. Nous savons que nous avons choisi le chemin correct et la situation dans laquelle nous nous trouvons ne fait que confirmer nos idéaux et convictions.

C'est pour tout cela que, de la Prison de sécurité Maximale et du centre d'Orientation Féminine (COF), nous lançons un cri d'espoir, de soutien et de solidarité aux compagnes et compagnons qui ont pris ce même chemin. Nous lançons un appel à ne pas avoir peur et à partager le sentiment que nous éprouvons ; à ne pas tergiverser, à ne pas reculer, à partager ce qui est le plus difficile : affronter ce système.

Nous remercions les manifestations de solidarité et d'amour, particulièrement de nos familles et de nos compagnes et compagnons de cette longue route.

NON AUX PRISONS ET A TOUS LES ETATS !!
SALUT ET LIBERTE

Jorge, Alvaro, Victor, Miquel, Carla et Danae.
Santiago du Chili, le 3 octobre 2006

La répression continue, les descentes et les arrestations aussi

• Le coup dur porté à l'arsenal répressif de Velasco, avec la libération des «six de la Mansión», ne semble pas l'avoir découragé dans sa lutte contre les mouvement sociaux puisque, selon lui, la politique du gouvernement ne changera en rien. Bien que la presse se taise, nous savons que les forces de police continuent à faire des descentes dans des maisons et à arrêter arbitrairement des personnes, dans divers quartiers de la capitale.
Le même 6 octobre 2006, c'est Gustavo Fuentes Aliaga (un jeune homme de 26 ans) qui a été arrêté par la police, accusé d'avoir lancé deux molotovs contre la porte du Cimetière Général et sur un canon à eau, lors de la manifestation du 10 septembre dernier. Les "preuves irréfutables" ? "*Des vêtements trouvés chez lui*"... D'autre part, au moins 3 personnes seraient aux mains de l'appareil répressif pour leur participation supposée à des groupes "anti-système". Evidemment, les policiers en civils multiplient les infiltrations des organisations sociales, de même que les "primes" à la délation sous couvert de "*mieux contrôler le trafic de drogue*".

• Le 9 octobre 2006, dans la commune d'Independencia, la brigade OS-9 des carabiniers a arrêté Jorge Lizama Sazo pour avoir participé aux débordements qui ont eu lieu lors de la manifestation du 10 septembre dernier dans la capitale.
Ce jeune homme âgé de 18 ans est accusé de destructions dans le local de restauration rapide Burger King, en plein centre de Santiago et aurait en outre été désigné par des participants à la marche comme étant l'auteur de l'attaque incendiaire sur le Palais de la Moneda le même jour.
Selon les carabiniers, Lozama aurait "reconnu" sa participation aux affrontements avec la police aux abords du Cimetière Général et tout au long de la manifestation de commémoration du coup d'Etat de 1973.
Il a été arrêté à son domicile, après avoir été reconnu sur des images de la télévision ou des photos prises par des journalistes qui couvraient la manif. Bien que son visage soit masqué, certaines personnes ont reconnu un sweat-shirt d'Iron Maiden qui lui appartiendrait.
Au cours de quatre perquisitions effectuées dans la région métropolitaine, les vêtements de quatre autres personnes identifiées comme faisant partie des protagonistes des incidents les plus graves durant la manif, ont été saisis. Il s'agit de Rodrigo Camargo, de Jorge Alegria (jeune antifa déjà entendu après s'être fait tabasser par un groupe de néo-nazis), de Natalia Herrera Neira et de Tomas Vergara Allende. Il n'y a rien contre eux, mais la police continue d'enquêter, de même qu'elle mène l'enquête sur le collectif anarchiste *Corriente Revolucionaria Anarquista* (Courant révolutionnaire anarchiste).

• Le tribunal de Iquique a prononcé aujourd'hui 7 novembre 2006 des peines de deux ans et un jour et deux ans de prison à l'encontre de deux lycéens, arrêtés en possession de cocktails molotov lors d'une des nombreuses manifestations d'élèves, du 10 mai dernier.
Les deux jeunes, âgés de 18 ans, Emanuel Rodriguez Sepulveda et Peter Mondaca Cardenas avaient été fouillés au cours d'un contrôle d'identité. Dans l'un des sacs à dos avaient été trouvées des bouteilles en verre et des mèches, tandis que l'autre contenait des bouteilles en plastique pleines d'essence.
Pendant le procès, le procureur a requis des peines effectives de prison, "*eut égard à la gravité de l'infraction commise contre la Loi de Contrôle des Armes et Explosifs et au danger qu'ils représentent pour la société*". Cependant les deux jeunes ont obtenu la libération conditionnelle. C'est l'une des premières condamnations pour ce type de délits au Chili.



L'Etat dispose maintenant d'un maudit expert en répression qui a de l'expérience en la matière. Nous faisons référence à Belisario Velasco, qui porte la marque du terroriste d'Etat. Ce misérable a été l'un des cerveaux de la *Oficina* sous le gouvernement du démocrate putschiste Patricio Alwin, avec ses amis Krauss et Schilling qui, au cours de ces mêmes années, ont mené la répression contre les organisations révolutionnaires à grands coups d'arrestations, de tortures, de prisons de haute sécurité et de lâches exécutions sommaires, comme celle du militant Marco Ariel Antonioletti, délivré de prison par un commando Lautaro, mais assassiné d'une balle dans la tête par la police. Dans le même ordre d'idées, il y aussi le massacre brutal de Apoquindo.

Aujourd'hui, fort de son curriculum et au poste-clef de ministre de l'intérieur de la présidente Bachelet (keuf social-démocrate), il peaufine ses armes contre celles et ceux qui luttent. Sa doctrine constiste à "*prévenir les délits avant qu'ils n'aient lieu*" (!) et il peut compter sur la bénédiction du parti "communiste" qui a appelé les bons citoyens à défendre les manifestations pacifiques contre le lumpen des incontrôlés. Et en bon bourgeois qu'il est, le gouvernement doit le faire, doit réprimer, puisqu'il a vu cette année se développer les grèves et les mobilisations des exploitéEs, des sans-logement, des travailleurs précarisés, des mapuche et de l'ensemble du prolétariat qui, divisé dans ses luttes par les directions syndicales et pro-patronales, doit en outre endurer les attaques de l'Etat.

Nous devons ainsi affronter les montages policiers et la persécution, de même que la campagne calomnieuse de la presse, auxiliaire zélée des plans d'oppression de nos ennemis de classe. Ils nous condamnent pour violence subversive, comme si les armes employées systématiquement par l'Etat contre les opprimés n'étaient pas violentes (prisons, assassinats, balances, exploitation salariée, misère et maladie) !

Quelques incontrôlés

[Extrait d'un texte de solidarité avec les compagnons qui a circulé le 16 octobre 2006 à Santiago du Chili]

Nous avons brûlé la cathédrale Castrense

La presse — «Dans la nuit du 6 au 7 septembre 2006, une bombe artisanale a été placée devant la cathédrale Castrense de la commune de Providencia, à l'ouest de Santiago du Chili. L'explosion de l'engin a provoqué un début d'incendie et endommagé une des portes latérales de l'édifice. C'est dans cette même cathédrale qu'aura lieu aujourd'hui un office religieux en souvenir de l'attentat manqué contre le général Pinochet, perpétré il y a 20 ans par le Front Patriotique Manuel Rodriguez, qui avait causé la mort de 5 de ses gardes-du-corps. Sur place, la police a trouvé des tracts.»

Communiqué n°4

Septembre noir,
jeudi 7. 00 : 01 hrs. Santiago

Nous avons répondu aux agressions constantes de l'Eglise et des forces armées, ainsi qu'à celles de l'ordre fasciste par notre violence créatrice. Elle s'est cette fois déchaînée en réduisant en cendres ce temple d'assassins salariés et en soutanes qui font l'erreur de croire que nous sommes toutes et tous soumis à leur terreur sournoise. Il n'en est rien.
Nous sommes à nouveau là, comme ça a été le cas tout au long de l'histoire, élevant nos vies au-dessus de la misère qu'engendre leur domination. Nous sommes là, concrétisant notre rage, réalisant nos rêves de tous vous voir sous terre, bande de scories fascistes. Nous sommes là, bien que les terroristes d'Etat en uniforme (ou policiers) dissimulent nos actions et nos communiqués, comme cela s'est passé lors de la destruction de la Banque du Chili de l'avenue Vitacura au mois de juillet dernier (communiqué n°3). Nous avons réalisé cette action contre l'un des cloaques du capitalisme, en hommage et rappel de la première récupération / expropriation de banque effectuée dans ce pays, qui eut lieu au détriment de la succursale de Mataderos de la Banque du Chili à Santiago, par le révolutionnaire espagnol Buenaventura Durruti et ses compagnons acrates. Nous sommes là.

L'action incendiaire d'aujourd'hui est dirigée contre les militaires et les prêtres, défenseurs de cet ordre bourgeois qui se repaît de la souffrance et de l'humiliation de tout ce qui respire encore la vie sur cette planète. Eux, les curés fascistes, sont responsables de ce que la plupart des gens vivent dans cet enfer terrestre. Ils bénissent lâchement les armes des militaires et policiers qui assassinent celles et ceux qui tentent de se libérer du joug bourgeois. C'est ce qu'ils ont toujours fait, tout au long de l'histoire et dans tous les coins de la planète. Au cours de la dictature militaire, ils donnaient leur bénédiction et justifiaient les viols et les meurtres commis par leurs complices, les forces armées. Et ils continuent aujourd'hui à le faire, en donnant leur approbation à cette dictature policière qui assassine le Peuple Mapuche dans le Sud et tourmente tous les jours les personnes exploitées. Maudits eunuques du capital ; ils haïssent l'humain et justifient les prisons, centres de torture du pouvoir.

Cette fois, nous répondons en brûlant leur église, temple de l'hypocrisie. Bientôt nous ferons de même avec leurs maisons, leurs voitures, leurs entreprises et tout ce qui leur appartient. Notre violence n'aura de cesse tant qu'il restera une once de bourgeois sur la surface de la terre. Votre monde croulera.

Par cette action, nous démontrons une fois encore la vulnérabilité de leurs institutions et des centres qui soutiennent l'actuel système de misère. Nous leur rions au nez et à la face de leurs moyens de contrôle et de surveillance. Ils ne nous font et ne nous feront jamais peur.

Encore un message pour le corps des pompiers de la ville : cette nuit, ils n'ont pas tardé à venir éteindre le feu dans l'un des temples de leurs amis, une rapidité que ne connaissent pas les habitants des quartiers pauvres lorsqu'ils en ont besoin. Nous ferons quelque chose. Tous ceux qui collaborent et protègent les symboles et institutions de cette dictature capitaliste sentiront le souffle de notre destruction créatrice. Quant à tous ceux qui nous soutiennent, ils nous reconnaîtront à travers nos actions.

Ils ne pourront jamais annihiler la révolte sociale.

A 33 ANS DU COUP D'ETAT FASCISTE !!! VENGEANCE !!!

LIBERTÉ POUR LES PRISONNIERS !!!

A BAS LES MURS DES PRISONS, DES ECOLES ET DES USINES !!!

Fuerzas Autónomas y Destructivas León Czolgosz -Grupo Septiembre Negro-

[Traduit de l'espagnol.
Publié sur www.hommodolars.cl]

"Faisons sauter *Las Ultimas Noticias*"

La presse — «Dans la nuit du 4 au 5 octobre 2006, vers minuit et demie, une bombe artisanale a explosé devant le siège du quotidien à sensation *Las Ultimas Noticias* (LUN), situé dans le quartier Bellavista, à quelques pas du centre de Santiago du Chili. L'explosion a détruit des fenêtres et provoqué un début d'incendie, rapidement circonscrit par les pompiers. De nombreux tracts ont été trouvés sur place. »

Voici le communiqué diffusé largement, avec copie aux medias, signé "Miguel Arcángel Roscigna" (du nom d'un anarchiste expropriateur du début du siècle ayant œuvré en Argentine et en Uruguay), groupe qui a revendiqué l'attaque explosive.

Nous lançons à nouveau notre réponse et notre action de colère face à tant de farce et tant de réflexions à deux balles prétendant révéler une réalité qui échappe totalement à leur moule.

Nous faisons de nouveau acte de présence pour démasquer la misère quotidienne qu'ils transmettent dans chacune de leur page de désinformation ; médiocrité déguisée en nouvelle, professionnalisme grossier. Nous soulevons aussi le masque de la mendicité à laquelle ils prétendent nous réduire avec leur morale stupide.

Nous sommes de nouveau là, malgré la répression et la criminalisation de la résistance politique et malgré la vulgarisation de nos idées. Nous sommes là et nous y serons bien d'autres fois encore. Ils peuvent bien salir et banaliser notre lutte permanente, notre résistance active à leur maudite société, qu'ils gardent à l'esprit que nous serons toujours là. Ils répriment et nous répondrons. L'empreinte de notre manque de respect restera gravée dans chaque mur, dans chaque porte, dans chaque fenêtre de leurs monuments intouchables. Ils répriment et nous répondrons.

Nous sommes le présent qui les dérange, nous serons le futur qui les détruira. Nous sommes de nouveau là, car leur terreur ne nous immobilise pas, car nos convictions, notre stratégie ne pourront jamais être fauchées par leur vile existence.

Parce que la guerre contre l'Etat et le capital c'est tous les jours, notre action ne connaît ni dates ni moments précis.

Autonomie et libre détermination pour le peuple mapuche !!!

Contre les montages de la démocratie carcérale : prisonnierEs anarchistes et touTEs les autres dehors !!!

Mort à Belisario Velasco, cerbère de l'Etat et du capital !!!

Miguel Arcángel Roscigna

[Traduit de l'espagnol. Publié sur klinamen.org le 6 octobre 2006]

A propos des compagnons et amis de l'Athénée Anarchiste Angela Fortunato

Le 23 janvier 2006 à l'aube, l'Athénée Anarchiste "Angela Fortunato" de Buenos Aires a été investi par la DDI de Avellaneda, au cours d'une opération conjointe avec la division de vols et délits de la police fédérale. D'autres perquisitions ont également eu lieu aux domiciles de quatre compagnons. C'est donc à cela qu'a abouti la dénonciation faite à la police par une personne un moment proche d'un des compagnons et ainsi que s'est conclue une spirale répressive qui s'intensifiait depuis déjà quelques temps.

Suite à cette opération, deux compagnons ont été incarcérés dans un camp de concentration de sécurité maximale de la Province de Buenos Aires et un troisième compagnon est recherché, car il ne se trouvait dans aucun des domiciles perquisitionnés.

Sur l'athénée, on peut dire qu'il comprenait un centre de documentation, une bibliothèque, des archives, et que tout au long de ces trois ans d'existence s'y sont déroulées diverses activités et initiatives, généralement en rapport avec la répression sur toute la planète et pouvant aller de projections de vidéos à des débats et discussions, jusqu'à des manifestations et autres activités pratiques.

Tout ceci a attiré l'attention des forces de l'ordre qui ont commencé, d'abord timidement puis ostensiblement, à harceler les personnes qui s'y trouvaient, en les observant depuis les célèbres Ford Falcon (typiques de la dictature) garées pendant des heures devant le local, en les filmant des mêmes voitures, en suivant les compagnonNEs jusqu'à faire des irruptions nocturnes sous n'importe quel prétexte, et en mettant leur téléphone sur écoute. Tout ceci a généré un climat d'inquiétude et de persécution. Ce contexte n'était pas facile pour les compagnonNEs qui ont décidé de continuer.

Finalement, la plainte de la personne mentionnée implique directement trois compagnons pour leur participation supposée à un braquage, et au cours de la série de perquisitions, l'argent dont nous disposions pour le local a été "saisi". Les arrestations, la large répercussion médiatique, la confusion initiale et les craintes logiques ont déterminé la fermeture du local ainsi que le silence que nous avons gardé jusqu'à aujourd'hui, mis à part le communiqué dans lequel nous annoncions la fermeture du local.

Pour ce qui est des compagnons incarcérés, ils viennent d'être jugés en première instance et condamnés à 10 et 11 ans de prison. Le troisième compagnon, qui à ce moment là s'occupait de la Cruz Negra Anarquista (ABC), est toujours en fuite et recherché. Les perquisitions n'ont pas apporté de preuves concrètes liées à ce qui leur est reproché, mais on a saisi chez lui un important matériel de propagande et des photos, ainsi que le disque dur de son ordinateur.

Si aujourd'hui nous rendons tout cela public, c'est pour étendre la solidarité avec les compagnons et amis emprisonnés à la suite de cette manœuvre policière, notamment parce que, n'étant pas détachés de la réalité, leurs maigres ressources économiques ne leur permettent pas de faire face à la situation.

Par ailleurs, il est très important pour tous et toutes que s'ouvre un débat sur la solidarité, ici et maintenant, avec ceux qui subissent les coups de la répression.

Nous terminons pour le moment en exprimant notre solidarité aux compagnes et compagnons réprimés et poursuivis, et en saluant celles et ceux avec qui nous partageons le chemin.

Le 30 septembre 2006,
Quelques compagnes et compagnons anarchistes de l'Athénée "Angela Fortunato"

En 1922, les troupes du colonel Varela vont au bordel après avoir fusillé près de 1500 ouvriers au cours des conflits agitant la Patagonie subversive d'alors. En ces terres marquées par l'horreur, alors que le vent porte encore l'odeur du sang, les cinq femmes travaillant dans le bordel la Catalana de San Julian reçoivent les soldats à coups de balais et de bâtons, au cri de «jamais nous ne coucherons avec vous, bande de lâches et d'assassins!». Bien sûr, on les arrête et les enferme, mais l'anecdote raconte qu'elles seront finalement libérées, de peur que cet épisode ne se diffuse. Angela Fortunato fut l'une d'elles.

«Présentation de l'Athénée A. Fortunato», extrait de *Recueil de textes argentins (2001-2003)*, ed. Mutines Séditions, novembre 2003, p.36



Les 4 et 5 novembre 2006 se tenait à Montevideo en Uruguay le 16e Sommet ibérico-américain des chefs d'Etat. Plus d'un an après l'arrivée au pouvoir dans ce pays du *Frente Amplio*, coalition qui a rassemblé la plupart des partis de gôche et les espoirs de changement de nombreuses personnes, le gouvernement assume le contrôle de l'Etat et ses promesses de transformation sociale se bornent à l'illusion d'un possible capitalisme à visage humain, dans un contexte régional marqué par Chavez au Vénézuela, Lula au Brésil et Kirchner en Argentine, puis encore Bachelet au Chili et Morales en Bolivie. Les politiques libérales n'ont pas cessé et les ex-guerilleros uruguayens des Tupamaros à présent au pouvoir tentent avec un discours populiste d'unir leurs efforts pour la cause capitaliste.

Un an plus tôt, les 4 et 5 novembre 2005 à Mar del Plata en Argentine, lors du 4e sommet des Amériques qui réunissait la totalité des présidents des démocraties capitalistes d'Amérique, l'hypocrisie du gouvernement uruguayen s'était manifestée une nouvelle fois, puisqu'il passait des accords commerciaux avec Bush en même temps qu'il dialoguait avec ses prétendus alliés privilégiés, les "*gouvernements capitalistes progressistes*". Le 4 novembre à Montevideo, la manifestation contre ce Sommet se terminait par des attaques et affrontements à Ciudad Vieja (le quartier des affaires), des flics qui tirent, quinze arrestations et quatre incarcérations basées sur un article pêché dans le code pénal de 1934 et jamais abrogé, celui portant sur la "sédition". Ils ne sortiront de prison que le 9 décembre, grâce à une campagne de mobilisation à l'extérieur qui mettait notamment l'accent sur les contradictions des ex-guerilleros fraîchement élus.

A présent, le juge Fernández Lecchini, avec l'aval de la Cour d'Appel, souhaite revoir tout les événements de cette manifestation et faire passer en procès pour "sédition" plus de 20 personnes. Selon la Cour d'Appel, tous les manifestants tombent sous le coup de cet article, vu qu' "*ils ont fait preuve d'une haine contre une classe sociale déterminée et en même temps contre les autorités légalement constituées*". Un premier rassemblement était prévu Plaza Libertad à Montevideo fin novembre et un *escrache* contre le juge en charge du dossier le 7 décembre.

Montevideo : En soutien

Ce qui s'est passé, nous a placés face à ce que nous savions déjà : c'est dans les conflits que l'on peut voir qui sont les défenseurs de l'ordre existant et ceux qui veulent en finir avec lui.

Les défenseurs de l'ordre contre les vandales.

Comme auparavant à Tres Cruces, Euskalerria ou dans la banlieue de Los Bailes, les accusations contre les dégradations ont fusé, toujours de la part des mêmes gauchistes ou droitistes unis pour défendre l'Etat, pour défendre l'ordre.

Il ne faut pas se tromper, ces dégradations, ces attaques contre les biens (interdites, déniées), ces attaques contre le capital, ne sont pas en soi révolutionnaires (en ce qu'elles ne signifient pas la destruction totale de l'ordre actuel). Nous n'avons jamais prétendu cela.

Ce qui s'est passé nous a placés face à ce que nous savions déjà : certains feront l'impossible pour agrémenter le capital et son nouveau gouvernement. Le pouvoir, aujourd'hui de gauche, doit faire la démonstration de ce qu'il peut mieux gérer le capital en développant l'exploitation sans qu'il y ait de problèmes. L'idée de la "gauche du changement" consiste à ramper pour attirer les investissements, à maintenir l'ordre. Les nouveaux gestionnaires de l'exploitation ont fait savoir qu'ils sont des maîtres qui en valent la peine, tout en essayant de nous humilier avec des bavardages à deux balles.

Les faits ont montré, et ce n'est pas un hasard, que parmi les diverses manifestations contre Bush qui ont eu lieu ici, une seule a réellement été anti-capitaliste.

Elles ont montré que de nombreuses personnes sont même disposées à presque tout abandonner pour la propagande. Mis à part le PCU, le MPP et autres partis de gouvernement, véritable ligue de défense de la démocratie capitaliste, de nombreux groupes de gauche sont immédiatement sortis mais pour s'empresser de critiquer les "mauvais comportements". Ils ont dit que si les dégradations étaient prévisibles, certaines n'en restaient pas moins inadmissibles, comme celles causées à de petits commerces ou à des voitures.

Se faire bien voir, c'est tout ce qui reste à ceux qui attendent les masses, à ceux qui sont disposés à tout abandonner pour la propagande.

II

Les personnes qui participaient à la manif s'en sont pris aux banques et autres institutions, sans doute de manière un peu hâtive. Quelques tags

Dehors, mais d'où ?

Novembre 2005, Mar del Plata (Argentine) : IVe Sommet des Amériques. La gauche du Capital invente une nouvelle stupidité effective : une sorte de contre-sommet qui rassemblait de Chavez à Maradona, en passant par bien d'autres bourgeois de la même pointure du monde du commerce musical, politique et sportif. Je suppose qu'il n'est pas nécessaire de rentrer dans les détails des analyses qui se demandent comment humaniser le capitalisme et renforcer la démocratie. En revanche, je le ferai au sujet d'un pauvre cliché que l'on a vu se répéter au gré des tags, polycopiés, pancartes et autres refrains : "Bush, dehors!" (sous ses différentes variantes). Cette phrase est d'un simplisme stupéfiant. C'est réduire la lutte anti-capitaliste à un visage, un nom, un pays et c'est d'autant plus dangereux que l'objet de notre lutte est lointain. Quoi de plus utile pour que tout continue à l'identique que de nous présenter le capitalisme comme un monstre qui vit au loin, nous attaque de là-bas mais nous toucherait de plus près lorsqu'il met le pied sur "notre terre" ? Au contraire, le monstre nous entoure, il est partout et on le trouve aussi dans "notre" propre pays. Mais il est tellement plus facile d'avoir un ennemi éloigné et de protester seulement quand il vient sur le sol légalement argentin. Venant de la gauche de l'Etat et du Capital, cela n'a rien d'étonnant, mais nous, anarchistes, sommes aussi tombés plusieurs fois sur le terrain de la protestation légaliste, patriotique et démocrate faute d'une analyse autonome.

Pour ce qui est de l'opinion publique, ne soyons pas naïfs, la critique du président des Etats-Unis ne signifie pas une opposition réelle au capitalisme, pas plus qu'aux hiérarchies et à l'oppression. Cela revient juste à concentrer le rejet sur l'image d'un lointain inconnu. C'est une fois de plus penser le monde de manière bipolaire : soit on est avec les Etats-Unis, soit on est contre. Et le fait d'être contre conduit à soutenir les gouvernements de pays moins développés économiquement.

Réfléchissons : en quoi le fait que Bush mette un pied (ou les deux) en Argentine influe-t'il sur notre oppression au quotidien ?

L'oppression que nous subissons peut revêtir le costume de démocrates, de dictateurs, de sportifs, d'artistes et plus encore ...

Il faut garder les yeux ouverts et les poings serrés.

NI LA GUERRE DE BUSH, NI LA PAIX DE KIRCHNER !
LA SEULE ALTERNATIVE, C'EST LA REVOLTE MONDIALE !

[Traduit de l'espagnol de *Disarmo* n° 11 (Rosario, Argentine), janvier 2006, p.8]

aux vandales de Ciudad Vieja

ont suffi pour que se répande le désordre, terme qu'aiment à employer les dirigeants révolutionnaires et les orateurs politiques en général. Le manque d'organisation de la violence s'explique très simplement : elle est partie de différents endroits de la rue et de différents groupes de personnes, qui n'avaient pas forcément l'expérience de ce genre de choses. Les habitués des jets de pierres se sont certainement trouvés mélangés à des jeunes qui n'en avaient jamais lancé et ne calculaient pas les rebonds, ou ce genre de trucs. Mais ce n'est pas ce qui nous intéresse. L'important c'est qu'une grande rage se soit déchaînée alors qu'aujourd'hui c'est un privilège que de pouvoir en venir aux mains avec le monde, avec le capital, et de pouvoir affronter dans la rue les larbins ou leurs balances.

Sans doute, a-t-on pu voir un manque d'expérience dans les affrontements de rue, mais on remédie facilement à cela avec un peu de pratique.

Or, cette pratique tend à s'étendre après des années de contention et de perte d'habitude. La démocratie du Capital s'est introduite non seulement dans le discours des militants et des journalistes, mais durant des années, elle a généré une pratique du ne rien faire et favorisé une morale de la défense de la marchandise ainsi qu'une pacification générale.

Mais le mécontentement a triomphé, des jeunes, garçons et filles, échappant à la retenue du progressisme et de sa politique et ne participant pas au mensonge généralisé, ont laissé libre cours à leur imagination. Ce sont leur tripes qui ont décidé du cours qu'a pris la journée.

III

Juste après les faits, le progressisme a lancé sa condamnation et beaucoup de gauchistes sont sortis, quand ce n'était pas pour condamner la journée, pour en souligner les erreurs et parfois même pour se dissocier. C'est que le cauchemar de nombreux militants s'était réalisé, les personnes présentes ont vandalisé la protestation, ont oublié la propagande et ont fait ce que disaient leurs slogans.

Beaucoup aussi ont été tentés de sortir pour donner des explications qui sonnaient comme des excuses, se distanciant ou se refusant à mentionner les méthodes.

Mais, comment ne pas mentionner les méthodes ?

Ceux qui se distancient des moyens de détruire le capital veulent certainement le maintenir en place ou le gérer. En bons défenseurs de la société, ils essaieront de zapper le sujet de la question réelle. Le capital ne peut être géré sympathiquement, car ce n'est pas comme ça qu'on en finit avec la domestication et l'exploitation que nous subissons.

La vraie question, la plus importante, ce sont précisément les méthodes qui la posent ; ce qui détruit doit être supprimé, c'est ce qu'ont clairement affirmé les pierres. Laisser de côté la question de ce qui s'est passé et de comment ça s'est passé, est une vaine tentative de justification.

Les vandales ne faisaient aucune sorte de marketing ou de propagande de gentils garçons responsables et préoccupés par l'état du monde lorqu'ils en finissaient avec la marchandise qui leur est interdite, ou avec les symboles de ce qui les exploite et les agresse au quotidien. Au contraire, ces vandales se battaient à ce moment-là pour eux-mêmes.

La propagande n'était pas le plus important, mais les envies débridées d'attaquer le capitalisme financier, les banques, les bureaux, les voitures et autres. S'il y avait eu des cas de vol —en réalité on ne sait pas si ça a été le cas ou pas—, d'autres encore se seraient épouvantés et seraient venus plus nombreux à la rescousse de la propagande qui formate pour justifier l'ordre à respecter.

Du point de vue des militants de l'ordre existant, des apôtres du droit, de la propagande, de la marchandise, les révoltés n'avaient aucune raison valable qui justifierait ce qu'ils ont fait.

Mais ils ont proclamé leurs raisons dans leurs actions, ont mis leurs slogans en actes, ont parlé avec leurs mains, sans aucun intermédiaire.

IV

Malgré tous leurs efforts, ils n'ont pas réussi à se faire bien voir, pour la simple raison que ce n'était pas ce qui était recherché. Le "Tour anticapitaliste" en a été tout chamboulé.

On n'a pas cherché de soutien des "masses contemplatives", répétons-le. Le sens s'est inversé, on s'est battu pour ceux qui voulaient se battre, pour nous-mêmes.

Ceux qui espéraient une marche commune se sont vus pris dans ce qu'elle est devenue, une attaque sans médiation ni médiateurs.



Le fait de convaincre et la propagande ont laissé place à la transformation réelle.

Il y a eu une rupture dans la politique de l'apparence. Les faits nous mettent au pied du mur, ou on rejette l'ordre et on le transforme, ou on continue le rituel de la protestation.

Nous pourrions dire beaucoup d'autres choses encore. Ce n'est pas que nous croyions qu'un coup dur ait été porté au capital ou quelque chose comme ça, mais nous voyons comment les faits créent des moments pour dire et pour faire, pas pour les grands discours.

Ceux qui brisent l'ordre sont des délinquants, nous ne pouvons qu'appuyer la dissolution d'une société d'exploitation et de misère, de la même manière que nous soutenons les actes qui la dissolvent.

Nous sommes des délinquants.

[Traduit de l'espagnol. Tract qui a circulé à Montevideo en novembre 2005]

Attaque d'un local du parti communiste à Montevideo

« La nuit dernière, 23 octobre 2006, un cocktail molotov (bien rempli d'essence) a été lancé contre un local du parti communiste. Celui-ci fait également partie du Frente Amplio (alliance de gauche actuellement au pouvoir), qui comme n'importe quel gouvernement se contente de gérer notre misère et l'exploitation au profit des intérêts des puissants.

C'est contre cela que nous nous rebellons. Quel plaisir pour les yeux de voir partir en flammes un des locaux de la police rouge !!

A BAS LE SOMMET ! *
VIVE LA REVOLUTION SOCIALE !

La Furia de Kronstadt »

* Ndt : Sommet Ibéro-Américain des 4 et 5 novembre 2006.

«Réforme» des prisons belges

Une énième déclaration de guerre...

Il y a des choses qui mijotent dans et autour des prisons belges. Les grèves des matons se succèdent à un rythme sans précédent tandis que dans toujours plus de taules des émeutes et des véritables révoltes éclatent. Au-dessus de cette mêlée de guerre les politiciens mènent des débats démocratiques sur le comment en finir avec ces situations embêtantes. Ils négocient entre eux, sur le dos de vies humaines. Ils utilisent les individus qui ont reconquis leur liberté (comme les fugitifs de Termonde) comme « monnaie d'appoint ». Après quelques mois de bavardages, ils y sont finalement arrivés : voilà un nouveau plan pour les prisons.

Plus de prisons et plus de matons

Bien sûr, c'est toujours la même chanson cette déclaration de politique fédérale. Les politiciens font de la surpopulation le problème fondamental afin d'éviter de toucher des thèmes comme l'isolement, la torture, les longues peines, les malades dans les prisons et la privation de liberté tout court. Ce n'est pas tellement qu'on se serait attendu à autre chose, mais ce plan semble quand même assez ambitieux.

À Florennes, une prison pour mineurs sera installée dans l'ancienne caserne militaire, 200 jeunes y seront enfermés. À Herentals, la même chose : l'ancienne caserne de Wolfstee privera cent prisonniers de leur liberté. Tout le bavardage sur la délinquance juvénile mène donc maintenant, après Everberg, à une deuxième prison pour mineurs sur le territoire de l'État belge.

De l'autre côté, la Justice évolue aussi avec son temps. La délinquance est assimilée à la déviance, ainsi le pas vers *l'internement* n'est plus très grand. Déjà maintenant les tribunaux ressemblent à des observatoires psychiatriques où la vie, les sentiments et les pensées d'un individu déviant sont analysés, catégorisés et punis. Il devient donc logique pour l'Etat de s'intéresser au moins autant au secteur prometteur de l'internement, et de décider de construire deux nouvelles prisons psychiatriques à Gand et à Anvers (avec une capacité de quelques centaines d'internés). Et dans la prison de Merksplas, deux conteneurs de cellules seront placés sur le préau pour des internés.

La psychiatrisation des prisons est sans doute une des pistes de l'avenir. Il vaut mieux que des événements douloureux et pénibles comme le meurtre de Fayçal dans une cellule d'isolement à Forest (notamment à cause de trois injections de calmants Haldol) se déroulent dans les camps psychiatriques d'extermination où ils peuvent mieux être camouflés par la science médicale. Sur ce plan, la séparation marquée par les barreaux entre l'intérieur et l'extérieur n'existe presque plus : la psychiatrisation des prisons marche main dans la main avec l'économie des *human resources*, où l'esprit bien normalisé est la



meilleure marchandise ; main dans la main avec la socialisation forcée des enfants en les catégorisant comme hyper actifs (ADHD) et en les bourrant ensuite de tranquillisants ; main dans la main avec le marché croissant des antidépresseurs et des soporifiques avec lesquels ils veulent nous faire accepter l'ennui, l'absence d'avenir et l'inanité du spectacle des marchandises. Encore plus à l'avenir qu'aujourd'hui, ceux qui ne pourront pas s'adapter aux exigences du système devront accepter l'hospitalité d'un traitement psychiatrique.

Dans sa déclaration de politique gouvernementale en matière carcérale, l'Etat promet aussi d'embaucher plus de matons. La procédure de sélection sera accélérée pour qu'on s'affronte vers 2007 avec quelques cent cinquante matons de plus. Ceci ne semble pas si spectaculaire, mais de nouveau la croissance de l'industrie de la sécurité s'avère illimitée. Les matons, la police et les soldats sont les mercenaires directs de l'Etat, et heureusement il ne faut pas grand-chose pour que les gens les reconnaissent comme des ennemis. Mais qu'en est-il de l'armée grandissante des contrôleurs sociaux ? Les vigiles de la ville dans les transports publics, les régisseurs de quartiers, les assistants sociaux, les vigiles dans les magasins, les gardiens de stationnement, les détectives d'incivilités,… Ces fonctionnaires du contrôle social sont les keufs de l'avenir. Et le plus frappant (et une victoire claire pour l'Etat dans la guerre des classes) c'est que bon nombre des gens actuellement engagés sont justement ceux contre lesquels l'Etat dirige depuis toujours son contrôle et sa répression. L'exemple des vigiles dans les transports publics en dit long. Les gens qui seraient normalement les moins enclins à payer leur ticket de métro sont aujourd'hui transformés en contrôleurs des fraudeurs. C'est par cette logique de contrôle que l'Etat déchire et divise les hordes d'exclus.

La détention préventive, les déportations et les peines alternatives

Nous estimons qu'il y a un réel lien ici. Les immigrés sans papiers sont détenus dans les prisons d'asile sans aucune forme de procédure juridique et les gens qui sont soupçonnés d'avoir fait quelque chose d'illégal sont aussi détenus préventivement dans la prison, sans aucune forme de condamnation. Que se passe-t-il alors avec le « *innocent jusqu'à preuve du contraire* » ? L'Etat de droit est une farce. Les conneries démocratiques sur la Justice ne servent qu'à calmer les révoltés avec des soi-disant *droits*. En réalité, il n'y a que la guerre entre l'Etat et les déviants. Il trouve ses *alliés objectifs* en les laissant faire appel à leurs droits (en passant par le spectacle), ce qui ne fait que renforcer la légitimité de la machine étatique. C'est le cas pour toutes les institutions d'enfermement. Lutter pour réformer les prisons ? Ben voilà, c'est le but de cette déclaration gouvernementale. Lutter pour humaniser la politique d'asile ? Soit, l'Etat s'engagera pour ne plus enfermer des enfants dans les camps d'asile.

Dans cette nouvelle déclaration gouvernementale, il y a d'ailleurs un autre parallèle à faire avec la politique d'asile. Tous les jours, l'Etat belge déporte des dizaines de gens. Si cela dépendait de lui, les prisonniers condamnés en Belgique seraient déportés aussi pour purger leur peine dans le soi-disant *pays d'origine*. Pour le moment, quelque 150 prisonniers attendent une déportation (la plupart vers les pays de l'Est, le Maroc et la France). De cette façon, l'Etat essaie d'écarter les éléments les plus *gênants* et *visibles* de son territoire. Pas seulement avec les déportations, mais aussi en investissant de l'argent et du savoir-faire dans d'autres pays pour construire des prisons et des camps d'asile. Déjà maintenant, l'Union européenne investit des millions dans la construction de camps d'asile en Tunisie, en Libye, en Algérie et au Maroc pour arrêter le flux de réfugiés de manière préventive. En outre, elle organise la surveillance militaire des frontières à l'Est de l'Europe. Le nouveau patron du système pénitentiaire belge, Hans Meurisse, a déclaré dans la presse que la Belgique doit contribuer à la construction et à la rénovation des prisons de l'Europe de l'Est.

Le pas à faire de la détention préventive aux peines alternatives n'est pas tellement grand. Il s'agit de l'ensemble des instruments et des règles dont l'Etat se munit pour faire sa guerre. Les peines alternatives (le travail, le service social, le bracelet électronique,…) font de plus en plus de chaque maison ou lieu de travail une prison, et normalisent ainsi la répression. Cette décentralisation de la répression par la voie de nouvelles technologies efface les différences entre les éléments spécifiques de la société (les camps d'enseignement, de guérison, d'amusement ou de punition). Dans l'ancien espace public, les structures de la répression sont gentiment implantés et estompent les différences (graduelles) entre les institutions.

Dans les esprits des cadres les plus progressistes du capital et de l'Etat, la prison appartient déjà au passé. La psychiatrisation des *déviants* et la transformation de toute la société en un camp de contrôle (avec des moyens de contrainte *douce* comme la garde municipale et les peines alternatives) mèneront dans leur vision finalement à la suppression de la prison, car ses barreaux traverseront toute la société. Ce qui restera visible, ce seront les prisons spéciales pour les rebelles, les impénitents et les dangereux, où tout rapport avec la réalité sociale dont ils viennent sera coupé. La transition d'une société disciplinaire vers une société de contrôle est déjà en marche. Les deux tendances (la discipline et le contrôle) vont souvent ensemble, mais parfois s'affrontent aussi entre eux. Tant que la fabrication de l'esprit humain s'avérera être une illusion, le pouvoir maintiendra ou étendra sa capacité de punition physique. L'appel des protagonistes du contrôle deviendra de plus en plus fort…

Les réponses de la rébellion…

Quelques jours après l'apparition de cette déclaration, une centaine de prisonniers à Ittre se sont révoltés. Après les émeutes des deux derniers mois, eux aussi ont cassé la paix sociale. Nous savons tous que ça chauffe dans les prisons, et aussi à l'extérieur des murs : de petits foyers de résistance s'allument, comme dans le quartier bruxellois des Marolles après le meurtre de Fayçal, ou les attaques des déviants contre la police et les infrastructures de l'Etat dans les banlieues françaises. Ce n'est pas évident de toucher la prison. Les rébellions à l'intérieur des murs (de n'importe quelle manière : grèves de promenades, émeutes, grèves de la faim,…) ne peuvent être qu'un encouragement pour intensifier la lutte dehors. La lutte contre la prison restera toujours un point de référence dans la révolte contre la répression, mais dans le contexte de la réalité indivisible de la guerre sociale la prison n'est que le comble formel. Pour ouvrir les perspectives et abandonner le chemin de l'abolitionnisme classique, qui mène souvent au réformisme, il faut faire une analyse de l'industrie de la sécurité et du contrôle. Seulement ainsi, notre rébellion et notre haine pour le système pourra répondre de manière créative à la répression croissante et réaliser une solidarité *réelle* avec les prisonniers en lutte.

[*La Cavale* n°5 (Anvers/Gand, Belgique), novembre/décembre 2006, pp.5-6]

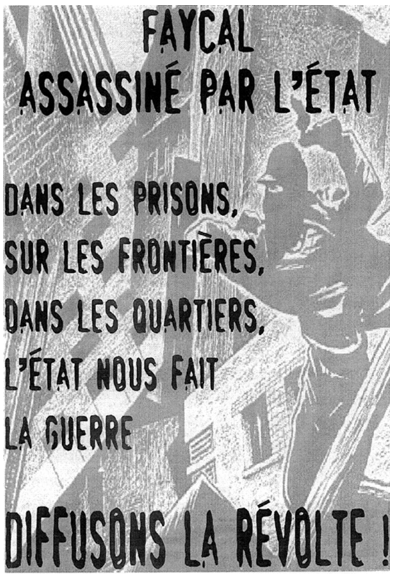
Sur le meurtre de Fayçal à la prison de Forest et la guerre du système

EN TEMPS DE GUERRE...

Dans la nuit du 24 au 25 septembre, Fayçal Chaaban meurt à la prison de Forest. A deux reprises, le personnel médical lui avait injecté des anesthésiants lourds. Le jour qui suit le meurtre, des émeutes commencent dans la rue : un bâtiment du CPAS, un magasin, une maison de jeunes et plusieurs voitures partent en flammes, quelques vitrines sont cassées.

Dans la prison aussi, la situation est très tendue. Peu après, l'état de siège est déclaré à Bruxelles : il y a des arrestations préventives et des flics sont postés à tous les coins de rue En même temps, les politiciens et les éducateurs de rue sont envoyés pour calmer les esprits. Entre-temps, les matons font des menaces de grève.

Ce meurtre démocratique est l'énième fait d'arme du système dans sa guerre contre ceux qui ne marchent pas au pas.



Les prisons sous le feu

Il y a un an, Fayçal avait déjà été placé en isolement pendant trois jours, attaché et maltraité, on lui avait déjà injecté des anésthésiants. Dans les prisons et les commissariats, la violence est un pain quotidien. En mars à Ittre et en avril à Mons, les prisonniers se sont révoltés contre la violence des matons. Quand les matons de Nivelles se sont encore une fois mis en grève, annonçant ainsi une énième dégradation programmée des conditions de détention, une aile de la prison a été incendiée. Pendant l'été ont suivi une évasion collective à la prison de Termonde et une révolte à la prison de Tournai. À l'agitation montante des prisonniers, l'Etat répond comme toujours : deux nouvelles prisons à Termonde et à Namur et une nouvelle institution psychiatrique fermée sera construite à Anvers, la prison de jeunes d'Everberg sera agrandie. Parallèlement, des millions sont libérés pour renforcer la sécurité des prisons.
Le fonctionnement de la prison ne se limite pas à l'intérieur de ses murs : la prison c'est aussi les politiciens qui la défendent, les médias qui présentent les gens comme des monstres, les syndicats qui soutiennent les matons dans leurs grèves étranglant les prisonniers et leurs familles, les tribunaux et les parquets qui mettent au ban de la société des milliers de gens sans froncer du sourcil...

Entre-temps aux frontières

Parallèlement aux débuts de révoltes dans les prisons, les sans papiers se sont aussi bougés. Il y a eu des occupations d'églises, des grèves de la faim et des manifestations. Quand l'Etat s'est rendu compte que ça commençait à tourner mal pour lui, il envoya ses beaux parleurs pour vider le mouvement de l'intérieur. Le mouvement en est arrivé à mendier des bouts de papier, à condition que tu rentres dans des critères qui sont avant tout la volonté de travailler et de t'intégrer.
Contre les foyers de résistance restants, l'Etat a envoyé ses forces de l'ordre : des expulsions violentes et des rafles intensifiées dans plusieurs villes. Et pas seulement en Belgique. Les Etats du sud de l'Europe ont décidé de libérer plus de moyens pour verrouiller leurs frontières. La surveillance frontalière des enclaves de Ceuta et Melilla surpasse maintenant celle de n'importe quelle prison moyenne.

Des prisons et des centres fermés à nos quartiers

La guerre de l'Etat n'est pas seulement menée contre les prisonniers et les sans papiers, mais contre tous ceux qui ne s'adaptent pas, contre ceux «qui ne contribuent pas à l'économie» (par exemple en préférant voler que de se faire humilier tous les jours par un patron, ou en étant malades), contre les immigrés qui sont présentés comme terroristes. L'image de l'ennemi a de nombreuses facettes, mais elles ont toutes comme fin de nous faire marcher au pas. Quand ils stigmatisent les sans papiers comme malfaiteurs, c'est pour les forcer à être sages, à se faire exploiter dans des conditions qui ressemblent à celles qu'ils ont fui. Mais c'est aussi pour les prévenir : acceptez de vous faire exploiter, acceptez de subir le racisme au quotidien, surtout pliez-vous. Sinon ce qui vous attend, c'est l'expulsion, la prison ou, comme pour Semira pendant une expulsion, comme pour Eneka et maintenant Fayçal à la prison de Forest, la mort.
Les murs des prisons et les barbelés des frontières européennes traversent aussi nos quartiers. La répression de l'Etat ne se concentre pas seulement sur des lieux spécifiques (prisons, centre fermés...), mais aussi, et toujours plus, sur notre environnement direct. Nos quartiers sont militarisés et commencent toujours plus à ressembler à des prisons. Les rafles et les contrôles d'identité font partie du quotidien, les trams et les bus sont le terrain de chasse du Service des Etrangers. Toute une armée en uniformes pas bleus envahit nos quartiers. Des éducateurs de rue en passant par les stewards de quartier jusqu'aux contrôleurs et aux vigiles : les gardiens sont partout et essayent de nous faire peur avec leur présence dominante. Peur de nous plaindre, peur de remettre en cause notre vécu, peur de nous révolter.
Comme les banlieues françaises qui ressemblent plus à des prisons qu'à des quartiers d'habitation, nos quartiers aussi sont de plus en plus transformés en prisons. Des caméras pour surveiller tout, des nouveaux projets immobiliers qui nous enferment dans des habitations-cellules là où le contact social est rendu impossible par l'architecture même, des nouveaux projets de construction qui nous chassent de nos quartiers sous prétexte de «revalorisation du quartier»...

Les mille et une facettes de la guerre sociale

Le meurtre de Semira Adamu, d'Eneka et de Fayçal ne sont pas des cas isolés. Quotidiennement, la violence policière, les maltraitements, la noyade, l'étouffement ou la torture, les expulsions et la destruction de notre environnement sont utilisés par l'Etat dans sa guerre contre ceux qui ne s'adaptent pas. La démocratie n'aime pas se salir les mains avec du sang, elle fait donc intervenir les médias pour présenter sa guerre comme guerre *humanitaire*. Face à ces agressions, nous allumons les feux de la révolte et nous cherchons des frères et des sœurs qui veulent se joindre à nous pour résister.
Cela ne nous étonne pas que le système nous nomme "malfaiteurs" (comme les rebelles des rues de Bruxelles qui clament leur rage après le meurtre de Fayçal) ou "terroristes". Actuellement, chaque signe de mécontentement suffit pour s'attirer tout l'appareil de répression.
Mais ce n'est pas *nous* qui devons nous justifier. Avec ses prisons, sa police, ses centres fermés, ses projets d'urbanisme, ses contrôles et ses meurtres, le système nous fait la guerre. Face à de telles agressions, il n'y a pas de dialogue possible. Seul la langage de la révolte constitue une réponse appropriée.

[4 pages qui a circulé à Bruxelles en septembre 2006]

Brèves du désordre belges

4/09, Wilrijk – Des inconnus endommagent la maison du fasciste Bruno Valkeniers. Ils jettent du ketchup sur la façade et incendient le panneau électoral qui était attaché à la façade. Son jardin est vandalisé et sa voiture cassée. Bruno Valkeniers est un capitaliste flamand bien connu qui se présente sur la liste du Vlaams Belang pour les prochaines élections communales à Anvers.

5/09, Anvers – Le local du VLD est attaqué. Des pierres sont jetés contre les vitrines, et de l'acide butyrique est jeté à l'intérieur. Le SP.A et la Croix Rouge reçoivent aussi des pierres à travers leurs vitrines.

16/09, Kortrijk – Dans les environs de Kortrijk, des panneaux électoraux de tous les partis sont incendiés ou vandalisés.

18/09, Merksplas – Dans le centre de Merksplas, quelques voitures sont vandalisées. Quelques vitrines de magasins sont cassées.

18/09, Tervuren – Des dizaines de paneaux électoraux sont vandalisés pour la deuxième fois.

19/09, Velzeke – Le magasin de technologies informatiques Scheirlinckx Networking & Telecom Solutions est touché par le feu. La cause n'est pas connue.

19/09 – À **Neeroeteren** et à **Opoeteren**, des panneaux électoraux sont vandalisés et barbouillés avec des slogans contre la politique.

20/09, Hoboken – Une cantine part en flammes. La cause de l'incendie n'est pas connue. Une activité d'information du parti fasciste Vlaams Belang devait s'y dérouler le soir suivant dans le cadre de leur " tour des cafés ". L'activité est donc annulée.

20/09 – À **Kortrijk/Desselgem**, des panneaux électoraux sont de nouveau incendiés. Le Vlaams Belang n'a rien trouvé de mieux que de construire un monument avec les restes des panneaux incendiés.

20/09 – À **Evergem**, des dizaines de panneaux électoraux sont arrachés, barbouillés et détruits. Les communes voisines sont aussi touchées. À **Zelzate**, plus ou moins tous les panneaux électoraux sont vandalisés, ainsi qu'à **Adegem**. Des panneaux électoraux sont aussi vandalisés à Eeklo, Astene, Deinze, Zomergem et Ronsele. Quelques voitures de promotion électorale sont vandalisées.

22/09, Louvain – Le local de FEDASIL (le service des autorités qui gère les camps d'asile " ouverts ") est tagué avec le slogan " *22/9/98 : Jamais oublié, jamais pardonné* ". La porte d'entrée est souillée avec de la peinture rouge. Le 22 septembre 1998 Semira Adamu a été assassinée par la police lors d'une déportation forcée.

25/09, Poperinge – Pendant la nuit,



quasiment tous les panneaux électoraux sont arrachés. Quelques voitures de promotion électorale sont attaquées.

25/09, Schaarbeek – Onze voitures sont incendiées. Une partie des véhicules était stationnée près du commissariat de police.

26/09, Beerse – Une école est sérieusement vandalisée.

26/09, Bruxelles – Dans le quartier des Marolles, des émeutes éclatent après le meurtre de Fayçal à la prison de Forest. Pendant les trois nuits précédentes, des voitures, quelques magasins et un bâtiment du CPAS sont incendiés. En plus, les flics sont bombardés avec des pierres. Ici et là, des vitrines sont brisées. La police militarise rapidement le quartier et arrête préventivement des dizaines de jeunes.

28/09, Tienen – La voiture d'un membre du conseil communal est barbouillé avec des swastikas. Le propriétaire est un ancien membre du Vlaams Belang qui est passé au CD&V. À Zoutleeuw, près de Tienen, plusieurs panneaux électoraux du Vlaams Belang avaient déjà été incendié.

29/09 – À **Nijlen**, près d'Anvers, un garage BMW est incendié : deux caisses partent en flammes.

30/09 – Une révolte éclate à la prison de **Forest**. Quelques dizaines de détenus barricadent le préau et détruisent des caméras. Un peu plus tard, la police les force à retourner à leurs cellules.

Fin septembre, Louvain – Un petit bus électoral du Vlaams Belang est attaqué et sérieusement endommagé. Les dernières semaines, le vandalisme des panneaux électoraux et les slogans " *Ne vote pas, pense pour toi-même* " sur les murs ravagent la ville de Louvain.

Fin septembre/début octobre, Louvain-la-neuve– Plusieurs panneaux électoraux sont vandalisés à plusieurs reprises. Des poubelles sont taggées avec l'inscription " *votez ici* ".

2/10 – À Menen, Lauwe et Rekkem, plus de 35 grands panneaux électoraux sont dérobés.

4/10 – À **Wommelgem**, près d'Anvers, cinq camionnettes de Taxipost sont incendiées. Le parquet parle d'une action organisée avec des combustibles.

4/10, Middelkerke – L'oldtimer d'un candidat du VLD est souillé avec de la peinture noire. C'est la deuxième voiture " libérale " qui est souillée dans cette ville.

6/10, Louvain – Devant la prison, un slogan de onze mètres est peint sur le sentier piétonnier qui affirme que les matons sont des assassins. La fenêtre du local de l'ACOD (syndicat des matons) proche de la prison est cassée.

11/10, Verviers – Une école est incendiée. Les bâtiments sont sérieusement endommagés.

12/10, Louvain – Le matin, la police réalise une descente brutale dans le squat *Villa Skwattus Dei*. Sept personnes sont arrêtées avant d'être relâchées en fin de la journée. A 20 h, une centaine de personnes montrent leur solidarité contre la répression dans les rues de Louvain. Juste après l'invasion de la police, les vitrines des locaux du SP.A et du CD&V sont cassées et différents slogans apparaissent sur les murs de Louvain.

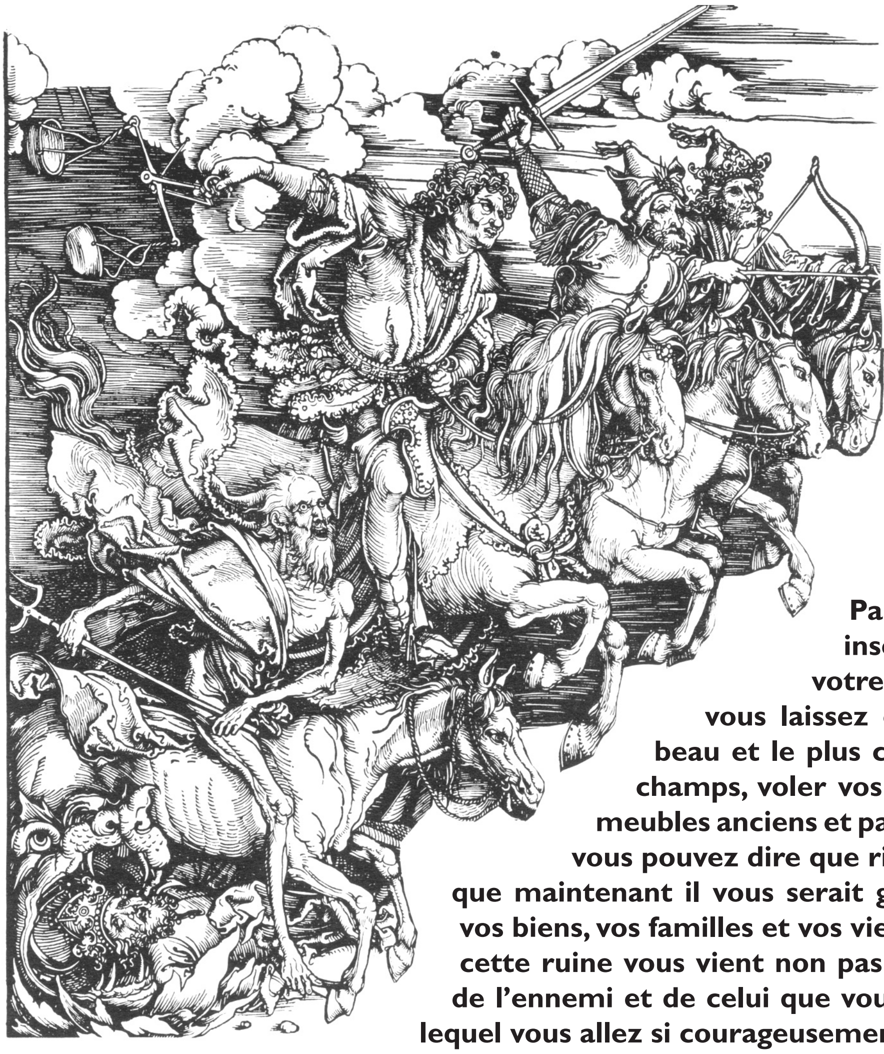
13/10, Gand – L'Action Anti-Raciste détruit toutes les fenêtres de la succursale d'Immo Maes, le propriétaire d'un bâtiment squatté par une cinquantaine de personnes d'Europe de l'Est et menacé d'expulsion.

14/10, Gand – Une pierre avec le message " *Il fait froid, hein ?* " est jetée à travers la fenêtre du local d'Immo Maes, suivi par une bombe de peinture. La revendication de l'action est jointe d'un appel à la solidarité.

15/10, Anvers – " *Dans la nuit du 15 à 16 octobre, nous nous sommes occupés à casser toutes les vitrines du local du SP.a à Anvers. Un agent immobilier qui se prépare à spéculer sur le projet de destruction urbaine dans le nord d'Anvers a reçu la première pierre à poser au travers de sa vitrine. À Borgerhout, la colonne humanitaire de la politique d'immigration était attaquée : le pare-brise et la vitre de côté sont cassés, la carrosserie est endommagée. Un salut rebelle à tous les insurgés ! Solidarité active contre le racisme, l'Etat et le capital !* "

20/10 – Une révolte éclate à la prison de **Lantin**. Une quarantaine de détenus occupent le préau et exigent de parler avec le directeur. Le directeur refuse et les détenus s'arment de barres de fer. Ils détruisent une grande partie de la prison et s'affrontent ensuite aux flics. Plusieurs policiers sont blessés, un flic fut presque lynché. Après quelques heures, l'ordre fut rétabli.

[Traduit du néerlandais. Tiré de *De Nar*, n°208, novembre/décembre 2006, p.14]



DISCOURS DE LA SERVITUDE VOLONTAIRE

Etienne De La Boetie
(1530-1563)

Pauvres et misérables peuples insensés, nations opiniâtres en votre mal et aveugles en votre bien, vous laissez emporter devant vous le plus beau et le plus clair de votre revenu, piller vos champs, voler vos maisons, et les dépouiller des meubles anciens et paternels. Vous vivez de sorte que vous pouvez dire que rien n'est à vous et il semblerait que maintenant il vous serait grand temps de tenir à moitié vos biens, vos familles et vos vies. Et tout ce dégât, ce malheur, cette ruine vous vient non pas des ennemis mais bien certes de l'ennemi et de celui que vous faites si grand qu'il est, pour lequel vous allez si courageusement à la guerre, pour la grandeur duquel vous ne refusez point à la mort vos personnes.

Celui qui vous maîtrise n'a que deux yeux, n'a que deux mains, n'a qu'un corps et n'a autre chose que ce qu'a le moindre homme du grand nombre infini de vos villes. Mais ce qu'il a de plus que vous tous, c'est l'avantage que vous lui faites pour vous détruire. D'où il a pris tant d'yeux, d'où il vous épie si vous ne les lui donnez. Comment a-t-il tant de mains pour vous frapper s'il ne les prend de vous ? Les pieds dont il foule vos cités, d'où les a-t-il s'ils ne sont des vôtres ? Comment a-t-il aucun pouvoir sur vous, que par vous ? Comment oserait-il vous courir sus s'il n'était d'intelligence avec vous ? Que pourrait-il vous faire si vous n'étiez les receleurs du larron qui vous pille, complices du meurtrier qui vous tue et traîtres à vous-mêmes ?

Vous semez vos fruits afin qu'il en face le dégât. Vous meublez et remplissez vos maisons pour fournir à ses pilleries, vous nourrissez vos filles afin qu'il ait de quoi soûler sa luxure ; vous nourrissez vos enfants afin que pour le mieux qu'il leur saurait faire il les mène en ses guerres, qu'il les conduise à la boucherie, qu'il les fasse les ministres de ses convoitises et les exécuteurs de ses vengeances. Vous rompez à la peine vos personnes afin qu'il puisse se mignarder en ses délices et se vautrer dans les sales et vilains plaisirs. Vous vous affaiblissez afin de le rendre plus fort et raide, à vous tenir plus courte la bride, et de tant d'indignité que même les bêtes n'accepteraient ou n'endureraient point.

Vous pouvez pourtant vous en délivrer si vous essayez non pas de vous en délivrer mais seulement de vouloir le faire. Soyez résolus à ne plus servir, et vous voilà libres.